et démocratie

ont donc bel et bien voté. Pour

qui en doutait encore - et il y

avait quelques raisons de s'inter-

roger, — le scrutin de dimanche

a d'abord apporté la démonstra-

tion qu'un processus de démo-cratisation est en cours en

URSS. Les imperfections du sys-

teme, le fait que la multiplicité des candidatures n'ait pas été

partout assurée, que certaines personnalités — comme en

Arménie - n'aient pu se présenter, tout cela ne peut occulter cette réalité première, culturelle

autant que politique : après soixante-dix années de perti uni-

que et donc de silence, les loin-

tains héritiers de la révolution d'Octobre ont clairement mani-

festé leur volonté d'exercer

leurs droits d'électeurs et de

s'exprimer librement. Par rap-port au rituel guindé auquel se résumaient jusqu'à présent les

élections au pays des soviets, il

Le second enseignement

majeur que l'on peut tirer avant

même que soient connus les

résultats définitifs est l'irrésisti-

ble poussée des réformateurs les

plus en pointe. C'est bien sûr le

cas, à Moscou, de M. Boris Elt-

sine, mais c'est aussi celui

d'autres hommes qui estiment comme kui, que la perestroika

avance trop lentement ou qu'elle est trop timide. Lois d'avoir souf-fert des attaques virulentes dont

ils étaient l'objet de la part des

conservateurs, ils en ont au contraire bénéficié, comme si le choix n'en était que plus clair entre les candidats de l'appareil

et ceux du peuple. Ailleurs,

comme dans les pays baites,

c'est une sorte de majorité tran-

quille qui s'est exprimée, en

faveur de la cause « nationale »,

peut tirer quelques satisfactions

de l'événement. Non seulement

la réalité des changements qu'il

veut apporter n'est plus discuta-ble, ni en URSS, ni à l'étranger,

mais les conservateurs - qui sont tout de même ses premiers

adversaires - sortent grave-

Le secrétaire général, qui va être le premier président soviéti-

que, n'en va pas moins devoir

faire face à une très délicate

situation. Toute sa stratégie a

consisté jusqu'à présent à faire

un peu trop aventuristes

même critiqué le style de travail

et le goût pour les « phrases fra-

Or ce même Elt-

ment affaiblis de l'épreuve.

VI. Gorbetchev

sinon nationaliste.

s'agit d'une révolution.

Las Soviétiques

Poussée des réformateurs et des nationalistes en URSS

M. Boris Eltsine a été plébiscité par les électeurs moscovites Parti unique

Les Soviétiques ont largement participé, dimanche 26 mars, aux élections au Congrès des députés du peuple. Au vu des premiers résultats, le phénomène le plus marquant est une forte poussée des candidats les plus réformateurs; divers représentants de l'appareil du Parti communiste se trouvent en revanche en difficulté. A Moscou, M. Boris Eltsine, critiqué encore récemment par le comité central, obtiendrait plus de 85 % des voix, et en Lituanie, le mouvement indépendantiste Sajudis emporterait trente des quarante-deux sièges de la République.

de notre correspondant

Dès 10 heures du matin, dès ces premières heures des premières élections soviétiques à candidatures multiples, tout le monde

Il suffisait, dimanche 26 mars, d'entrer dans n'importe lequel des bureaux de vote de Moscou, d'interroger à l'entrée ou à la sortie des isoloirs n'importe lequel des électeurs pour savoir que ce scrutin allait tourner au plébiscite et que ce triomphe d'un homme sonnait une déroute des conserva-

Car ce n'était pas seulement le fait que jennes gens et vieilles dames, prolos de caricature et intellectuels exultants répon-

daient tous systématiquement, sur le ton de l'évidence, qu'ils allaient, bien sûr, voter Eltsine.

C'était surtout que tout le monde voulait répondre à toutes les questions possibles, qu'on ne chuchotait pas en regardant derrière soi, qu'on parlait à haute voix et qu'on savait parfaitement bien pourquoi l'on votait et pourquoi l'on votait Eltsine.

Mais voyons, parce qu'il est pour nous », ce « nous » qui hommes du système, ce . nous » « nous » à qui on offre, pour la première fois depuis soixante-dix ans, la possibilité d'un choix.

Il y avait ceux qui répondaient :

s'oppose à « eux », le parti, les qui signifiait . nous, le peuple »,

> BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 4.)

Le naufrage du pétrolier «Exxon-Valdez»

La marée noire menace les côtes de l'Alaska

Les experts redoutent une contamination des côtes sud de l'Alaska après le naufrage, vendredi 24 mars, du superpétrolier . Exxon-Valdez . En dépit du pompage du brut restant dans les cuves du navire, les fuites continuent à alimenter la nappe de pollution qui ne cesse de s'aggrandir dans le détroit du prince William.

Devant ce qui pourrait etre un désastre si les conditions météorologiques deviennent défavorables, les populations des régions environnantes s'irritent de « la lenteur



Lire nos informations page 16.

Après l'échec des négociations entre les syndicats et le gouvernement

A Bastia, la réunion de la riposte

Après le rapide échec des située entre Bastia et Ajaccio, pour mettre sur pied la riposte à des propositions dont l'insuffisance a été considérée comme «insultante». renouer les fils du dialogue et observe l'évolution de la situation avant d'envisager de nouvelles initiatives.

de notre envoyée spéciale

avancer ses réformes par une Une rencontre Nord-Sud devait voie « centriste », c'est-à-dire avoir lieu lundi après-midi à Basen surmontant résistances et tia. Corte, ville universitaire inerties, mais sans se laisser déborder par des chevau- légers

cale des fonctionnaires de République corse de Pascal Paoli syndicats de l'île devaient se lieu de la réunion. Mais, en fin de étaient incrédules devant le local rencontrer, lundi 27 mars, compte, les intersyndicales des fonctionnaires de Haute-Corse et de Corse-du-Sud devaient se retrouver à Bastia pour décider de la poursuite de leur mouvement Le gouvernement tente de après l'échec des négociations de

Les grévistes communiquaient jusqu'à présent par téléphone; Ajaccio manifestait un jour et Bastia, le lendemain. Selon le porte-parole de l'intersyndicale à Ajaccio, la réunion de lundi devrait aboutir à la création d'un comité de coordination syndicale. Le gouvernement cherche, à leurs yeux, à les diviser. Ils se rassemblent.

Le montant de la prime de chère. Ils avaient négocié jusqu'à tale: un aller-retour par an Corsecontinent, soit, selon le calcul des syndicats, 30 à 40 F par personne et par mois. « Pour quoi faire? Ils peuvent se les garder, nous ne sommes pas des mendiants. »

Le mot d'ordre a circulé très vite, et deux cents personnes se sont retrouvées à l'aéroport pour réconforter les vingt délégués qui avaient fait tout ce voyage, un samedi de Pâques, pour entendre une proposition aussi . insul-

Les membres de l'intersyndicale étaient partis avec leurs pardessus et leurs dossiers sur la vie

négociations entre l'intersyndi- mais aussi symbole de l'éphémère transport proposée aux déléga- la dernière seconde l'ordre du jour tions a suscité un choc. Une heure de la réunion. Leurs organisations Corse et le gouvernement, les avait d'abord été choisie comme après la rupture, les visages parisiennes et même le préfet de lieu de la réunion Mais en fin de étaient incrédules devant le local Haute-Corse, M. Bernard Boude la CGT d'Ajaccio, à l'annonce cault, leur avaient assuré. grain à moudre ». Il était question d'une indemnité de 300 à 400 francs.

Vendredi, devant la préfecture d'Ajaccio. l'annonce de leur départ avait été applaudie comme une victoire et, dans les rangs, on oubliait qu'ils n'allaient rencontrer que le directeur de la fonction publique : on parlait du « minis-

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 6 et, page 2,

• Une entreprise en faillite •, par

H. Antona, et « Egaux, ni plus ni
moins... », par J.-J. Chiauzzini et

B. Corazzini.)

Défaite gouvernementale en Turquie

M. Turgut Ozal menacé après les élections municipales.

PAGE 16

Pâques sous les bombes à Beyrouth

Le « réduit » chrétien isolé et pilonné. PAGE 3

Austérité en Chine

Seule l'agriculture échappe à la rigueur budgétaire. PAGE 15

Europe **Etats-Unis**

Relance des négociations agricoles.

PAGE 15

La lutte contre le sida

Un médicament, l'AZT, mis à l'épreuve sur un groupe de séropositifs. PAGE 7

Le Monde

ÉCONOMIE

■ Ouand les banquiers devienment actionnaires.

Un article de M. Jacques Calvet: « La France, la fiscalité et la CEE, le mythe des frontières ». ■ La chronique de Paul Fabra : « Pourquoi il faut réduire la dette des pays en voie de développement ».

> Pages 13 et 14 SPORTS

■ La victoire de Ferrari au Grand Prix automobile de formule 1 du Brésil. » La grande vadrouille de Tomislav lvic, l'entraîneur des footballeurs de Paris-Saint-Germain.

Page 8 Le sommaire complet se trouve en page 16

« Etat de grâce » pour un président mexicain mal élu

La force tranquille de M. Salinas de Gortari

Presque quatre mois après Trésor, M. Nicholas Brady, les son accession au pouvoir, le grandes lignes de leur nouvelle 1º décembre dernier, le président mexicain, Carlos Salinas de Gortari - élu dans des conditions difficiles au mois de juillet 1988, – bénéficie toujours d'un « état de grâce » renforcé par les récentes initiatives américaines en matière de dette extérieure.

MEXICO de notre correspondant en Amérique centrale

M. Carlos Salinas de Gortari est comblé : cent jours après son élection controversée à la tête de l'Etat mexicain, les Etats-Unis lui ont offert, il y a un peu plus de deux semaines, le 10 mars dernier, un superbe cadeau en annonpolitique en matière de paiement de la dette des pays du tiers-

Ce «ballon d'oxygène» est arrivé à point nommé pour le Mexique, qui éprouve de plus en plus de difficultés pour rembourser les quelque 102 milliards de dollars qu'il doit. Affaire « en or » pour le président lui-même, qui a engagé sa crédibilité sur la recherche d'une solution à ce pro-

La dette était devenue l'obsession des Mexicains. L'entreprise privée, les syndicats, les partis et les économistes s'affrontaient sur ce thème à travers la presse: fallait-il payer? Pour le privé, le refus de rembourser des emprunts équivaut à se mettre au ban des cant par la voix du secrétaire au nations, et à s'exposer à ne plus

saire à la relance de l'économie.

·Pour l'opposition de gauche, dirigée par M. Cuauhtemoc Cardenas, il ne faut pas payer la partie de la dette contractée depuis 1982; elle estime, en effet, que les emprunts des dernières années sont a inconstitutionnels - car ils ont été réalisés afin de... rembourser la dette et non de contribuer au développement économique.

En fait, tout le monde s'entend sur un point : le Mexique ne peut continuer à faire des sacrifices démesurés (au cours des sept dernières années, les salaires réels ont baissé en moyenne de moitié) au détriment de sa croissance économique et au risque de connaître une flambée de violence comme le Venezuela.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

monnaie européenne : de l'utopique au réalisable 256 Pages

"Mécanique des Monnaies"

des Européens de demain,

il devrait avoir un nouveau nom

des gouvernements,

"Si l'Écu doit gagner le cœur et l'esprit

il lui faudra plus qu'une simple incitation

Jacques RIBOUD auteur de

sine vient de bénéficier d'un raz de marée qui l'assure d'une tri-bune, et il sera bien difficile de le faire taire et même de l'inciter à la patienca et à la modération, en particulier dans ses critiques à l'adresse du chef de file des conservateurs, M. Egor Ligat-

En souhaitant qu'un débat s'ouvre en URSS sur le pluripar-tisme, l'ancien chef du PC de Moscou a mis le doigt sur une contradiction fondamentale : la démocratie peut-elle s'instaurer sous le régime du parti unique ? La question, à laquelle les Hon-grois ont déjà répondu par la négative, pourra-t-elle être longtemps encore jugée déplacée en URSS ?



et un pouvoir d'achat qui ne vacille pas". THE ECONOMIST (5 Mars 1988) Collection de la R.P.P. REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

88 bis, rue Jouffroy – 75017 Paris • Tél.: 46 22 10 50

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,80 DA; Murco, 6 dir.; Tuminio, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Autricha, 20 ech.; Balgiqua, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Antibas/Réunion, 7,20 F; Côte-d'holm, 425 F CFA; Dannesunk, 11 kr.; Espaigna, 155 pat.; G-B., 60 p.; Gibe, 180 dr.; Mandel, 80 p.; Railia, 1 700 L.; Lisya, 0,400 DL; Lexambourg, 30 £; Norviga, 12 kr.; Paye-Bas, 2,26 fl.; Portugal, 140 esc.; Sánágal, 336 F CFA; Suitch, 12,50 cs.; Salaca, 1,60 £; USA (NY), 1,60 &; USA (NY), 1,60

Débats

CORSE

faut donc se mettre autour d'une

table avec les différents parte-

naires concernés : l'Etat, les col-

lectivités locales, les différents

acteurs de la vie économique,

pour utiliser ce moment de crise

comme un véritable pas en avant

et profiter de l'effet d'échos et de

mobilisation qu'a eu le mouve-

Soyons majeurs : cessons de

quémander prébendes, avantages,

subventions; montrons que nous

pouvons sortir de notre situation

de dépendance en prenant vérita-

blement notre destin en main.

Aujourd'hui, chacune des régions

d'Europe se met en position

d'affronter le grand marché de

1993. Aujourd'hui, le Bassin

méditerranéen, cœur de notre

civilisation, voit naître de nom-

breuses initiatives de développe-

La Corse traverse une crise : si

on étudie l'idéogramme chinois

qui signifie crise, on constate qu'il

s'écrit en combinant deux carac-

tères : le premier signifie danger,

le deuxième opportunité. La

Corse est de fait confrontée à de

grands dangers, mais elle doit

aussi saisir les opportunités qui se

Si tel n'était pas le cas, cette

crise aura été celle de tous les

dangers, et elle rentrera probable-

ment pour toujours dans le ghetto

ANS tout ce qu'on peut lire,

voir, entendre sur les projets

concernant l'éducation et

sur les réactions des syndicats et des enseignants, il me semble que

l'essentiel n'est pas pris en compte,

ne figure ni dans les propositions ni

dans les manifestations corporatistes.

Voici une fresque très schématique

de ma vision de ces graves pro-

I. - Que souhaiter à la sortie de

ture générale » suffisante, qui pro-

cure clarté d'esprit et rigueur : mais

active avec appétit et désir de

geant ascèse et vie intérieure, moti-

et caractère, et possibilité de travail-

lavettes, de ieunes sans idéal ni moti-

vation.) Ainsi, la personnalité s'éva-

II. - Les voies d'accès à la

du milieu familial qui, autrefois,

constituaient la quasi-totalité des élé-

l'audiovisuel, avec toutes ses compo-

tout, qui reçoit une avalanche d'inci-

tations, d'informations de toute

espèce. Il faudra manifestement cor-

formation de son jugement, ce pour

ORDRE

Manifestation

interdite

Selon la législation française, la

liberté d'expression n'est certaine-

ment pas un droit inconditionnel et

absolu. J'en veux pour preuve que la manifestation organisée à Lyon pour

protester contre les Versets satani-

dite par le préfet du Rhône.

diffusion on France.

ques de Salman Rushdie a été inter-

Que le ministre de l'intérieur soit

logique avec lui-même : puisque le

livre de Rushdie trouble gravement

l'ordre public, il doit en interdire la

PHILIPPE ROLLAND

(Issy-les-Moulinean Hauts-de-Seine).

: LOMIGS

des régions assistées de l'Europe.

présentent à elle.

ment populaire.

Une entreprise en faillite

en faillite. Les soubresauts de ces dernières semaines ne sont que les symptômes éruntifs et récurrents d'une longue crise, les salariés sont dans la rue et, désarçonnés, les dirigeants se tournent vers l'actionnaire majoritaire, l'Etat, pour demander une aide spoplémentaire. Celui-ci doit négocier sur le problème ponctuel posé dans le cadre d'une démarche claire tenant compte des spécificités de l'île et de la gravité de la situation. Mais si un traitement de fond n'est pas appliqué il est hautement probable que les mêmes problèmes resurgissent, et la relative sagesse des démonstrations de la rue risque de tourner à des affrontements et à des mani-

festations beaucoup plus graves. Lorsqu'une entreprise est en faillite il y deux solutions : ou bien elle dépose son bilan, licencie ses travailleurs et disparaît ; ou bien chacune de ses composantes, actionnaires, direction, salariés accepte de remettre en question sa propre action et s'engage dans un plan de redressement. C'est aujourd'hui ce dont la Corse a

besoin. Tous, l'Etat, la classe politique, les Corses, nous devons procéder à une remise en question sur les insuffisances à gérer l'entreprise Corse si ce n'est par le règne du verbe et l'envoi d'inspecteur des finances. Aujourd'hui, si la moitié de l'énergie dispensée ces derniers jours en discours, motions, négociations avait été mise à dévelop-

per et promouvoir notre île, peutêtre n'en serions nous pas là. Je souhaite qu'on ne se trompe pas de débat. Ce n'est pas en distribuant une prime à ses salariés qu'une entreprise peut se sortir durablement des difficultés. La vraie prime d'insularité, c'est une stratégie ambitieuse de développement de notre île capable de créer les nouvelle richesses qui constituent la véritable et la seule

Dar HENRI ANTONA (*)

garantie d'un maintien et de l'élévation du niveau de vie de cha-

Il y a huit mois, dans le cadre de mes fonctions et avec l'entier soutien du président de l'Assemblée corse, conscient des problèmes à venir, j'ai engagé une réflexion sur le développemnt économique de la Corse avec l'aide d'experts et d'un comité consultarassemblant toutes les forces de l'île ; nous avons travaillé dans le calme et la sérénité pour proposer une stratégie de développement originale, ambitieuse et

Cessons de quémander

Ce document est aujourd'hui prêt et sera diffusé dans les jours prochains et discuté et, j'espère, repris par l'Assemblée corse. Il offre le véritable cadre d'une négociation réelle entre l'Etat, les collectivités locales et tous les partenaires du développement économique en tenant compte des opportunités (PDR, PIM, FSE,

contrat de Plan).

Les mesures proposées concer-nent tous les domaines, en particulier le développement de l'enseignement supérieur, la recherche, le statut fiscal. les outils financiers, le développement touristique, l'agriculture, l'évolution des structures et surtout l'appel à des compétences et à des hommes qui existent en Corse et qui parfois s'en sont éloi-

Cette occasion est probablement la dernière pour la Corse de mettre en place une politique globale de développemnt volonta-

(*) Chef d'entreprise, vice-président de l'Assemblée régionale de Corse.

Egaux, ni plus ni moins...

A situation actuelle de la Corse est révélatrice du grave problème auquel elle est confrontée depuis des années : l'absence d'un projet cohérent de développement éco-

nomique et social. Cette carence explique sens doute la montée en puissance des mécontentements, des grèves, des désordres, qui a atteint un point de rupture tel qu'on peut estimer que la population ne vit plus dans un Etat de

Depuis longtemps, il est vrai, l'Etat accrédite l'idée que tout est possible : trop de prome ont été prodiguées qui n'ont pas été tenues ; trop de questions urgentes ont été évacuées par la constitution de comités ad hoc aux conclusions hâtives et éphémères, par la mise en place de réformes peut-être prometteu mais complexes et inachevées, par l'octroi de subventions généreusement gaspillées, par trop de comportements se situant en marge des lois de la République

et restant impunis. C'est dans ce contexte général qu'il faut évidemment replacer les mouvements de grève qui paralysent les administrations

dans notre région.

Par ce moyen, les fonctionnaires veulent obtenir du gouvernement qu'il leur accorde une prime d'insularité destinée à compenser la cherté de la vie. jugée plus élevée que sur le

par JEAN-JACQUES CHIAUZZINI et BRUNO CORAZZINI (*)

Assurément la vie est chère en Corse, plus chère qu'ailleurs. En exerçant leurs fonctions sur l'île, les fonctionnaires subissent réellement une baisse de leur

pouvoir d'achat. Mais demander aux pouvoirs publics d'atténuer les effets de cette cherté au bénéfice exclusif des fonctionnaires en activité, au lieu d'exiger que l'on agisse sur les causes, revient justement à encourager le mal, à ne considérer l'île que comme une zone de consommation, avec le risque de l'enfoncer plus encore dans

Peut-être que ce que souhaitent, inconsciemment, les grévistes, c'est de parvenir eux aussi à recueillir les miettes des innombrables milliards prove-nant des communautés nationale et européenne et dont tout le monde sait qu'ils sont

'assistanat et le sous-

détoumés de leurs finalités. Pourquoi, en effet, les fonctionnaires resteraient-ils en marge d'une politique qui dispense certains agriculteurs de rembourser leurs dettes, qui transforme subventions et prêts d'équipement en compléments de ressources, qui laisse pratiquement impunies les ententes

commerciales illicites et ne protège guère les rares commerçants ou chefs d'entreprise désireux de donner tout son sens à

la libre concurrence ? Bien entendu, la classa politique locale apporte son soutien à ce conflit lourd de conséquences, mais avec les subtilités

de son génie traditionnel. Il est vrai qu'en Corse, peutêtre okus que partout ailleurs, les hommes politiques mettent plus d'entrain et d'imagination à assurer leur réélection qu'à exercer pleinement les responsabilités de leur charge.

S'il revient à l'Etat de faire respecter la foi et l'ordre, encore faut-il que nos concitoyens mission essentielle, ne s'éver-tuent pas à la contrecarrer, et que l'État soit exempt de tout

reproche. S'il appartient de surcroît à l'Etat de garantir l'égalité de tous, encore faut-il que les insulaires ne cherchent pas à être moins égaux devant les obliga-

tions et plus égaux devant les droits que les continentaux. S'il incombe enfin à l'Etat de tout mettre en œuvre pour favoriser le développement économique, social et culturel de la Corse, encore faut-il que les Corses alent un projet à soutenir

et s'emparent de leur avenir. Quel avenir pour la Corse ? Médiocratie et autoindétermination ? (étant observé qu'en politique le divorce avec

(*) Pseudonymes de deux fonc-tionnaires exerçant en Corse et soumis à l'obligation de réserve. **ENSEIGNEMENT**

Former pour l'avenir

par LOUIS LEPRINCE-RINGUET de l'Académie française

naturel, grâce à des institutions nouvelles - ciubs d'informatione. d'astronomie, Cité des sciences de La Villette, Jennesses musicales, associations sportives, voyages en groupe, etc. C'est excellent car il s'agit d'une motivation adaptée à la personnalité de chacun.

nérimés

aussi la possibilité d'entrer dans la vie connaître, afin de pouvoir s'adapter à Enfin, le cursus scolaire avec des tâches évolutives. De plus un équilibre physique, intellectuel, exitoutes les étapes que l'on connaît. C'est là que doit s'effectuer la formation de l'esprit à la clarté, à la vation. Naturellement persévérance rigueur, à l'abstraction (indispensable, mais pas trop n'en faut), au jugement. Mais attention - je ler en équipe. (On voit trop de paumés, de déséquilibrés, de reprends les remarques des propositions du Collège de France au président de la République, - éviter le nouira avec toute sa richesse et sa corporatisme de discipline qui porte perpétuer les savoirs périmés ou dépassés, - éviter l'inertie institucompissance. En debors de l'école et tionnelle qui tend à reconduire indéfiniment ce qui a une fois existé, éviter de sacraliser les titres scolaires ments de la formation, des voies nouet faire en sorte qu'ils ne soient pris velles sont largement ouvertes. Ainsi en compte que pour une durée limitée et jamais de manière exclusive. santes, radio, télévision, cassettes, combattre la rigidité des trajectoires dérable sur l'enfant qui voit et entend obligées, qui donne un poids quasi fatal aux choix initiaux et aux verdicts scolaires d'exclusion, - équilibrer la logique rationnelle et la pratiriger et orienter cette action par la que de la méthode expérimentale, sans oublier toutes les formes de quoi l'enseignement scolaire est fort l'adresse manuelle et de l'habileté corporelle, - associer maîtres et ves dans des projets communs, Autre voie d'accès : la possibilité pour le jeune de suivre son penchant créer une émulation réelle entre des

institutions autonomes et diversifiées, - utiliser les instruments de grande diffusion en associant des équipes d'enseignants à leur produc-

III. - Nos enseignants, par leur recrutement, par leur formation, par leur mode de vie, par l'évolution de leur carrière, par leur environnegramme exigeant? Rendons tout d'abord hommage à leurs qualités ntellectuelles, à leur disponibilité, à leur sens élevé de la mission qu'ils accomplissent. Je les connais bien, en ayant sept, de toutes catégories. parmi mes enfants et petits-enfants. Cela dit, proposons quelques

a) Tout d'abord, notre système éducatif a, jusqu'à très récemment. considéré le monde de l'entreprise comme celui de la jungle, du profit, du déshonneur et de la non-culture (voir l'interview de Michel Rocard dans le numéro de janvier 1989 du Monde de l'éducation). Heureusement cette attitude se modifie actuellement, mais il faut du temps

pour qu'elle évolue profondément. b) En second lieu, il faut éviter que le système scolaire ne se constitue en un univers séparé, sacré, proposant une «culture» coupée de l'existence ordinaire. C'est d'autant plus grave que l'énorme masse des gnants est fortement encadrée par de puissants syndicats dont la plupart sont restés très conservateurs et corporatistes. Ceux qui souhaitent évoluer vers une meilleure adéquation au monde ne le peuvent guère, n'avant que rarement vécu une expérience dans la vie économique et industrielle du pays.

c) Le gigantisme du système et l'uniformisation des enseignants conduit automatiquement à la prolétarisation. Il est indispensable de casser cette énorme structure, d'organiser des institutions diversifiées. autonomes, d'instaurer l'émulation entre équipes pédagogiques et com-munautés scolaires. Les entreprises. publiques et privées devront être associées à ces projets, d'une part par des contrats, d'autre part par la parreprésentants qualifiés. Naturellement les meilleures équipes, les plus performantes, se verront attribuer des avantages: il est absolument normal que le mérite soit récom-

d) Agrégation, CAPES, licence définissent des qualités de travail. une compétence dans une discipline, une clarté d'exposition. Mais, pour aider un jeune à former son jugement, à discerner une voie professionnelle, à épanouir sa personnalité. à choisir son orientation, les posses-seurs de ces diplômes n'ont en général aucune qualification privilégiée.

Par ailieurs, les maîtres ne peuvent, malgré leur motivation, échapper à la routine scolaire, à l'usure psychologique et technique. Il faut donc qu'ils puissent sortir de leur univers clos par des stages périodiques et d'assez longue durée dans les entreprises, des centres de recherche, en France ou à l'étranger. Ils en reviendraient plus ouverts et

Voici l'essentiel des transformations à envisager. Mais, pour notre pays, pour l'adaptation de notre substance grise à la construction de l'union européenne, à l'évolution du monde, ils me semblent indispensa-

Tél. : (1) 42-47-97-27 Tálay MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Edité par la SARL le Monde

Le Monde

75427 PARIS CEDEX 09

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

Capital social:

620 000 F

Société civile - Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales

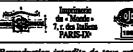
MM. André Fontaine, gérant et Hubert Beuve-Méry, fondate

ciés de la société :

Le Monde

5, rue de Montiessuy, 75807 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Tèlex MONDPUB 206 136 F Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE оц 36-15 - Тарег *LM*



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

1 800 F

	IUUC SE(CS.	GI. IIAL	GE BROOK OF MICHOE SE (1/ 42-47-33-01.							
ABONNEMENTS BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72										
TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS						
3 mois	365 F	399 F	594 F	790 F						
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 490 F						
9 mais	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 940 F						

1 mm 1 300 F ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

1 389 F

PORTAGE: pour tous renseignements tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choi	sie : 3 mois 🛘	6 mois 🗀	9 mois 🛘	1 an 🔲
Nom :		Préno	m:	·
Adresse :				
	 	Code	postal :	<u>¥</u>
Localité :		·	_Pays :	
Veuillez avoir i	obligeance d'écrire 10	out les noms prop	res en capitales d	l'imprimerie.

Au courrier du Monde

Les prois diminués

TAILLE

Depuis des semaines, toute la presse - le Monde en tête - commente le «malaise existentiel» des enseignants. Les clichés de la presse elle-même n'entretiennent-ils pas ce malaise? J'en venx pour preuve un article publié dans le Monde du 4 mars : M. Chesa, conseiller général de Carcassonne, est qualifié de e petit prof de physique-chimie à la carrure de rugbyman ». L'adjectif petit paraît «incontournable» aux journalistes pour accompagner le mot prof (qui est par lui-même déjà un diminutif)! Un ingénieur qui est resté cadre moyen dans son entre-

prise est-il un «petit» ingénieur? Jamais à ma connaissance. Un médecin généraliste, sans prestige particulier, dont les gains plafonnent à peine au-dessus du SMIC est-il un « petit » médecin ? Sûrement pas dans les journaux !

Dans le même article, un chirurgien a droit au qualificatif de séduisant ». J'en conclus que, pour un prof, la carrure de rugbyman n'a rien de séduisant alors que pour un chirusgien il suffit d'une « moustache conquérante», pour reprendre les termes de l'article !

Je n'ai ni carrare de rugbyman ni moustache! Je suis une femme, un prof de français, ni grand ni petit : 1,58 m.

> Mme J. COLIN, professeur certifiée de lettres, (Villefranche-sur-Soone).

ACCÈS Handicapés

et transports

On va faciliter l'accès des transports en commun aux handicapés. Bravo! Mais si on commençait par le commencement? Il a quelques décennies, lorsqu'un bus arrivait à l'arrêt, le chauffeur on le receveur annonçait très haut «les priorités». Moi, ampaté d'une jambe, je mon-tais le premier, carte de priorité et canne en main. Ces temps sont révolus et les chauffeurs muets. Si je ne veux pas être bousculé, je dois laisser passer tout le monde et grimper en dernier. Prenez une canne, tirez la patte et promenez-vous en région parisienne, vous serez édifié...

BERNARD ANNE

هكذا من الأصل

Etranger

Le dixième anniversaire du traité de paix israélo-égyptien

L'ancien premier ministre Menahem Begin apporte son soutien à M. Shamir

Le président américais George Bush a estimé nécessaire, samedi 25 mars, d'« achever le travail » — pour la paix au Proche-Orient — entamé il y a dix ans par les artisans du traité israéloégyptien. « Si nous voulons vraiment faire houneur, a-t-il déclaré, à
ceux dont le courage et le dur travail ont rendu possible le traité de
paix, nous devons achever le travail qu'ils out entamé » et « apporter
la paix à Pensemble du Proche-Orient. Nous devons nous engager, comme l'out fait Anonar El Sadate et Menahem Begin, dans une nouvelle approche du problème ».

L'ancien président Jimmy Carter, qui parraina le traité de paix, estime, dans une interview au New York Time, que les Etats-Unis « n'ont pas saisi toutes les occasions ces buit dernières années » de jouer un rôle de médiateur pour la paix au Proche-

JÉRUSALEM de notre correspondant

٠..٠

X, ni plus ni moins...

*:-:'... ,

.

74.0

14.....

Qui = 1/2017

Reclus et silencieux depuis 1983, Menahem Begin a saisi l'occasion du Menanem Begin a saisi l'occasion un dixème anniversaire du traité de paix israélo-égyptien — célébré dimanche 26 mars — pour sortir de sa retraite et faire des commentaires qui sout autant de déclarations de soutien à la politique de M. Itzhak Shamir. Pour le premier ministre, ce n'est pas un grand renfort politique, mais c'est un appui moral qui compte à la fois dans le pays et au sein de la droite regroupée dans le

Interrogé dimanche par la radio, le signataire des accords de Camp David et du traité de paix avec l'Egypte a dénoncé les conversations que les Etats-Unis ont entamées avec l'OLP. « Je ne crois pas qu'elles puissent aboutir à des présults puissent de la les présults puis de la les présults puis de la les présults puissent de la les présults puis de la les présults présults puis de la les présults puis de la les présults présults présults présults puis de la les présults présults puis de la le que elles passent abouatr a des résultats positifs, a déclaré M. Begin; l'OLP dit que ce qu'elle appelle le soulèvement va continuer, de même que les infiltrations en provenance du Liban (...); si ce n'est pas du terrorisme, je ne sais nas ce que c'estpas ce que c'est. »

Treis Palestiniens

M. Menahem Begin, qui démissionna soudainement de ses fonctions de premier ministre en 1983, en pleine guerre du Liban, estime qu'il n'y a rien à changer à la partie palestinienne des accords de Camp palestinienne des accords de Camp David. Lors des conversations avec les présidents Carter et Sadate, explique-t-il, « nous avons claire-ment indiqué que l'autodétermina-tion des Palestiniens voulait dire un tion aus Paiestiniens voition are un Etat palestinien indépendant et nous n'acceptons pas cette idée : ce serait un danger pour Israël et une menace pour l'ensemble du Proche-

pas autre chose. Le premier ministre peut ainsi se prévakoir de l'opinion de son illustre prédécesseur avant son voyage début avril aux Etats-Unis et face à tous ceux qui n'ont cessé de lui lancer que « M. Begin, lui, aurait su trouver une réponse politique au soulévement dans les

Le soulèvement s'est poursuivi ce week-end. Alors qu'à Jerusalem les

cérémonies des Pâques chrétiennes se sont déroulées dans le sérénité, en présence de centaines de pèlerins et de touristes, plusieurs affrontements ont en lieu samedi à Gaza et en Cisjordanie. Ils se sont soldés par la mort de trois Palestiniens, tandis qu'une quarantaine d'autres étaient blessés par balles. Dans la bande de Gaza, d'autre part, des règlements de comptes entre Palestiniens out encore fait deux morts : un homme « soupçonné de collaborer » a été battu, frappé à coups de couteau, recouvert d'essence et brûlé ; un autre, accusé de « corronpre » la population en vendant de la drogue, a été tabassé à mort.

Cependant, l'OLP aurait décidé de couper court - an moins provisoirement - aux rencontres entre représentants du gouvernement israélien et personnalités nationa-listes des territoires. L'objectif serait d'empêcher le premier ministre de d'empecher le premie ministre de faire valoir, lors de sa visite aux Biats-Unis, qu'un dialogne israélo-palestinien est possible - avec des « nationalistes de l'intérieur » et sans la participation de « l'OLP de l'extérieur ». Tel est le message figu-rant sur un tract distribué ce weekend dans les milieux nationalistes.

Depuis plusieurs mois, des respon-sables de l'administration israélienne ont multiplié les entretiens, parfois même en prison, avec des nationalistes proches de l'OLP, voire avec ceux qui se réclament de la mouvance islamiste. « De telles rencontres peuvent être exploitées par les dirigeants israéliens pour faire croire qu'ils vont promouvoir un leadership palestinien aux dépens de l'OLP et ce particulièrement dans la perspective de la visite de M. Shamir à Washington », disent les auteurs du tract, qui ajoutent : Aussi appelons-nous toutes les personnalités palestiniennes à refu-ser les invitations à rencontrer des

C'est là une manière de tenter d'interdire à M. Shamir de se préva-loir d'une stratégie de rechange – le dialogue avec les nationalistes de l'intérieur - an moment où le premier ministre est soumis à des pressions, intérieures et extérieures, pour qu'il reconsidère son refus de négo-cier avec l'OLP.

ALAIN FRACHON

Pressions croissantes en faveur du retour de l'Egypte dans la Ligue arabe

Dix ans après la signature du avec elle à l'exception de la Syrie, de raité de paix israélo-égyptien, trois la Libye et du Liban. traité de paix israélo-égyptien, trois pays arabes ont manifesté de manière spectaculaire leur solidarité avec le gouvernement du Caire. Au terme du mini-sommet qui réunissait à Ismallia, sur la rive du canal de à Isma'lia, sur la rive du canal de Suez, le président Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, le souverain hachémite a en effet déclaré, samedi 25 mars, que les quatre pays membres du Conseil de coopération arabe — c'est-à-dire l'Egypte, la Jordanie, l'Irak et le Yémen du Nord — avaient décidé de s'abstenir de participer à tout sommet arabe ordinaire. ciper à tout sommet arabe ordinaire ou extraordinaire si l'Egypte n'y était pas invitée.

M. Arafat a, hu aussi, demandé la réintégration de l'Egypte dans le monde arabe. « Un tel sommet arabe, a-t-il dit, s'il a lieu, doit aborder un sujet fondamental, à savoir le retour de l'Egypte au sein de la nation arabe. » Le sommet d'Isma! lia devait permettre aux trois dirigeants de coordonner leurs positions avant les visites que doivent effectuer le rais et le souverain hachémite aux Etats-Unis en avril et mai pro-

La mise en garde du roi Hussein semble s'adresser à la Syrie et à la Libye, qui pourraient bloquer la réadmission formelle de l'Egypte au sein de la Ligue arabe, cette dernière organisation étant régie par la règle de l'unanimité.

Or le roi Fahd, dont une visite à Damas n'est pas exclue, maintient de bons rapports anssi bien avec la Syrie et l'Irak, ennemis déclarés, qu'avec l'Egypte. Il pourrait contribuer au rapprochement nécessaire pour payveur à un consensus.

S'agissant du processus de paix au Proche-Orient, il apparaît que le président Moubarak, président du seul pays arabe ayant fait la paix avec Israël, entend tirer partie de l'assouplissement sensible de la position américaine à l'égard de l'OLP. Il souhaite profiter des réactions négatives qui se font jour aux Etats-Unis envers l'intransigeance du pre-mier ministre israélieu, M. Yitzhak

Un plan « exhaustif »

Poussant l'avantage acquis auprès de l'opinion occidentale, les pays arabes « modérés », dont les posi-tions rejoignent celles de l'Arabie saoudite, entendent dégager un plan de paix arabe commun.

Ce plan de paix serait une réédition du document alors connu sous le nom du plan du roi Fahd d'Arabic saoudite, qui avait été avalisé par le sommet de Fès (Maroc) en 1982. Le roi Fahd devait entamer d'ailleurs lundi an Caire une visite de quatre jours, au terme d'un voyage

M. Arafat a indiqué, pour sa part, que POLP cherchait à élaborer « un plan arabe exhaustif ». « Nous essayons de réunir un sommet extraordinaire le plus tôt possible, dans le but de mettre au point un plan exprimant une position arabe commune et de renforcer les initia-tives arabes et palestinienne de

Il s'est félicité de la deuxième renpour parveuir à un consensus.

Tons les pays grabes qui avaient rompu avec l'Egypte out reasons

contre américano-palestinienne de Tunis, qu'il a qualifiée de « sérieuse et fructueuse ». — (AFP, Reuter.) LIBAN: le conflit entre brigades chrétiennes et forces syriennes

Intensification des combats

Beyrouth (AFP). – Le Liban a vécu un dimanche de Pâques au rythme d'une guerre qui, depuis cinq jours, semble suivre le même cours : un répit matinal de quelques heures, puis une nouvelle série de bombardements qui frappeat le « pays chrétien » et les régions musulmanes quadrillées par l'armée syrienne.

Au moins quatre-vingt-deux personnes out été tuées et trois cent vingt-six autres blessées depuis le 14 mars dans les combats entre l'armée syrienne et ses alliés libanais, d'une part, les brigades chrétiennes du général Michel Aoun, d'autre part.

Les habitants du « pays chrétien » ont profité de la trêve tacite du matin pour se rendre à la messe de Pâques, mais les processions traditionnelles en plein air ont été annulées par mesure de sécurité.

Peu avant 15 heures, dimanche, la radio chrétienne la Voix du Liban a interromu ses programmes pour annoncer, dans des flashs spécianx, la chute des premiers obus de la journée et demander aux habitants de rentrer chez eux. Une heure plus tard, la radio musulmane la Voix de la Patrie amonçait la chute d'obus pour la première fois sur Beyrouth-Ouest et sa banliene chiite, où sont stationnés quelques quinze mille soldats syriens, et demandait à la population de ne plus circuDans la mit de samedi à dimanche, cinq mille obus s'étaient abattus sur le pays chrétien A Damas, la radio officielle a violemment pris à partie, dimanche, le général Aoun, l'accusant de « noyer le Liben dans un bain de sang pour assouvir sa soif maladive de pou-

Le chef de l'Etat, M. Hafez al-Assad, a reçu dimanche l'ancien président libansis Soleiman Frangié. Ce dernier devait participer lundi, à Tunis, aux travaux du comité de bons offices de la Ligue arabe.

Ce comité devait écouter sept anciens responsables politiques libanais, notamment deux ex-présidents de la République, MM. Soleiman Frangié et Amine Gemayel, tous deux chrétiens maronites, MM. Rachid Solh, Chafic Wazzan, Amine Hafez et Saeb Salam, tous anciens premiers ministres (musulmans sumites), M. Adel Osseirane, musulman chitte et ex-président de la Chambre des députés (Parlement unicaméral).

 A Paris, une cinquantaine de jeunes Libanais vivant en France occupent pacifiquement depuis samedi soir l'ambassade du Liban pour protester contre « les visées syriennes » sur leur pays et l'intensification des combats à Beyrouth. Ce rassemblement, qui devait prendre fin lundi, s'est tenu avec l'accord de l'ambassaleur. La police française n'a pas eu à intervenir.

A Beyrouth-Est, isolé sous les obus

BEYROUTH

de notre correspondant « Que diable venez-vous donc

faire dans cette galère ?

— Participer au petit-déjeuner pascal en famille.

pascal en jamille.

— Rien d'autre?

— C'est une tradition, voyons... »

Réaction typiquement libanaise :
entre deux déluges d'obus sur le
réduit chrétien, on rentre au pays.
Du moins tant qu'il y aura des
bateaux et des canots qui jetteront
l'ancre en rade de Jounièh...

La logique des quénements von

La logique des événements vou-drait que cet ultime cordon ombilical entre le réduit chrétien et l'exté-ral entre le réduit chrétien et l'exté-rieur soit coupé : deux obus mieux placés y suffiraient. Mais la guerre du Liban a généré en quatorze ans tant d'anomalies — tout en étant parfaitement « cohérente » dans ses grandes lignes — que l'on ne saurait exclure celle-ci.

Le Liban a l'impression de revi-vre, halluciné, deux autres prin-temps chauds de la guerre, ceux de 1978 et 1981, lorsque, déjà, les hostilités étaient syro-chrétiennes. Exultant de le voir appeler un A l'époque, Béchir Gemayel, avec sa chat un chat, et oubliant d'ailleurs

milice, était l'âme de la bataille. Anjourd'hui, c'est l'armée – fraction chrétienne - et son comman-dant, le général Michel Aoun, de surcroît premier ministre (côté chré-tien), qui occupent la scène.

L'« archange Michel »

L'« archange Michel » pour les uns, « Napolaoun » pour les autres, son action séduit autant qu'elle inquiète ses compagnons du «réduit». Même les Forces liba-naises (la milice chrétienne qu'il avait mise au pas à coups de canon le mois dernier), ont dit le suivre, tout en restant, il est vrai, en retrait. Hors du réduit aussi, M. Aoun n'est pas sans trouver certains échos. Son pas sans trouver certains échos. Son argumentation est simple, « simpliste », disent certains : « Nous sommes, bien sûr, les plus faibles. La Syrie est la plus forte. Sinon nous ne serions pas occupés. C'est pourquoi nous devons nous soulever. Tout le monde, arabe et non arabe, à commencer par la Syrie, a constamment demandé à l'État ilbanais de rétablir son autorité. Je libanais de rétablir son autorité. Je

que d'autres l'ont fait avant lui, le million de chrétiens se demande si le général a les moyens de sa politique et s'il n'agit pas à contretemps. Car, et s'il n'agit pas a contretemps. Car, si la Syrie est effectivement très affaiblie – par la victoire irakienne dans le Golfe, la remontée en puissance de l'OLP et, surtout, la politique de modération gorbactévienne dont on attend, patiemment, à Damas, qu'elle échoue – elle n'est encline à aucune concession. An Liban, où elle demeure maîtresse du les une faible pour se sontere tols jeu, trop faible pour se montrer toiérante, trop forte pour être boutée hors du Liban.

Mais beaucoup se rangent à l'argument du général selon lequel il fallait bien crever l'abcès. Résultat : le réduit chrétien qui se retrouve « bloqué » de toutes parts — à la petite exception de Jounieh, comme il ne l'avait jamais - été en quatorze ans de guerre. Ainsi, pour la pre-mière fois depuis 1975, les deux principaux journaux - An Nahar, en arabe, et l'Orient-le Jour, en français – qui paraissent à Beyrouth-Ouest n'ont pu parvenir à

LUCIEN GEORGE.

IRAN: un succès des radicaux

Démission de M. Laridjani

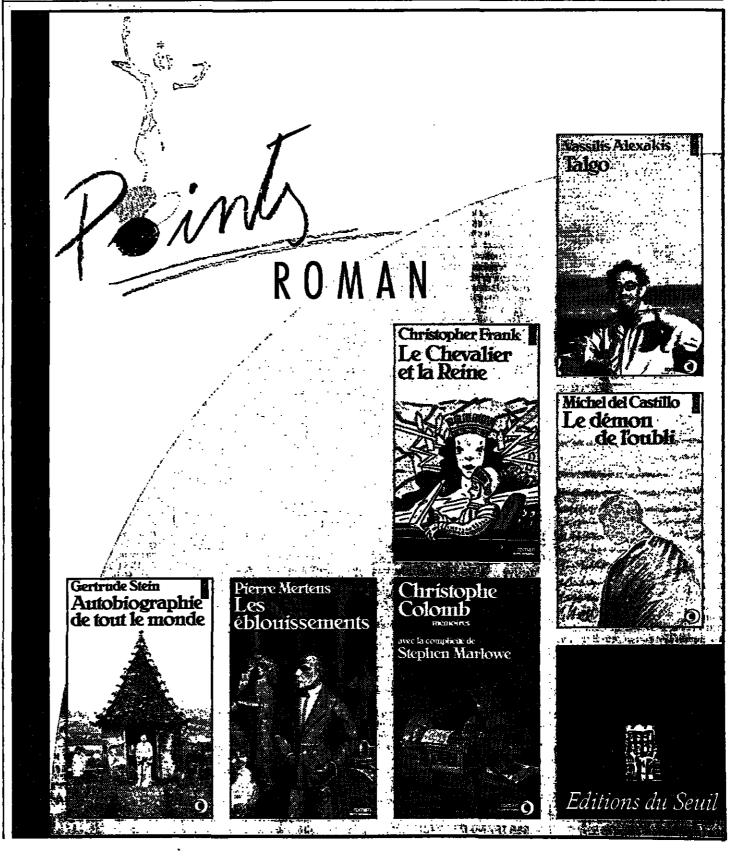
vice-ministre des affaires étrangères

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohammad Javad Laridjani, a démissionné du gouvernement. Sa démission, présentée le 19 mars, n'a été annoncée que dimanche 26 mars par l'agence officielle iranienne. Elle constitue un indéniable succès des radicaux du régime islamique.

M. Laridjani était l'un des partisans les plus connus d'une politique de coopération et d'ouverture avec l'étranger. Il s'était à ce titre attiré l'hostilité des avocats d'une ligne dure, lesquels samblent avoir le vant en poupe à Téhéran, notamment depuis l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre l'écrivain britannique Salman Rushdie. Il aurait d'ailleurs été reproché à M. Laridiani sa trop grande modération dans cette affaire.

M. Laridjani a été remplacé par M. Mahmoud Vaezi, qui était jusqu'ici directeur général des affaires européennes au minis-Ancien professeur de mathémati-ques à l'université de Berkelay (Celifornie), M. Laridjani, avant de devenir vice-ministre, avait été en charge des affaires européennes et américaines. Ains . avait-il joué un rôle de premier plan dans les négociations avant abouti à la rédaction de la Résolution 598 des Nations unies, fondement juridique du cessezle-feu intervenu l'été dernier

Le retard d'une semaine dans l'annonce de sa démission serait dû au fait que l'Iran souhaitait ne pas braquer les participants à la récente conférence islamique de Ryad, en leur donnant l'impress sion qu'un dirigeant modéré avait été limogé. — (UPI, Reuter, AFP.)



Amériques

« Etat de grâce » pour un président mal élu

La force tranquille de M. Salinas de Gortari

(Svite de la première page.)

La veille du discours de M. Brady, le ministère mexicain des finances avait fait parvenir à ses créanciers et aux gouvernements étrangers un communiqué alarmiste: « L'aggravation du problème de la dette constitue une menace pour la stabilité du pays et du système financier international. »

La décision de Washington d'appeler la communauté financière à faire preuve de souplesse à l'égard des pays débiteurs a été généralement bien accueillie à Mexico. Tout en se gardant d'un quelconque « triomphalisme », le ministre des finances, M. Pedro Aspe, s'est félicité du « changement d'attitude » des Etats-Unis qui « accordent désormais la priorité à la réduction du service de la dette ». Les Mexicains sont satisfaits de constater que leurs démarches ont abouti et que les pays créanciers acceptent désormais de reconnaître le caractère politique de l'endettement du tiersmonde.

Cette année, le Mexique doit rembourser plus de 13 milliards de dollars, dont 8 en intérêts sur la dette. Or les réserves de la Banque centrale ne dépasseraient pas 7 milliards de dollars. Avec le « plan Brady», la dette totale pourrait baisser de 30 %, pour être ramenée à 70 milliards de dollars, ce qui laisserait 10 milliards à payer chaque

«Lune de miel» avec Washington

Selon M. Aspe, c'est encore trop pour permettre au Mexique de retrouver une croissance de 4,5 % en 1989 (0,4 % à peine en 1988) au rythme jugé nécessaire pour donner des emplois aux chômeurs, dont le mombre s'est multiplié (ils sont des millions) depuis le début des années 80 en raison notamment de la chute des prix du pétrole. Le « plan Brady » constitue, malgré tout, une victoire pour M. Salinas. Lors de sa prise de fonctions, le 1 décembre 1988, il s'était, en effet, engagé à accorder la priorité à la reprise de la croissance et non plus au remboursement de la dette. « Les intéréis des Mexicains, déclarait-il alors, sont supérieurs à ceux des créanciers. » Il ajoutait cependant : Nous préférons la négociation à la confrontation. »

Ses appels ont finalement été entendus à Washington. Car, malgré tendus, le changement presque simultané de président dans les deux capitales a onvert une véritable les Etats-Unis. C'est sur ce point précis que l'opposition attaque M. Salinas: pour se gagner les faveurs de Washington, diseut en chœur les oppositions de gauche et de droite, le président n'est-il pas en train de « vendre le pays »? Le sénateur Porfirio Munoz Ledo, allié de M. Cardenas au sein du Parti de la révolution démocratique (PRD), estime que les propositions amérimettent en danger la souveraineté économique du pays », car elles vont donner à Washington les moyens d'imposer au Mexique une politione axée sur l'accélération de la privatisation de l'important sec-

Au cours des dernières serosines, l'opposition a montré du doigt plu-

SALVADOR

Commémoration de la mort de l'archevêgue Romero

San-Salvador. - Environ trois ille personnes ont défilé dimanche 26 mars dans la capitale salvado-rienne pour commémorer le neuriversaire de l'assassinat de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero, défenseur des pauvres et intransigeant critique de la répression. Mgr Romero a été abattu nar un tireur d'élite le 24 mars 1980 alors qu'il célébrait une messe. Les assassins n'ont jamais été arrêtés. Lors de la manifestation, l'un des organisateurs du rassemblement, Jesus Nicto, a accusé * ceux qui sont au pouvoir maintenant » d'avoir « assassiné Mgr Romero ». La manifestation a en lien une semaine après l'élection présidentielle remportée par M. Alfredo Cristiani, candidat de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, parti d'extrême droite).

Le président élu, qui prendra ses fonctions le la juin prochain, a, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire américain Newsweek, déclaré qu'il ne permettrait pas aux forces armées de provoquer des effusions de sang. Il a aussi assuré que Roberto d'Aubuisson, le président de l'ARENA accusé d'être à l'origine des «escadrons de la mort», n'aurait pas de portefeuille dans son gouvernement. — (Reuter.)

sieurs dossiers bilatéraux qui, selon elle, démontrent le renforcement de des Etats-Unis. La nomination du nouvel ambassadeur américain à Mexico, M. John Negroponte, a provoqué l'ire de la ganche et indisposé même certains secteurs du parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui reprochent à M. Negroponte d'être un « super faucon » et d'avoir participé activement à la « sale guerre contre le Nicaragua » quand il était « proconsul » au Honduras au début des années 80. Les plus critiques affirment que les Etats-Unis, inquiets de la progression de la gauche aux élec-tions de juillet 1988, ont décidé d'envoyer un représentant - de choc » pour parer à toute éventualité. Cette accusation, apparemment peu fondée, révèle à tout le moins, a l'inconcibilità des Etats-linis à la susceptibilité des Mexicains. »

M. Salinas, pourtant, a gardé le silence et confirmé la nomination de l'ambassadeur. Sur d'autres dossiers « chauds », comme le problème des immigrants illégaux aux Etats-Unis ou la lutte contre le trafic de drogue, le président a adopté une attitude similaire — évitant la confrontation tout en faisant preuve de fermeté. Il a su reculer quand c'était nécesaire : il a ainsi reconnu qu'il avait commis une erreur en aommant à la tête des services de renseignement de la police de la capitale une personnalité controversée, M. Nazar Haro, forcé à la démission le mois dernier.

La force tranquille du président a surpris ses adversaires comme ses partisans. Considéré comme un technocrate peu sensible aux problèmes humains et sociaux, M. Salinas a, depuis son installation le 1st décembre dernier, révélé des talents politiques réels. Très vite, Il a osé s'attaquer aux secteurs les plus corrompus du PRI, sa propre formation politique. C'est ainsi qu'il a autorisé l'opération spectaculaire qui a conduit, le 10 janvier, à l'arrestation du principal dirigeant du syndicat du pétrole, M. Joaquin Hernandez Galicia, surnommé «La

Un mois plus tard, le couperet tombait sur les milieux financiers responsables du krach d'octobre 1987: M. Eduardo Legorreta, président de la plus importante maison de courtiers en Bourse du Mexique, est allé rejoindre « La Quina » en prison. Il n'est pas excessif d'affirmer que le « mal-élu » de juillet 1982 a connu, durant les cent premiers jours de son mandat, quelque chose qui ressemble à un état de ordere.

« Bébésaures » contre « dinosaures »

S'agit-il d'un simple ravalement de façade, se demandent les commentateurs, on bien le chef de l'Etat va-t-il vraiment démocratiser le système et son propre parti, comme il s'est engagé à le faire? Déjà certains dénoncent la protection dont bénéficieraient certains dirigeants syndicaux depuis le 10 janvier et des « gros poissons » qui ont échappé au coup de filet lancé dans les milieux financiers. La plus haute personnalité ainsi visée par la rumeur n'est autre que l'ambassadeur du Mexique aux Etats-Unis, M. Gustavo Patricioli, qui était ministre des

finances au moment du krach.

L'opposition de gauche, elle, continue d'affirmer que M. Salinas a été élu grâce à la fraude et qu'il est donc un président « illégitime » (officiellement il a obtenu 50,7 % des suffrages exprimés, contre 31 % à M. Cardenas). L'opération de « nettoyage » contre les dirigeants syndicaux corrompus et les milieux financiers ainsi que l'annonce de la libération d'un millier de prisonniers politiques n'a pas réhabilité M. Salinas aux yeux de l'opposition ni même auprès de certains secteurs du PRI, qui voudraient une vérita-

ble « perestroika à la mexicaine ».

Le « courant critique » du PRI, animé par un vieux routier du parti, M. Gouzalès Guevara, affirme que rien n'a changé sur le fond : « La lot électorale n' a pas été modifiée ; les listes électorales n'ont pas été refaites. »

Les jeunes rénovateurs du parti dénoncent publiquement le « discours sciérosé des dinosaures du PRI » (au pouvoir depuis soixante ans). Les « bébésaures », comme les appelle ironiquement un commentateur, ont néanmoins décidé de continuer à militer au sein du parti.

L'écrivain Carios Fuentes, qui s'est rangé aux côtés de M. Cardenas, affirme que le président actuel est « le plus faible » que le Mexique ait conau depuis long-temps, mais il admet que, « si Salinas arrive à relancer l'économie et à prendre des mesures en faveur de la justice sociale, il pourrait devenir un grand président ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Europe

URSS: poussée des réformateurs et des nationalistes

M. Boris Eltsine a été plébiscité par les électeurs moscovites

(Suite de la première page.)

Il y avait cette vieille dame guillerette qui disait dans un micro de Radio-France international: « Vous savez, je ne suis plus toute jeune, mais comme homme il me platt », et qui ajoutait, micro refermé: « Non, mais sérieusement, il s'agit de barrer la route à Ligatchev et

Il s'agit, expliquait une institutrice, de dire que « nous sommes
pour les réformes, mais que ce
n'est pas suffisant, que nous espérons plus, que nous voulons la
démocratie, que je veux pouvoir
enseigner à des élèves qui ne
deviennent pas des alcooliques ». Il
y avaît ceux qui, dans la queue,
avant même d'entrer dans l'isoloir,
proclamaient leur choix en cochant
leur bulletin devant tout le monde.
Il y avait cette unanimité affichée,
clamée, et ce serveur, an buffet du
bureau de la Cité olympique, qui
lançait à la cantonade, jonglant
avec les sandwichs : « Et qu'ils
n'aillent pas nous le sortir battu! »

Et puis il y avait surtout dans les gestes, les attitudes, les propos, cette indéfinissable atmosphère de page tournée, de vérité sue de tous et recomme, une sorte de complicité générale et implicite de gens qui n'avaient vraiment aucune peine à faire la différence entre les élections d'hier et celles d'anjourd'hui.

«Mais, en France, est-ce que les rideaux des isoloirs laissent aussi voir les pieds? », s'inquiétait, pince-sans-rire, le président d'un bureau de vote périphérique. Perplexité du correspondant français que s'en tirait par une contre-question: «Et avant, est-ce que vous aviez aussi des isoloirs? » Réponse: «Oui, mais personne ne s'en servait, puisqu'il n'y avait qu'un seul candidat, rien qu'un nom, pas même la mention « pour » ou « contre ».

Partout c'est le même cadre, les beaux tapis d'escalier déroulés sur le carrelage des préaux d'école, les haut-parieurs qui diffusent d'invraisemblables musiques de bals musettes, des assesseurs qui vérifient l'inscription sur les listes et d'autres les bulletins — un bleu pour l'élection « nationale territoriale », un blanc pour la « territoriale » tout court.

De la première sortiront les députés des quinze Républiques soviétiques, de la seconde ceux de l'ensemble de l'Union soviétique. C'est un peu compliqué, mais non seulement tout le monde sait que Eltsine c'est la « nationale territoriale », mais tout le monde sait aussi qui est qui sur l'autre liste, qui sont les conservateurs et qui sont les réformistes.

Ballottage

Même dans ce quartier Gaga-rine, où douze candidats se disputent le siège territorial, tout est si évident qu'à 20 heures, quand ferme le bureau numéro 7-91/536, que l'on renverse les deux grandes urnes sur la table verte dressée devant le buste blanc de Lénine, et que les scrutateurs, debout en cercle, commencent à décompter, sous l'œil de représentants des candidats, tous sont d'accord pour empiler an centre les bulletins en faveur des deux réformateurs les plus en pointe. C'est que tout le monde suit que c'est eux qui, de très loin, scront en tête, et qu'on s'éviters ainsi des gymnastiques inutiles, Chacun n'aura qu'à tendre le bras, et, de fait, ça monte au centre, à toute vitesse, presque aussi vite que la pile des bulletins pour Eltsine, qui, de toute sa hauteur, écrase en me heure celle de son adversaire, M. Brakov, directour des usines Zīl. C'est du 93 % pour Eltsine. On dit même one, dans les bureaux où votaient les militaires, c'était du 85 %, et que la tendance est générale, que tous les premiers chiffres ent un peu partout réformatours en tête et conservateurs en

M. Gdlian, le petit procureur qui ne cesse d'affirmer dans la presse réformatrice que toutes les ramifications du scandale du coton ouzbek mènent à Moscou, jusqu'à des hommes toujours en place et toujours assez puissants pour bloquer son enquête, M. Gdlian scrait élu haut la main. On cite beaucoup d'autres noms. On donne pour battues de grosses légumes de l'appareil de Moscou. A Riga, le premier secrétaire du parti de Lettonie est en difficulté face à un candidat

indépendantiste et pourrait ne pas éviter un second tour.

Ce devrait être la nouvelle, l'incroyable pouvelle du jour – un premier secrétaire de République menacé par un indépendantiste, – mais louri Afanassief, directeur de l'Institut des archives et fer de lance de l'intelligensia réformatrice, a gagné, c'est sûr, avec 70 % des voix et malgré... non, pardon, grâce à la virulente campagne menée coutre lui par la Pravda.

Au QG électoral de M. Elstine, où les informations tombent vite, le téléphone sonne. C'est l'agence Tass qui-vient aux renseignements et voudrait quelques estimations. On envoie promener l'agence Tass parce que, tout de même, il ne fant pas se moquer du monde et qu'on a autre chose à faire. Roy Medvedev, l'historien du stalinisme, est en ballottage, mais favorable. En Estonie, les trois plus hauts dirigeants du parti, tous favorables à la démocratisation, sont élus haut la main.

En Lituanie, le premier secrétaire, homme neuf et populaire, semble bien passer la barre, mais d'autres dirigeants, beaucoup moins réformateurs, se sont fait battre. A Kiev, le premier secrétaire de la ville et le maire seraient battus et un candidat des Verts élu avec 55 % des woix.

Difficile de s'habituer si vite à prononcer et à écrire en URSS ces mots de « ballottage », « difficulté », « deuxième tour », mais les faits sont là, et l'on rapporte aussi que l'heure de fermeture des bureaux de vote aurait été repoussée en Arménie. Les nationalistes y avaient donné consigne de boycot-

s ter le scrutin pour protester contre la détention, depuis décembre dernier, des hommes pour lesquels ils auraient aimer voter : les dirigeants

On a d'aillears manifesté pour demander leur libération dans les rues d'Erevan, et de là à imaginer que le mot d'ordre aurait eu du succès, il n'y a qu'un pas à franchir, gnère hasardeux.

Héros national

Au fur et à mesure que tombent des résultats définitifs, le tableau d'ensemble peut se modifier. C'est très possible, vraisemblable même, mais outre que Moscou ne passait pas pour une ville à la pointe de la contestation; outre qu'on pouvait hier s'y arrêter pour demander son chemin à un agent de la circulation et apprendre qu'il avait voté — mais oui, « bien sûr », — M. Eltsine, outre que la victoire de M. Afanassiev était tout sauf évidente, rien ne peut plus en réalité reaverser la

D'ores et déjà les conservateurs sont en déroute car, leur chef de file en tête, M. Ligatchev, c'est enx qui avaient lancé il y a dix jours, lors du dernier plénum du comité ceutral, une offensive frontale contre M. Eltsine. C'est eux qui avaient obtenu qu'une commission soit chargée d'examiner la conformité de ses déclarations électorales avec la ligne du parti, et c'est eux qui en avaient ainsi fait du jour au

lendemain un héros national.

On savait avant cela que, limogé il y a dix-huit mois du bureau politique pour radicalisme réformateur,

M. Eltsine était très populaire et bien placé pour l'emporter. Mais il a suffi qu'il soit désigné par les conservateurs comme ennemi principal pour que toute l'URSS semble faire front derrière lui, que les manifestations se succèdent en sa faveur, que les poèmes à sa gloure fleurissent sur les murs de la capitale et qu'un retournement spectaculaire s'opère juste à la veille du

On avait en effet vu vendredi dernier le rédacteur en chef adjoint de la Moskovskala Pravda accuser l'appareil de la ville et nommément M. Zaikov, premier secrétaire et successeur à ce poste de M. Eltsine, d'avoir personnellement organisé la campagne de rumeurs et de sabotage de réunions lancée contre lui. Portée dans des déclarations occidentales, répétée samedi au cours d'un meeting de 20 000 personnes en favear de M. Eltsine, cette accusation s'est accompagnée samedi matin de la parution dans cette même Moskovskala Pravda d'une réponse de M. Eltsine à l'homme qui l'avait mis en accusation devant le comité central.

A peine sortie des presses, cette page de journal était collée sur les mus de la capitale par des centaines de mains anonymes, recopiée, commentée, passionnément discutée par de véritables grappes humaines et, dans l'après-midi, par conviction ou sentant le vent tourner, près de la moitié des candidats de Moscou avaient publiquement déclaré leur soutien à M. Eltsine.

Adversaires paralysés

An vu des premiers chiffres, ce sont ceux-là mêmes qui l'emportent, et cela signifie que le premier secrétaire de Moscou se retrouve personnellement désavoué par sa ville au profit d'un prédécesseur légitimé — et dans quelles conditions! — par le suffrage populaire. Or M. Zaïkov est non seulement un conservateur bon teint, mais il est aussi membre du bureau politique. En clair, MM. Ligatchev et Zaïkuv se sont beaucoup découverts et sont l'un et l'autre en bien mauvaise posture — c'est-à-dire dans la main de M. Gorbatchev qui adore généralement, afin de conforter son image de centriste, conserver à ses côtés des adversaires paralysés.

Après avoir dimanche matin rempli son devoir électoral devant la presse dûment mobilisée, le secrétaire général semblait d'ailleurs d'excellente humeur. Non, non, a-t-il expliqué, « le pluripartisme ne constituerait pas en lui-même une panacée pour la solution de problèmes (dont) les clés sont la raison pour laquelle, a-t-il poursuivi, « nous comptons, loin de vouloir rétrograder en ce domaine, amplifier le processus de démocratisation (...) ».

Bilan de cette campagne electorale? « Elle a eu beaucoup de signification pour le progrès de la démocratisation » et va permettre de former un Parlement « dont la composition sera telle qu'il pourra faire face aux tâches très ardues de la perestrolka. »

L'offensive du comité central contre M. Eltsine? « Il n'y a pas que le camarade Eltsine qui ait été critiqué. Il y a également eu des critiqués du passé, du présent, (et) le camarade Eltsine ne bénéficie donc d'aucune « priorité » en ce domaine ». L'« unanimité » du comité central dont avait fait état la semaine dernière M. Ligatchev) a « Egor Kouzmitch (Ligatchev) a raison pour l'essentiel (...) Le bureau politique est unanime à juger vitale l'amélioration du socialisme (et) le développement de la démocratie. »

L'une des idées maîtresses de M. Gorbatchev a toujours été que la libéralisation du système électoral permettrait non seulement la création de corps politiques intermédiaires, mais aussi le rajemissement en douceur du parti. Que faire en effet d'un cadre qui ne réussit même pas à se faire élire?

M. Gorbatchev n'a surpris personne en refusant de dire à qui il avait donné sa voix, M. Brakov ou M. Eltsine — ce Boris Eltsine qui proclame à tout va sa ferme intention de créer an sein du futar Parlement un bloc des « 20-30 % de députés ayant une position civique

BERNARD GLETTA

L'enfant terrible du gorbatchévisme Comment un obscur apparatchik de province est-il devenu en machine du parti moscovite. Il y

quelques mois la coqueluche des électeurs moscovites et la star des médias occidentaux ? Par la grâce de Nikolaï Ryjkov d'abord, car c'est le chef du gouverneà Swardlovsk, dans l'Oural, ce l'époque derrière lui qu'une carrière très classique d'ingénieur avant franchi patiemment les helons de l'appareil local et régional, le fit pour la première fois « monter » à Moscou en avril 1985. Par la orâce de Mikhail Gorbatchev, surtout, car, dès lors, il ne fallut que quelques mois au secrétaire général pour reconnaître les talents de cet homme de l'Oural chargé de la direction de l'industrie et du bâtiment au secrétariat du parti et le catapulter à la tête du PC de oscou. C'était en décembre 1985; Gorbatchev réglait son compte à la vieille garde, notamment au brejnévi ien Viktor Grichine, chef du PC moscon deouis dix-huit ans: la véritable carrière de Boris Eltsine commencait.

C'est en 1931, à l'époque stalinienne de la collectivisation forcée et des déportations massives, qu'est né Bons Eltsine, dans une famille paysanne de l'Oural, que la famine, deux ans plus tard, allait contraindre à quitter la terre. Il grandit à 1955 son diplôme d'incénieur de la construction, entre dans le parti en 1961 et devient, deux ans plus tard, ingénieur en chef d'une grosse entreprise de construction. En 1976, il accède au poste de premier secrétaire onal de Sverdiovsk, l'une des grandes administrations provinciales du parti, ce qui lui vaudra en 1981 un siège au comité central. Mais c'est en 1985 seulement, quand s'ouvre l'ère de la perestroika, que Boris Eltsine fait son entrée à Moscou. On le sait honnête et efficace, et on attend de lui une remise en ordre de la machine du parti moscovite. Il y mettra tant de zèle qu'il sera limogé de la direction du PC de Moscou à peine deux ans plus tard.

Pourfendeur de la bureaucratie

et des privilèges, Boris Eltsine se entreprise d'ass traque la corruption, évince à tour de bras les responsables du parti impliqués dans le marché noir, dit leur fait aux complices des dévolements du parti et aux dit même un peu trop haut : lors du plénum d'octobre 1987, rompant avec tous les usages du parti, Boris Eltsine s'en prend deux, Egor Ligatchev. La sanction tombe : en novembre, la section moscovite du PC l'évince et le remplace par Lev Zalkov, puis, quelques mois plus tard, Boris Eltsine perd son siège de suppléant au bureau politique. Mais les temps ont changé,

c'est l'heure de la glasnost, le franc-parler a ses effets : Boris Eltsine, victime des courants conservateurs de l'appereil, n'en devient que plus populaire. Il n'est au demeurant pes homme à renoncer. De très nombreuses assemblées de base, dans la perspective des élections, le désignent comme candidat. C'est à Moscou, pas moins, qu'il décide de tenter sa chance.

Après la belle victoire qu'il vient de remporter, l'enfant terrible du gorbatchévisme repart de plus belle au combat : « Il faut transformer cette assemblée de marionnettes en un forum de discussion et de mise en œuvre de décisions fondées aur les besoins du peuple », dissit-il dimanche dans un entretien au Sunday Telegraph , en reconnaissant, ce qui complique singulièrement sa tâche, qu'existent désormais entre lui et Mikhail Gorbatchev, « des divergences tactiques ».

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel

24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

هكذا من الأصل

Europe

YOUGOSLAVIE: la crise du Kosovo

Violents affrontements entre manifestants d'origine albanaise et brigades anti-émeutes

« Nous avons donné notre parole entériner mardi 28 mars à Belgrade que nous mourrons pour le Kosovo : Relachez nos camarades emprisonnés »; « Pas de changement de la Constitution de 74! »; « Plutôt mort qu'esclave »... C'est en scandant ces slogans que plusieurs centaines d'Albanais de souche se sout rassemblés, dimanche soir 26 mars à Pristina, devant le Parlement de la province autonome du Kosovo. Les manifestants sontieres du state de sur la state de sur la state de state taient du stade municipal où ils venaient d'assister à un match de football. Une première patronille de police a tenté de les arrêter. Conspuée et accueillie par des jets de pierre, elle dut rapidement se retire. Devant le siège de la Ligne des communistes locale, le cortège ne s'est finalement dispersé qu'à l'arrivée de camions bondés de commandos de policiers anti-émeutes casqués et armés.

Marie San Control

extravely.

أوال والحج مجمع

man and a second

토토 원...

....

·• . .

Des milliers d'Albanais du Kosovo, où un état d'urgence partiel est en vigueur depuis le 27 février, protestent, depuis maintenant quatre jours, contre l'adoption, jeudi dernier par le Parlement de Pristins, d'une révision de la Constitution restaurant les devits d'Etat de la Serbie taurant les droits d'Etat de la Serbie sur cette province du sud-est de la Yougoslavie, peuplée à 90 % d'Alba-nais de souche. Ceux-ci n'entendent pas accepter docilement cette reprise en main qui, à leurs yeux, menace sériousement l'autonomie dont ils jouissaient depuis 1974 et leurs droits nationaux et culturels en dépit des garanties données par les dirigeants serbes. Le Parlement de la Rébublique de Serbie doit

ESPAGNE

Incertitudes sur la prolongation de la trêve

décrétée par l'ETA

L'incertitude règne au Pays basque sur l'avenir du « cessez-le-feu » décrété par l'ETA militaire décrété il y a soixante-dix-sept jours et arrivé à expiration, le dimanche 26 mars à minuit. L'organisatiton séparatiste garde le mutisme le plus total sur sa possible prolongation.

Le 8 ianvier dernier, l'ETA avait, pour la première fois, décrété une trêve inconditionnelle d'une durée de deux semaines en échange d'une reprise des conversation menées à Alger avec des émissaires du gou-vernement espagnol. Elle avait ensuite annonce, le 23 janvier, sa prolongation jusqu'au 26 mars, date de l'Aberri Eguna, la journée de la

Ces derniers jours, des rumeurs optimistes en provenance du Pays basque donnaient à entendre que l'ETA avait pris la décision de pro-longer la trêve. En maintenant l'incertitude, l'ETA a réussi à reprendre l'initiative politique en focalisant l'attention le jour de l'Aberri Eguna. A cette occasion. les formations nationalistes modérées ont lancé un appel à l'organisation séparatiste afin qu'elle renonce définitivement à la violence.

Quant à la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA, qui a ras-semblé, dimanche à Pampelune, plu-sieurs dizaines de milliers de personnes pour son meeting de l'Aberri Eguna, elle a apporté quel-ques précisions sur l'état des conversations d'Alger. Le dirigeant de la coalition, Ion Idigoras, a affirmé, pour sa part, que le moment était venu d'« entrer dans une seconde phase qui permette d'élargir les contenus politiques des conversa-tions, car en rester à la phase actuelle n'a plus de sens ».

Déclaration qui faisait allusion à la principale exigence de l'ETA : usser le niveau des conversations d'Alger pour leur donner l'apparence d'une véritable négociation politique, en élargissant les délégations des deux parties et en abordant l'avenir politique du Pays basque. Une exigence à laquelle le gouvernement prétend toujours s'opposer catégoriquement, en affir-mant que ce thème ne pourra être débatin qu'au sein des institutions autonomes haseines par les pours autonomes basques, par les repré-sentants élus de la population.

Malgré cette divergence de fond, l'ETA n'ignore pas qu'une reprise des attentats aurait de lourdes conséquences, susceptibles de mettre fin pour longtemps à toute dis-cussion avec Madrid. Son dirigeant, Engemo Exteveste, dit «Antxon», principal interlocuteur du gouverne-ment à Alger, semble pencher pour une prolongation de la trêve. Mais sa position ne semble pas partagée par tous les dirigeants réfugiés en France, qui détiennent le véritable

THERRY MALINIAK.

ces modifications constitution C'est à Urosevac, ville située à cinquante kilomètres au sud de Pristina que ce sont produits ces derniers jours les heurts les plus vio-lents. Selon l'agence officielle Tanjug, quatorze policiers ont été blessés, dont deux grièvement, cent biesses, dont deux grievement, cent quarante-six personnes ont été arrê-tées et trente-cinq ont été condam-nées par un tribunal de simple police à des peines de trente à soxvante jours d'emprisonnement. Samedi, la milice fédérale a bouclé toutes les artères menant au centre de l'agglo-mération après avoir dispersé à la grenade lacrymogène et à la matra-que une manifestation de plusienra miliers de « nationalistes » albanais miliers de « nationalistes » albanais armés de bâtons, de briques et de haches. Les affrontements ont duré plus de cinq heures. Le train de voyageurs Skoplje-Belgrade a été attaqué à coupa de pierre. Le lendemain, de nombreux avions et hélicoptères continuaient de survoier la ville. Sejon des témoins, automobiles retournées, conteneurs renversés, pneus et camions brûlés jonchaient encore l'une des trois sorties d'Uro-sevac, qui était pratiquement en état de siège. Les accès étaient étroitement contrôlés, et seuls les résidents ou les personnes munies d'un laissez-passer étaient autorisés à entrer.

Tard dans la soirée de samedi, le nouveau président de la province, M. Remzi Kolgeci, s'était rendu sur place pour faire le point de la situa-tion avec un - comité de crise - et arrêter des mesures visant à « briser la résistance des nationalistes et

ratistes albanais ». A Pristina, la capitale régionale, le boycottage des cours, tant dans les écoles qu'à l'université, était presque total à la fin de la semaine dernière, et de nombreuses entro-prises étaient quasiment paralysées par des mouvements de grève inter-

A Tirana, le quotidien du Parti communiste albanais Zeri i Poppulit écrivait, samedi, que les réformes constitutionnelles votées récemment à la demande de la Serbie étaient « antidémocratiques », car elles fai-saient des Albanais de Yongoslavie des « citoyens de deuxième catégo-rie ». - (APP, Reuter, UPI.)

AFGHANISTAN

Nouvelle offensive de la résistance contre Jalalabad et Kandahar

Les résistants afghans ont lancé samedi 25 mars une nouvelle offensive contre Jalalabad, velle offensive contre Janaiavau, la troisième ville du pays, assiégée depuis le 7 mars. L'attaque a été appuyée par d'intenses tirs d'artillerie à longue portée et de roquettes ainsi que – pour la première fois selon Kaboul – par quelques chars. A Peshawar, les mondiahidins ont annoné la moudjahidins ont annoncé la prise d'une position stratégique après de violents combats tandis que se poursuit le blocus de la ville, les maquisards coupant la route reliant Jalalabad et la capitale. A Kaboul, on insiste surtout sur les lourdes pertes subies par les assaillants, pris sous les bom-bardements de l'aviation, ainsi que par les civils bloqués à Jala-labad. Les autorités afghanes affirment en outre avoir repoussé une autre offensive contre l'aéroport de Kandahar.

Au cours de l'attaque contre Jalalabad, le ministre des affaires étrangères du gouvernement intérimaire de la résistance, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du gouvernement fondamentaliste işlamique Hezb-I-Islami, qui rendait visite aux assiégeants, a été légèrement blessé alors qu'il priait dans une mosquée.

Les Etats-Unis out d'autre part demandé à la résistance de restreindre la production d'opium dans les régions qu'elle contrôle. Selon le New York Times, un responsable du département d'Etat a déclaré que « la drogue devra être un sujet prioritaire dans nos relations avec tout futur gouvernement afghan. Nous commençons à faire savoir aux rebelles que le trafic de drogue pourrait mettre en danger leurs chances d'obtenir une aide américaine substantielle pour leurs efforts de reconstruction ». L'Afghanistan est le deuxième producteur d'opium du monde après la Birmanie. - (AFP, Reu-

Asie

CORÉE DU SUD: alors qu'un dissident est reçu à Pyongyang

La grogne contre le président Roh Tae-woo s'intensifie chez les militaires

de notre correspondant

Le pasteur sud-coréen Moon Ik-hwan, qui effectue actuellement une visite à Pyongyang, sera accusé à son retour à Séoul de violation des lois sur la sécurité nationale et il devra passer en jugement, a annoncé, dimanche 26 mars, le ministère de la réunification nationale Asé de soivante escretaire. nale. Agé de soixante et onze ans, traducteur d'une nouvelle version de la Bible en coréen, le pasteur Moon, l'une des grandes figures de la dissi-dence en Corée du Sud, s'est en effet rendu au Nord sans en avoir

préalablement averti les autorités. Comme d'autres personnalités d'opposition, il avait été invité par le président Kim Il-sang pour des consultations sur la réunification de la péninsule. Le gouvernement sud-coréen avait alors fait savoir que tous les contacts avec le Nord dessions sacces par lui

devaient passer par lui.

La Corée du Nord essaye depuis longtemps de tisser des liens directs avec les dissidents du Sud afin d'établir un dialogue parallèle à celui existant au niveau gouvernemental. La visite inopinée du pasteur Moon

arguments à la droite au sein du parti gouvernemental et de l'armée, qui demande une plus grande fer-meté à l'égard des dissidents, et aggraver la situation délicate dans laquelle se trouve le président Roh

D'un côté, les étudiants contestataires ne désarment pas. Ils ont formé, samedi dernier, une nouvelle alliance regroupant trente-sept uni-versités de Séoul et qui a pour objecgrève ouvriers et de protestation des paysans opposés à l'ouverture du marché agricole. Plusieurs affronte-ments violents ont eu lieu pendant le week-end entre étudiants et forces

De l'autre côté, les forces conservatrices manifestent à leur tour : 40 000 personnes se sont rassem blées samedi dans le stade municipal de Séoul pour demander au gouvernement de prendre des mesures contre les étudiants contestataires. Signe peut-être plus inquiétant, commencent à se faire jour des mouvements de mécontentement contre le président Roh au sein de l'armée :

ne peut que donner de nouveaux dant de l'académie militaire, a remis, samedi, sa démission à la suite des commentaires qu'avaient suscités dans la presse les déclara-tions qu'il avait faites mercredi devant les cadets. Elles avaient été interprétées comme une critique de la politique de M. Roh et notamréférendum. Il avait déclare notam-ment : « Les politiciens peuvent pen-ser que la meilleure victoire est celle obtenue sans combai. Mais un soldat ne doit pas se dérober au combat : il doit remporter la vic-toire. » Il avait dénoncé en outre « la confusion des valeurs » résul-

tant de la démocratisation.

PHILIPPE PONS. • La police empêche une rencontre entre écrivains du Sud et écrivains du Nord. - Un groupe de cing écrivains sud-coréens a été intercepté lundi 27 mars par la police, alors qu'ils tentaient de se rendre au village-frontière de Panmunjom pour y rencontrer une délégation d'écrivains venus de Pyon-gyang. Les dissidents ont été ramenés à Séoul et placés en déten-

CORRESPONDANCE

La détention provisoire au Japon

le général Min Pyong-don, comman-

A la suite de l'article de notre A la suite de l'article de notre correspondant à Tokyo intitulé « La garde à vue, une procédure très contestée » (le Monde du 8 février), l'ambassade du Japon affirme, dans une lettre qu'elle nous adresse, qu'elle « a pu constater plusieurs malentendus sur le droit japonais ainsi que que long observations ainsi que quelques observations inexactes», et que « cela la met dans l'obligation d'expliquer la réa-lité du système de détention provisoire au Japon ».

La lettre poursuit : Première-ment, au Japon, il n'existe pas de juridiction d'instruction et la déten-tion dans une cellule du commissariat est tout à fait différente de la garde à vue ». L'arrestation d'un suspect doit se faire avec l'autorisa-tion du juge indépendant (sauf en

cas d'infraction flagrante). Le suspect doit être conduit dans les quarante-huit beures devant le pro-cureur, qui, s'il reconnaît la néces-sité de le placer en détention provi-soire, doit obligatoirement demander au juge son mandat dans les vingt-quatre heures. A l'issue de cette détention provisoire, le procu-reur doit saisir directement de l'affaire une juridiction de jugement ou la classer sans suite. Le délai de détention provisoire ne peut dépas-

Deuxièmement, l'article men-tionne le fait suivant : « M. Masao Akahori a été condamné sur la base d'une confession faite pendant sa garde à vue dans les locaux de la police. - Cependant, cela ne saurait être le cas, puisque le jugement de cette affaire affirme que sa confes-sion n'a pas été entraînée par la contrainte. En effet, la personne mise en détention provisoire dans les locaux de la police est placée sous la surveillance d'un personnel hiérar-chiquement indépendant de la police judiciaire. C'est le juge qui npétent pour détermi lieu de détention provisoire (soit le commissariat, soit la maison de détention), et dans la majorité des cas il choisit une cellule du commissariat. Cela veut dire que les juges ont confiance dans ce type de déten-

tion provisoire. Troisièmement, l'article dit : « Au cours de cette période, les avocats n'ont pratiquement pas accès à leur client plus de deux fois pendant quinze minutes. » Cela n'est pas exact. Le procureur peut indiquer à l'avocat la date. l'heure et le terms de communication s'il reconnaît qu'il faut le faire pour la nécessité de l'enquête (code de procédure pénale, art. 39-III). Mais cela ne permet pas au procureur de refuser l'accès des avocats à leur client (art. 39-1/III). En réalité, le procureur s'arrange avec l'avocat, en respectant sa convenance, sur la date, heure et le temps de communica-

tion entre l'avocat et le détenu. Quatrièmement, toutes les normes relatives aux conditions de

tées par l'autorité centrale, en parti-culier celles concernant l'aération, l'éclairage, la climatisation (l'air conditionné est même installé dans la majorité des locaux), le planchéiage (le détenu peut se reposer librement sur le tatami, le matelas en paille ou la moquette), l'hygiène (la toilette, le bain) et l'exercice physique (le détenu peut, sur sa demande, prendre de l'exercice dans un endroit réservé pendent plus un endroit réservé pendant plus d'une heure).

Cinquièmement, il est fait mention dans l'article de : • deux projets de loi visant à institutionnaliser le contrôle quasi discrétionnaire exercé par la police sur la personne appréhendée avant son inculpation . Mais lesdits projets de loi ont pour but d'améliorer le traitement de la personne soumise à la détention provisoire du point de vue de la meilleure garantie des droits de

[Auteur du rapport incriminé qu'évo-que Philippe Pons dans son article, M' Jandel nous a fait tenir la réponse suivante : Le fait pour un suspect d'être suivante : Le fait pour un suspect d'être placé, fût-ce par un juge, sous la totale discrétion de la police pendant vingi-trois jours, suscite au Japon même des critiques de plus en plus vives. L'enquête memée sur place par la FIDH a montré que les personnes gardées par la police sont soumises à des pressions de toute nature pour confesser des crimes dont il apparaît souvent par la suite qu'ils ne sont pas les auteurs. L'assistance des avocats pendant cette période est purement symbolique puisqu'ils n'ent pas accès au dossier de leur client et ne sont pas présents durant les interminables interroga-toires. Totalement isolés du monde extérieur dans des cellules démanies du moindre confort, ces détenns sont à extérieur dans des cellules démunies du moindre confort, ces détenus sont à l'entière discrétion des forces de police. Les barreaux japonais considèrent que les projets de loi en instance devant la Diète n'aboutiront qu'à institutionnaliser une pratique contraire aux droits de la défense, et ils out fait connaître publiquement leur opposition. Le gouvernement japonais a été à nouveau interpellé à la Commission des droits de l'homme des Nations unies de Genère en février dernier].

Afrique

MAROC

Des militants des droits de l'homme demandent une amnistie générale

Rabat. - L'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) réclame, dans un commu-niqué distribué ces derniers jours à Rabat, « une amnistie générale visant à libérer tous les détenus politiques et syndicaux et de per-mettre aux exilés de retourner dans leur patrie ».

Dans une interview accordée en janvier au *Nouvel Observateur*, le roi Hassan II avait annoncé qu'il comptait - faire un geste - en faveur de ces détenus, rappelle-t-on. Plus de 1 200 détenus ont ainsi bénéficié de mesures de grâce royale le 3 mars à l'occasion du vingthuitième anniversaire de l'intron tion du souverain, mais on ignore si des détenus politiques figurent

Pour une collaboration internationale

L'AMDH, qui a tenu récemment son deuxième congrès, exprime par ailleurs son entière disposition « à collaborer avec tout organisme international, arabe ou maghrébin œuvrant pour la reconnaissance et

la défense des droits de l'homme ». Elle insiste, en outre, sur la nécessité de renforcer la coordination avec la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (LMDH – proche du parti d'opposition de l'Istiqlal) tout en espérant que cette coordination puisse s'élargir à tous les organismes soutenant les droits de l'homme au Maroc ».

A l'issue de son congrès, l'AMDH a également élu sa nouvelle commission administrative (31 membres pour la plupart avocats, médecins et universitaires) et un nouveau bureau central (11 membres) présidé par M. Mohamed El Hihi, professeur d'arabe au lycée Descartes, appartenant à la mission culturelle française au Maroc. - (AFP.)

[D'Impairation progressiste, life à la gauche marocaine, l'AMDH est dis-tincte de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH), fondée

ALGÉRIE: l'extension des grèves

Le premier ministre dénonce ceux qui « veulent affaiblir l'Etat »

Le chef du gouvernement algé-rien, M. Kasdi Merbah, a annoncé, samedi 25 mars, que trente-deux projets de loi allaient être présentés, d'ici à l'automne, à l'Assemblée populaire nationale (APN) pour mettre en application la Constitution votée en février, dans un long entretien à la radio Chaîne 1 en

Dans un premier temps, dix-huit projets de loi seront soumis aux députés, au cours d'une session qui va s'ouvrir dans quelques jours et devrait s'achever avant le début du ramadan (seconde semaine d'avril). Les plus significatives seront le code de l'information, la code électoral et la loi sur les • associations à caractère politique » qui ouve la voie au multipartisme.

Le premier ministre algérien a aussi déploré les nombreuses grèves qui affectent le pays depnis plu-sieurs semaines, - alors qu'il n'y en avait plus qu'une seule le 25 janvier ». Pour M. Merbah, le « lien » est évident entre la multiplication des grèves et l'e ouverture - politique du 23 février, marquée par le vote de la nouvelle Constitution, qui reconnaît le droit de grève dans le secteur public comme dans le secteur privé. « Certaines personnes, at-il affirmé, exploitent les diffi-cultés du monde du travail. Et d'autres veulent sans doute affaiblir l'Etat pour démontrer que l'expérience démocratique actuelle ne nous convient pas. Certains, enfin, veulent simplement montrer qu'ils existent. . - (AFP.)

SOUDAN: quatre mois après sa conclusion

L'accord de paix avec les rebelles sudistes a été adopté par le gouvernement

cours de sa première réunion, le traité de paix signé entre le Parti démocratique unioniste (POU) et l'Armée de libération du peuple du Soudan (SPLA) du colonel John

L'accord de paix, conclu le 16 novembre dernier à Addis-Abeba, prévoit un cessez-le-feu dans le sud du pays, le gel de l'application de la charia (loi islamique), l'abolition des pactes militaires avec l'étranger et la levée de l'état d'urgence. Il stipule également la convocation d'une conférence consti-tutionnelle qui réunirait toutes les forces politiques soudanaises, y com-pris la SPLA, pour résoudre les problèmes de fond du pays, notamment celui de son identité nationale et

Tous les partis soudanais, à l'exception du Front national islamique (FNI, intégriste), ainsi que les associations socio-professionnelles avaient approuvé, début mars, un programme en cinq points devant

Le nouveau gouvernement souda-nais a adopté, dimanche 26 mars, au du nouveau gouvernement formé cette semaine, et dont les 23 ministères sont répartis entre les signataires. Ce programme préconise notamment la fin de la guerre civile dans le sud du pays sur la base de l'accord d'Addis-Abeba.

Le gouvernement sondanais et les rebelles de la SPLA sont tombés d'accord pour observer, à partir du le avril, un « mois de tranquillité » pour permettre l'acheminement de secours aux habitants du Sud.

Par ailleurs, le premier ministre soudanais Sadek El Mabdi avait partiellement constitué, samedi, son nouveau gouvernement élargi. L'important porteseuille de la défense a été attribué à une personnalité indépendante avec l'agrément du parti Oumma, du PDŪ et du commandement des forces armées. Il s'agit du général à la retraite Moubarak Osmane Rahma, qui a été ambassadeur à Moscou et dans d'autres capitales d'Europe de l'Est ainsi que de l'Afrique. - (AFP).



Politique

La situation en Corse

Après l'échec des négociations avec les pouvoirs publics, les syndicats appellent à « poursuivre et renforcer la lutte »

tion d'une prime spécifique d'insu-larité ni d'une indemnité de rési-dence au taux de 3 % du traitement

de base ». M. Le Vert a également

proposition de M. Michel Rocard de

rêunir quatre tables rondes dont

Le communiqué chiffre égale-

ment à 1 120 F pour « un fonction-

naire voyageant en couple avec deux

enfants - la proposition gouverne-

mentale que les syndicats évaluent,

eux, à environ 30 F par mois et par

salarié. De source gouvernementale, on estime à 20 millions de francs la dépense totale entraînée par cette

« D'autres zones

déshéritées »

rencontre que « le gouvernement a voulu engager le dialogue » mais

que « l'amorce » qu'il a mise n'a « pas paru suffisante » aux syndica-listes. Selon M. Le Vert, « le malen-

tendu vient de ce que les Corses rai-

sonnent sur des particularités

locales alors que l'État raisonne en termes globaux » et les Cosses sont

· persuadés d'avoir raison ».

oubliant qu'il y a « d'autres zones déshéritées en France ».

M. Le Vert a expliqué après la

l'une concerne la fonction publique.

rappelé, selon le commu

Après l'échec des négociations avec les syndicats, l'Hôtel Matignon affirmait, lundi matin 27 mars, ne pas avoir, pour le moment, décidé de nouvelle initiative pour sortir du blocage en Corse, en dehors de tentatives pour renouer les fils du dialogue. A l'évidence, le gouvernement attend de pouvoir observer l'évolution de la situa-

Matignon apparaît pris entre deux nécessités contraires : d'une part, le gouvernement estime ne pas avoir « de raison objective de céder » aux revendications, au regard des faits et des chiffres et juge que l'opinion publique continentale considérerait comme « une grave faiblesse » le fait qu'il cède. D'autre part, le gouvernement ne peut

pen après 14 h 30, les négociations entre l'intersyndicale (CGT, CGC, CFDT, CFTC, FO, FEN, FGAF, des fonctionnaires de Corse situation de conservation de la fonction publique, M. Dominique Le Vert, ont été rompues au bout de deux heures seulement. L'intersyndicale a rejeté vivement la proposition du gouvernement : paiement pour 1989 d'un voyage aller-retour sur le continent pour chaque fonctionnaire en poste en Corse.

Les syndicats sont sortis de leur rencontre avec M. Le Vert en dénonçant - une véritable provocation » et ont mis en garde le gouvernement « sur les conséquences de son irresponsabilité » avant d'appo-ler « l'ensemble des salariés du sec-teur public et paro-public de Corse irsuivre et renforcer la lutte ».

La négociation parallèle engagée entre les travailleurs sociaux et M. Michel Lagrave, directeur de la Sécurité sociale, an nom du minis-tère de la solidarité, a connu le même échec. La délégation syndicale espérait que la prime de « sujé-tion » de 860 F, votée en Corse par les organismes sociaux serait effectint versée aux quatre cents salariés des caisses d'allocations fami-liales, d'assurances maladies et de l'URSSAF. Mais selon les représen-tants syndicaux, «il est très vite apparu qu'il n'y avait mille volonté ni mandat de négocier quoi que soit » de la part de leur interlocu-

entre M. Le Vert et l'intersyndicale corse, le ministère de la fonction publique a publié un communiqué diquant que M. Le Vert a rappelé aux représentants syndicaux, « comme cela leur avait été précisé avant leur départ de Corse, que la politique salariale du gouvernement ne permet pas d'envisager la créapas laisser le problème corse s'envenimer jusqu'à lui poser un sérieux problème d'ordre public.

En dépit de l'évocation vendredi, par le préfet de Hante-Corse – en réponse à une question des délégués syndicaux, - du chiffre de 300 à 400 francs par mois, on affirme à Matignon que ce chiffre n'a jamais été envisagé pour les négociations. Matignon, ajoute-t-on, savait être, dans ses propositions, très en deçà des revendications des fonctionnaires de l'île mais comptait sur la présence des représentants nationaux des syndicats pour se faire écouter. Or, les délégués syndi-caux corses ont, selon Matignon, refusé que leurs représentants nationaux soient présents, ce qui « a interdit tout élément modérateur ».

reprennent à Paris plutôt que sur l'île, et ne veulent pas non plus parti-ciper aux tables rondes. Après le retour des délégués dans l'île, les réactions syndicales et politiques ont réactions syndicales et politiques ont été vives, et les nationalistes ont durci le ton. Ainsi, M. Bernard Tro-jani, pour le Syndicat des travail-leurs corses (STC), proche des nationalistes, (qui, samedi, a été reçu à part), a-t-il affirmé : « Il faut une grève générale dans l'unité pour imposer une solution politique. » Le STC, qui se dit « inquiet » de la position du gouvernement, appelle à une manifestation, samedi le avril, à Baccie. Disinore de l'Ising du servil. Bastia. Dirigeant de l'Union du pea-ple corse (UPC), autonomiste, M. Max Siméoni a affirmé : « C'est une farce, le gouvernement ne comprend strictement rien au problème corse. » M. Siméoni a demandé « à tous les mouvementes et partis d'appuyer les syndicats pour faire

M. Jean-Paul de Rocca Serra, président (RPR) de l'Assemblée régionale corse, s'est déclaré « déçu et surpris de la légèreté du gouver-nement - et a prédit que, « faute de mesures appropriées, la situation ne mesures appropriées, la situation ne pourrait qu'empirer ». Maire MRG de Bastia et député de Haute-Corse, M. Emile Zuccarelli a déclaré : Cette situation me consterne, les bases de discussions n'étalent pas acceptables.»

M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a de son côté affirmé samedi sur RMC : « Je crois Outre les réactions des syndica-listes de Corse, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a regretté, dimanche à Arles, « la modicité » qu'il n'y a pas rupture. Les pour-parlers ont été interrompus mais ils ais ils devraient reprendre. (...) Nous avons accepté [avant la réunion des a amoncé qu'il interviendra dès que possible auprès de M. Rocard pour que le gouvernement fasse de nou-velles propositions. M. François Duteil, secrétaire confédéral de la tables rondes] d'ouvrir une pré-négociation (...) Je pense que, dans le cadre de la table ronde de la fonction publique, le dialogue sera repris et j'espère (...) très fortement CGT, a affirmé : «Seul le verse-ment d'une prime de compensation Les syndicats, de leur côté, refu-sent maintenant que les négociations à la vie chère est de nature à déblo-quer la situation.

A Bastia, la réunion de la riposte

(Suite de la première page.)

Le retour des syndicalistes a donné lieu à une haie d'honneur plus revendicative que jamais : « La prime, on la veut ! La prime, oπ l'aura!»

Le « malentendu », comme dit M. Michel Charasse, est plus grand que jamais entre la Corse et Paris. Les syndicalistes d'Ajaccio ont dû menacer de ne pas monter dans l'appareil, samedi, pour obtenir ce qu'ils estimaient être la moindre des choses : le règlement de leur billet d'avion. Ceux du Nord, qui ont dû passer par Calvi à cause de la fermeture de l'aéroport de Bastia — paralysé par la grève du personnel d'Air France — et dormir une nuit à Paris faute d'avion de retour, n'ont pas eu cette chance. Les syndicalistes affirment aussi qu'un fonctionnaire, portant un badge du ministère de l'intérieur, leur avait annoncé à leur arrivée dans la capitale qu'ils seraient pris en charge aux Invalides et emmenés place Beauvan pour un entretien avec un membre du cabinet de M. Pierre Joxe : ils ont attendu trois quarts d'heure et sont partis l'économie : 70 millions de francs

à pied au ministère de la fonction publique.

Les grévistes ont entendu, enfin, le ministre Michel Durafour annoncer, « serein », sur A 2, que la délégation avait - souhaité une pré-négociation sur le remboursement d'un voyage » entre la Corse et le continent. Ils avaient, pied à pied, pendant deux jours, arraché un texte écrit sur la mission de M. Dominique Le Vert. Le directeur de la fonction publique était « chargé des négociations, notamment des sures compensatoires des frais de transport ». Les syndicalistes avaient passé des heures à faire déplacer le seul mot « notamment », et Paris n'avait aucun respect pour les termes employés. Toujours et encore, les Corses ont cu le sentiment de se faire avoir : « Il y a un coup monté dans cette

La réunion de Bastia doit décider de la stratégie. Une grève dans une île a quelque chose de suicidaire. Elle l'est d'autant plus en Corse que les fonctionnaires ont une place déterminante dans

de salaires par mois, selon Force ouvrière.

Les socio-professionnels, les petits commerçants, les coiffeurs. les fleuristes commencent à gronder, à s'organiser, eux aussi, en « coordination ». L'action la plus spectaculaire a été, jusqu'à présent, le blocus aérien et maritime de l'île. Les syndicats n'ignorent pas qu'il n'a pas été le fait des fonctionnaires mais des pompiers et des pêcheurs. Ils s'efforcent de trouver d'autres initiatives, mais ils tiennent à rappeler tout de même que la grève est « le moteur de leur action et qu'elle entre, ce lundi, dans sa sixième semaine pour les postiers et les employés de la Sécurité sociale.

Le mouvement semble être pour le moment « dans l'œil du cyclone », mais la tempête n'est peut-être pas loin. Le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, en est conscient, qui a lancé, samedi soir, un appel au calme et à la responsabilité des organisa-tions syndicales. Le préfet de police, M. Jean Thiéblemont, a de son côté, renforcé la protection de la préfecture. Le port du gilet pare-balles est « impératif ».

CORINE LESNES.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

E premier de ces vovages se fera sur les pas d'un étranger familier. Familier en ce sens qu'il connaît notre pays depuis trente-trois ans, qu'il y a vécu et qu'il revient régulièrement pour de longs séiours. John Ardagh, ancien correspondant du Times à Paris. ioue donc le rôle du « Persan anglo-saxon » pour décrire « ces drôles de Français ».

Il se promène avec aisence, tant dans notre passé récent -depuis les années 50 jusqu'à nos jours - que dans le décor -Paris et la province - ou parmi les personnages — mœurs et mentalité - de cet étrange pays, la France. Sa francoph assumée n'exclut ni l'esprit critique ni la préférence (pour la Bretagne, par exemple). mais alia sait conserver cette distance et cette mesure que nous attribuons volontiers aux Anglo-Saxons envers nos emballements idéologiques, nos préjugés et nos certitudes.

L'ouvrage de John Ardagh est d'abord le récit de ce que les Français ont vécu depuis trente ans, et, ensuite, un regard aigu et amical sur la manière dont ils l'ont vécu. L'auteur observe notamment un desserrement du système étatiste et élitiste français. La décentralisation lui paraît l'une des meilleures choses que nous avons produites, encore que « la réforme semble moins renforcer la démocratie locale que l'autocratie en place », écrit-il. Il estime que « la mainmise des technocrates sur les leviers du pouvoir a perdu de sa puissance ». On voudrait bien le croire, mais il semble, parallèlement, que le recrutement de plus en plus technocratique du personnel politique compense l'affaiblissement des structures étatiques.

John Ardagh regrette que le jacobinisme récurrent et les pesanteurs conservatrices n'aient pas permis de donner plus d'importance aux régions. Cependant, là comme ailleurs, il fait confiance aux capacités d'adaptation et de compromis du tempérament national.

Notre observateur bienveillant dit encore son étonnement de constater que le problème des rapports entre l'industrie et la recherche universitaire n'ait pas été résolu et sa stupéfaction de voir que, dans cette contrée de discoureurs, le débat sur le risque nucléaire ait eu si peu d'ampleur.

L'auteur ne se contente pas çais - d'aligner des idées générales : il parcourt réellement les grands secteurs d'activité et les principales régions du pays, n'hésitant pas à illustrer son propos par des anecdotes, des observations faites sur le terrain. des avis pris aux meilleures sources et qui montrent que les Français savent faire leur autocritique, même si cet exercice ne les engage pas autant qu'il serait souhaitable. Cela le conduit à mentionner, au passage, la faiblessa et l'archaisme du syndicalisme, à dénoncer le « racket » des taxis parisiens et à s'émerveiller devant les autobus de la Il s'inscrit en faux contre le

e mythe de l'inhospitalité française », en dehors de Paris, où tout le monde court après le temps. Ses commentaires sur notre manière de recevoir, sur la formation des liens d'amitié, touchent iuste. Il assure qu'en France les femmes doivent lutter plus qu'ailleurs pour conserver l'affection de leur partenaire. « C'est sans aucun doute, ajoute-t-il, une des raisons qui font que tant de Françaises d'âge mûr demeurent fréquemment très chic, et sexuellement

D'une manière générale, les ieunes femmes lui paraissent défensive, que leurs mères ne l'étaient, « On pourrait même

l'inverse, l'autre France n'est pas plus superficielle, mais on croit mieux la connaître perce qu'on en parle davantage. Puisque une exploration comparée nous est proposée, suivons le guide à travers ses « scènes de la vie de province ».

Le livre de Paul Amar est la récit d'une déception, ou l'occasion d'une réévaluation d'un certain nombre de clichés parisiens.

L'auteur était parti avec l'idée de confronter à la société politique, qu'il connaît bien, la société civile. De retour de la France profonde, il aurait posé sur notre table un essai, un de plus. Or, il est revenu avec tout autre chose dans sa besace : la relation de ce qu'il a vu et entendu, de ce qu'il a percu. Bon réflexe de journa-

Cela donne une succession de scènes et de personnages, de croquis et de confidences, dans lesquels réapparaissent les difficultés bien connues de notre vie sociale (la place des immigrés, celle des marginaux, le chô-mage, les nouvelles formes de pauvreté) et ses modalités de fonctionnement (un repliement sur l'individu et la cellule familiale à peine tempéré par les liens associatifs). « Je constate, note Paul Amar, que la ville, comme la France, n'est finalement qu'un puzzle éclaté. >

Notre journaliste, qui a une sensibilité rousseauiste, voulait « surprendre le bonheur » et « trouver la sérénité », mais il a rencontré plus souvent l'angoisse, la détresse et la solitude. Les héros inconnus de la société civile, ceux qui se sont mis au service des autres, lui ont dit leur fatigue, et lui-même a rapporté de son voyage une impression de « douce mélancolie ». Il est vrai que cette France profonde-là n'est pas gaie.

En voici une autre image, celle de la France à travers les personnages qui la campent : une sorte de Bottin. Deux cents ans après la Révolution, la France démocratique des élus n'en reste pas moins celle des fiefs, détenus par « les seigneurs des villes et les féodaux des champs ». Ce royaume composite et cette caste en place, André Bercoff, assisté d'une dizaine de journalistes, les passe au crible : il en résulte une centaine de portraits des membres de ce « nouvel ordre féodal » et la description de leurs systèmes de pouvoir. L'entreprise est menée tambour battant, le ton est vif, les formules abondent : Maurice Faure est croqué en sénateur romain un peu à gauche de Cicéron » et l'analyse du travail d'implantation de Jack Lang à Blois explique, après coup, son récent succès aux municipales. Ce Bottin de l'aristocratie électorale permet à sa manière de comprendre « ce cher et vieux pays ».

★ Ces drôles de Français, par John Ardagh. Belfond, 512 pages, 140 F. ★ Les Auglais, de Philippe Daudy. Plon, 440 pages, 130 F.

* Scènes de la vie de province, de Paul Amar. Flammarion, 192 pages, * La France des seigneurs, sous la direction d'André Bercoff, Robert Laffont, 704 pages, 165 F.

Selon M. Waechter, M. Lalonde est un «naturaliste» plus qu'un «écologiste»

qu'elle aboutira. »

M. Brice Lalonde serait enchanté » de s'engager avec M. Antoine Waechter pour une « liste ouverte » des écologistes aux élections européennes de juin.

Le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement n'exclut cependant pas d'être candidat sur la liste socia-liste que conduira M. Laurent Fabius. « Je voudrais participer à la présence des écologistes partout en France et au Parlement européen quel que soit le cas de figure », a-t-il déclaré, dimanche 26 mars, au Forum RMC-FR 3>.

Il scrait « très content » que M. Fabius prenne des écologistes sur sa liste. Le président de l'Assemblée nationale est, selon lui, « parmi les dirigeants socialistes, l'un de ceux qui se préoccupent le plus de l'envi-

An « Grand Jury RTL-le Monde -, M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, a déclaré : « Brice Lalonde est d'abord un naturaliste ou un environnementaliste. Le terme d'écologiste, je le réserverais à quelqu'un qui a une démarche globale, c'est-à-dire qui a la volonté de transformer sa société et de la rendre compatible avec la priorité accordée à la vie. (...) Je ne suis pas sur que Brice Lalonde ait diction avec le gouvernement auquel

M. Waechter a l'ambition de créar en France - une force politi-que verte, à l'image de ce qui existe

cette vision globale, car sinon il se trouverait bien des fois en contrail participe. •

ns la plupart des autres pays d'Europe », dans « un espace politi-que qui soit indépendant des formaons de la droite et de la gauche ». « Nous entendons prendre nos res-ponsabilités dans les institutions communales, départementales, régionales, et, pourquoi pas, un jour, au niveau de l'Etat », a-t-il

Aux élections européennes, M. Waechter affirme que les Verts

Des Verts deviennent adjoints

A Limoges...

La majorité PS-PCF du conseil municipal de Limoges a décidé d'attribuer un poste d'adjoint aux Verts, à la suite de leur bon score au premier tour, 19,46 % et cinq élus au second. Ce poste échoit à Mª Aline Biardeaud, enseignante, militante à la FLEPNA (Fédération limousine d'étude et de protection de la nature) et productrice pendant plusieurs années d'une émission écoogiste, . Feu vert », sur FR3 ousin-Poitou-Charente.

Les Verts limousins sont d'abord restés un peu perplexes face à cette proposition d'ouverture. Ils ont préproposition d'ouverture. Ils ont pro-senté contre le maire sortant, M. Louis Longequeue (PS), séna-teur, et contre le chef de file de la droite, M. Michel Bernard (membre du comité central du RPR), leur propre candidate, M. Brigitte Lafore, qui menait la liste. Scrutin de pure l'orme: trente-oeuf voix à sanche, ouze à dupite, cien voix vans sauche, onze à droite, cinq voix pour

la candidate des Verts. Il s'agissait pour les écologistes d'affirmer qu'ils ne voulaient pas *etre liés par une* conque solidarité de gestion ». Puis ils ont accepté le poste d'adjoint, afin de prouver qu'ils sont

prêts à prendre - toutes leurs res-

ités » dans la gestion municipalc. - (Corresp.)

... et à Mulhouse Elu maire de Mulhouse (Haut-Rhin) samedi 27 mars, succedant à M. Joseph Klifa (UDF-PSD), qu'il avait battu au second tour. M. Jean-Maric Bockel (PS) a proposé un poste d'adjoint à l'environnement à M. Antoine Waechter. Ce dernier, dont la liste avait obtenu 12,56% des voix le 12 mars et 9,61 % et deux sièges le 19 mars, a accepté, sous réserve de « conserver sa liberté de parole et son indépendance ». Un accord définitif devra être trouvé dans les prochains jours entre le nou-veau maire et M. Waechter.

EN BREF

• L'UDF et l'éventuelle dissidence des centristes. - Si le CDS présente une liste autonome aux lections européennes, l'UDF « sera obligée de considérer que ceux qui n'ont pas appliqué les statuts se sont mis eux-mêmes en dehors » de la confédération, a affirmé, dimanche 26 mars, M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF. M. Lamassoure, qui s'exprimaît sur Radio J (radio de la communauté juive de Paris et de la région parisienne), a croissante » de l'opposition qui devrait conduire, selon lui, à « une formation commune décentralis ivec des courants, des tendances ». M. Lamassoure suggère que l'opposition s'inspire, de ce point de vue, du

 MM. Mitterrand et Rocard en légère baisse. - Selon le baro-mètre IFOP-Journal du Dimanche, le président de la République et le premier ministre sont en légère bai l'indice de satisfaction. Ils perdent un point chacun par rapport au mois de février : 47 % de « satisfaits » ou « très satisfaits » pour M. Mitterrand au lieu de 48 % ; 40 % de satisfaits pour M. Rocard au lieu de 41 %. Cette enquête a été réalisée entre le 6 et le 14 mars auprès de mille neuf cent sobante-deux personnes.

• Mª Trautmenn sur la liste socialiste aux européennes. -Ms Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, a indi-qué,samedi 25 mars, qu'elle avait été contactée par M. Michel Rocard pour prendre la deuxième ou la troisième place sur la liste du PS aux élections européennes. Mas Trautmann a expliqué qu'un mandat de député européen serait député européen serait complémentaire de son poste de maire de Strasbourg.

• RECTIFICATIF. - Dans nos éditions du mardi 21 mars, nous evions relevé la *c défaite de M. Jean*-Claude Pasty, responsable départemental du RPR et député européen » à Ahun (Creuse). Or M. Pasty n'était

Voyages en France

soutenir, selon lui, que les Français ont su atteindre un parfait équilibre entre l'asservissement italo-espagnol des femmes et la destruction eméricano-nordique de la fameuse € petite différence > (celle qui distingue la féminité de la mesculinité).

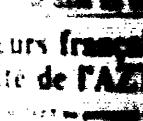
Au total, si les Français ont encore bien des progrès à accomplir pour réduire ces obstacles que sont, seion l'auteur, l'étatisme, le conservatisme, les blocages sociaux, ils ont les qualités nécessaires pour figurer dans le meilleur de la civilisation occidentale.

ils y figureront à côté des Anglais, bien sûr, que l'on apprendra à mieux connaître grâce à un ouvrage analogue qui leur est consacré. Il est l'œuvre d'un bon connaisseur du Royaume-Uni, Philippe Daudy, écrivain, journaliste, que son engouement pour l'art de vivre à anglaise a conduit à habiter de l'autre côté du Channel. Son livre et celui de John Ardagh permettent de franchir la Manche aller-retour, dans un fautezil.

Le deuxième voyage dans notre pays será moins réconfortant que le précédent. S'étant mis sur la touche, un journaliste connu de la télévision, Paul Amar, s'est plongé dans la France profonde, sans micro, sans caméra, il a fait un assez long séjour à Châteeuroux et dans les environs, non que le centre de la France profonde se situe dans le Berry, mais parce qu'il s'agit apparemment d'une ville at d'une région sans histoire, sans attrait médiatique

Précisons, par honnêteté, que l'auteur de cette chronique est plus circonspect que l'auteur du livre à l'égard de cette fameuse « France profonde » : cette profondeur supposée ne lui paraît tenir qu'au halo de mystère que lui vaut le fait de vivre à l'écart et dans moins d'agitation. A

حكة عن الأصلي



vant pas de public », le maire de

d'une ampleur de celui qui a

endeuillé Belfort qu'une législation

A Mareuil-sur-Arnon (Cher)

Affrontements

entre skinheads

et nomades:

un blessé grave

quels un jeune homme a été grave-ment blessé, ont opposé, samedi soir

25 mars, à Mareuil-sur-Arnon

(Cher) une soixantaine de skin-

heads à des nomades séjournant sur

le territoire de la commune. Ces

bagarres, qui ont débuté vers

20 h 30 à proximité d'une salle municipale où se déroulait une fête

organisée par les skinheads, à l'occa-

sion du départ à l'armée de l'un

d'entre cux, ont donné lieu à des

échanges de coups de fusil de

chasse, de coups de couteau et de

coups de poing après que les jeunes

voyous s'en furent pris aux familles

nomades qui campaient à proximité.

L'intervention des gendarmes, qui

ont procédé à une quarantaine

d'interpellations, a permis de mettre un terme à ces bagarres au cours

desquelles un skinhead a été griève-

ment blessé par des plombs tirés avec un fusil de chasse. Il a été hos-

pitalisé à Châteauroux (Indre) dans

un état sérieux, tandis que trois autres jeunes gens, plus légèrement

blessés par arme à feu, ont pu rece-

voir des soins sur place. Une dizaine

de personnes ont été placées en garde à vue, puis remises en liberté

le dimanche matin 26 mars sans

Des affrontements, au cours des-

Société

RELIGIONS

la reunion de la riposte

ಪ್⊶ಿ ಇಸ್ತ್ಯಗಳು.

tally a second

Par Calabora

All the second

•: •

.

5- - - -

,_ ·· --

Dans son message pascal

Le pape invite le monde à se libérer de la « peur »

Devant deux cent mille pèlerins rassemblés à Rome sur la place Saint-Pierre, le pape a rendu public, dimanche 26 mars, son message pascal, retransmis dans une cin-quantaine de pays et suivi, selon les estimations, par un demi-milliard de téléspecta-teurs. Il a déploré la situation du monde, « encore marqué de trop d'horreurs, de souffrances, d'égoismes et de violences ». Il a surtout évoqué la situation au Liban « bien-aimé et tourmenté »,

«Dien passe et il libère de la peur qui étreint tant d'hommes et de femmes face à l'incertitude de l'avenir, a dit Jean-Paul II. Il passe là où la mort manifeste encore ses horreurs, là où la souffrance marque de ses stigmates les corps et les âmes. Il pas où n'existent pas les conditions dignes d'une vie vraiment humaine, (...) là où Fou cor-rompt et où Pon exploite l'innocence des

enfants, là où l'on fait violence à leur bonté sans défense... >

A Jérusalem, la célébration de Pâques n'a été marquée par aucun incident. Les pèlerins étaient cependant moins nombreux qu'en 1987, en raison notamment de la situation troublée dans les territoires

A Kaboul, un groupe de religieux, d'infirmières, de membres d'organisations humanitaires et de journalistes a pu célébrer une brève messe pascale dans l'ambassade d'Italie, grâce à un prêtre italien, le Père Angelo Panegati, qui a travaillé des années dans la capitale afghane et a choisi de rester après la conclusion de l'évacuation des troupes soviétiques le 15 février.

En Grande-Bretagne, le primat de l'Eglise anglicane et archevêque de Cantor-

béry, Mgr Robert Runcie, a dénoncé dans on homélie « les incompréhensions et les haines nouvelles qui menacent la compréhension entre les religions et l'unité entre chrétiens ».

Mgr François Saint-Macary, évêque de Nice, a été frappé à la sortie de la grandmesse de Pâques, sur les marches du parvis de sa cathédrale, par un bomme qui l'a accusé d'avoir « insulté (sa) mère, la Vierge Marie ». Il a été rapidement maîtrisé. L'évêque a refusé de porter plainte.

Enfin, le cardinal Lustiger était, dimanche de Pâques, invité de l'émission « Sent sur sept » sur TF 1. Entre autres sujets d'actualité qu'il a commentés, il a pour la première fois publiquement livré son sentiment sur le fond de l'affaire Rushdie.

Le courroux du cardinal

Pour un jour de Pâques, le cardinal Lustiger avait choisi la manière forte. Ironie cinglante et verbe rude : après plus de trois mois de jeune médiatique, il avait des comptes à régler avec ceux qui, de l'affaire Scorsese (la Dernière Ten-tation du Christ) de l'automne der-nier à l'affaire Rushdie aujourd'hui, confondent, un peu trop vite à son goût, religions, intégrismes et

Il s'en est pris ainsi aux - babas cool (1) de l'anticléricalisme », a dénoncé « la tempête dans un ballon de beaujolais » créée par la « gau-che libérale » ou les « gangsters de l'intelligence » qui l'avaient traité de « terroriste » (2) parce qu'il s'était prononcé contre un film : Est-ce qu'on est terroriste quand on dit le bien et le mal? »

Le sommet de son courroux fut atteint à propos de la controverse sur la prise de position de l'épiscopat, solidaire dans l'affaire Rushdie des musulmans offensés par un livre : « Désendre la religion, ne pas condamner l'islam, a demandé l'archevêque de Paris, est-ce que cela veut dire être complice de Khomeiny, favorable à l'assassinat de Rushdie?

Il n'a laissé aucun donte sur ses propres sentiments concernant l'imam Khomeiny : * Est-ce un gangster ou un chef d'Etat? Peuton condamner à mort quelqu'un sans jugement? - Il a exprimé sa « honte » devant l'attitude des gouvernants occidentaux, accusés faut respecter et apprendre à d'avoir « cédé sur les principes » en connaître, au risque d'assister à de levant les sanctions diplomatiques nouvelles ratonnades ».

prises en février dernier contre

Mais là n'était pas l'essentiel d'un propos qu'il martèle de livre en nélie, d'article en émission de télévision : le fait religieux est « massif », et à vouloir l'ignorer, on se condamne à ne pas comprendre les réactions des croyants contre tel film ou contre tel livre.

Son plaidoyer est au point : selon les sondages, trois Français sur qua-tre prient régulièrement. Mère Térésa plaît aux jeunes. Avec le déclin de la pratique, c'est une cer-taine forme de religion, adaptée au mode de vie « *rural* », qui s'en va. Mais, assure-t-il. • le christianisme reste présent. Les jeunes posent des questions fondamentales et ça va finir par produire des fruits ».

< Respecter l'islam

Chassez la religion, elle revient au galop, et « sauvagement », ajonte l'archevêque de Paris, citant « la religion du sexe, la religion de l'argent – le veau d'or – la religion de la violence ». Pour lui, on a trop vite confondu en Occident le monde moderne avec la disparition des religions instituées: or, « la dimension religieuse fait partie de toute exis-tence humaine. Quelle considéra-tion a-t-on aujourd'hui pour elle? »

Cette omniprésence du • sacré » dont on annonce la fin et qui resurgit toujours, est la trame de toute son analyse sur le Bicentenaire de la Révolution et des droits de l'homme, sur Auschwitz, et sur l'islam qu'« il

Le cardinal Lustiger règle des comptes avec le dix-huitième siècle. siècle des Lumières, mais qui a inventé le concept de race » (Gobineau). Il cite longuement François Mauriac, qui, préfaçant la Nuit d'Elie Wiesel (1958), fait remonter les racines du génocide au triomphe de la Raison sur le sacré. « Il y a dans l'homme quelque chose de sacré qui est son droit fondamental, souligne l'archevêque de Paris. !! faut dire à l'Occident que, pour défendre le droit et la légalité, il faut être aussi capable de respecter la réalité religieuse fondamentale qui concerne tous les hommes de

gions. A-t-on le droit de tourner en dérision le fait religieux? » Par des amalgames parfois

rapides, le cardinal Lustiger aura sans doute irrité plus d'un téléspectateur. Entre le ton de la colère et celui de la méditation grave qui ont alterné tout an long de cette émission, il v a sans donte place pour une réflexion sereine entre deux affaires retentissantes...

HENRI TINCO.

(1) Mot du jargon jeune pour dési-gner les soixante-huitards attardés. (2) Après l'incendie du cinéma Saint-Michel, le cardinal Lustiger avait délaté sur Europe 1 : « Si on ne res-pecte plus le sacré, on déchaîne le dia-ble... » tous les pays et de toutes les reli-

A Prague et à Moscou

Le cardinal Lustiger a annoncé, au cours de son émission sur TF 1, qu'il serait pro-chainement l'hôte, à Prague (Tchécoslovaquie), du cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de la ville, âgé de quatre-vingtdix ans. Son séjour, du 1" au 3 avril, sera bref et limité à une « prière commune » avec le vieux cardinal qui, dans des conditions difficiles, tente de rétablir un fonctionnement normal de Eglise catholique en Tchécoslovaquie. Ce voyage d'un archevêque occidental, sans précédent depuis les événements de Prague da 1968, aura lieu « si tout va

soumis, kındi 27 mars, è une C'est la troisième fois que le cardinal Tomasek invitait son

Mgr Lustiger a également confirmé son déplacement, cer-tain cette fois, en Union soviétique, qui, kui aussi, sera un événement. Il aura lieu à l'invitation du partriarcat orthodoxe de Moscou et conduira l'archevêque de Paris à Léningrad (du 29 avril au 1º mai) où il assistera à la célé-bration des Pâques orthodoxes, à Rostov (le 2 mai), à Kiev en Ukraine (les 3 et 4), à Riga en Lettonie (le 5), à Vilnius en Lituabien », a tenu à préciser l'arche-vêque de Paris. Il restait en effet du 8 au 10 mai.

 Double évasion à la prison d'Yzeure (Allier). - Deux détenus de la maison d'arrêt d'Yzeure se sont évadés, dimanche après-midi 26 mars, et ont réussi à prendre la occupants. Les deux hommes, Jean-Philippe Delaire, déjà condamné pour

escalader le mur d'encainte et pren-

tous deux en détention provoisoire,

que, pour l'instant, aucune inculpa-tion ait été prononcée.

• Mise en liberté de deux militants basques. — Inculpés d'asso-Deux artisans incarcérés à ciation de malfaiteurs et écroués Béziers après une opération anti-huissier. — Deux artisans de Béziers pour avoir hébergé Lucienne Four-(Hérault), Laurent Montagnac, vingt- cade, la compagne du chef d'iparreneuf ans, ferronnier, et Daniel Ventu- tarrak, Philippe Bidart, elle-même rini, trente-huit ans, gérant d'un arrêtée le 12 décembre près de magasin d'électroménager, ont été Bayonne (le Monde du 14 décem-inculpés de violation de domicile, bre), Benat Espil et Maîté Etcheverna séquestration de personne et dégra- ont été remis en liberté sur ordre du

Controverse dans les milieux scientifiques

Des chercheurs français et britanniques vont tester l'efficacité de l'AZT dans le traitement du sida

Que pent-on penser de l'AZT (ou azi-dothymidine), substance anti-virale tenne, apparemment en houne santé. Un essai gravement la relation médecin-malade », la jusqu'à présent, comme le principal médicament du sida? L'AZT fait, depuis peu, l'objet d'une série d'informations scientifiques susceptibles de remettre en cause son efficacité. Cette controverse est d'autant « à des informations qui penvent prendre

franco-britannique concernant deux mille personnes séropositives vient ainsi d'être lancé. Pour tenter de mettre un terme plus importante que l'on envisage de traiter des allures de rumeurs à cause d'une réten-

gravement la relation médecin-malade », la filiale française de la multinationale pharmaceutique Wellcome, fabricant de l'AZT, a diffusé un communiqué qui reproduit l'essentiel d'un article scientifique qui ne sera publié que le 31 mars par la revue américaine Science (1).

médicale et scientifique et les néces-sités de la recherche thérapeutique. Comment, face à une épidémie aussi grave, faire état, le plus fidèlement possible, des progrès ou des échecs de la recherche, sans susciter les espoirs ou les craintes les plus irrationnels chez les malades, les personnes contaminées on lears proches?

Pour l'ensemble des chercheurs et des médecins spécialisés, l'AZT consti-tue, non pas la panacée, mais une médication qui présente certains avantages, grâce notamment à sa propriété d'entraver la multiplication du virus dans les formes graves de la maladie. Cette substance ne permet pas de guérir du sida, mais - sans que l'on sache véritablement pourquoi – d'en prévenir l'évolution ou d'en retarder les conséquences ultimes.

L'essai « Concerde 1 »

C'est à partir de ces données qu'une étude a récemment été lancée en France et en Grande-Bretagne, afint d'étudier l'efficacité de l'AZI chez les séropositifs apparemment bien por-tants Baptisée « Concorde I », et dirigée conjointement par l'Institut national français de la santé et de la recherche médicale et le Medical virus du sida. Ces informations sont transitoire de l'AZT chez les malades,

Cette affaire de l'AZT montre une état de santé durant trois ans. Deux à une baisse possible de l'efficacité de nisme humain au médicament ? Chanouvelle fois l'extrême difficulté qu'il groupes seront constitués : l'un recevra peut y avoir, à propos du sida, à concilier les impératifs de l'information jour), l'autre un produit a priori phamacologiquement inactif (ou produit placebo). Ni le médecin, ni les malades ne sauront de quelle substance il s'agit (essai clinique comparatif ca double

> L'objectif est d'évaluer si l'utili-sation de l'AZT chez les séropositfs bien portants diminue le risque d'évolution vers les formes graves de la maladie et ne comporte pas de risques incompatibles avec son utilisation prolongée », expliquent les responsables de l'essai « Concorde I ». Trenne-quatre centres français participent à cette étude. Un comité indépendant, composé de six personnalités scientifi-ques, pourra décider de l'arrêter ou le modifier en fonction des résultats intermédiaires et des informations scientifiques nouvelles. L'AZT est fourni gracieusement par la firme Wellcome. Ce médicament fait d'ailleurs l'objet en France d'un système particulier de distribution, interdisant a priori tout risque de prescriptions non

C'est dans ce contente qu'ont été publiés il y a quelques jours - dans la presse économique américaine notam-ment - une série d'informations scientifiques, remettant en cause l'efficacité de l'AZT face à certaines souches de Research Council britannique, elle vise à inclure deux mille personnes volontaires séropositives et à surveiller leur facture deux mille personnes volontaires séropositives et à surveiller leur facture deux mille personnes volontaires séropositives et à surveiller leur facture deux mille personnes volontaires séropositives et à surveiller leur facture de l'AZI chez les manades, soulève une série de questions difficiles. S'agit-il de souches résistantes à l'AZI? Une adaptation de l'organisation de l'organisation

l'AZT, après une période plus ou moins longue de traitement du malade. L'autre – signé des docteurs G. Darby et B. Larder et qui sera l'objet d'une prochaine publication dans la revue Science – expose la mise au point d'un nouveau modèle expérimental d'étude in vitro de l'efficacité des médicaments anti-sida. Il conclut à l'existence de souches virales peu sensibles à l'AZT. La firme Wellcome, qui est à l'origine de ce dernier travail, prend garde de préciser qu'il n'existe, en l'état actuel des données, aucune corrélation entre les résultats obtems in vitro et les observations cliniques faites par les

Plusieurs types de virus

« Des malades qui avaient des virus classés peu sensibles à l'AZT in vitro ont eu une évolution clinique meilleure que d'autres patients, qui, d'après les résultats de laboratoire, étalent censés evoir un virus plus sensible à l'AZT », explique notamment M. Jean-Pierre Mangeot, PDG de la société Wellcome-France. « Ce décalage entre les paramètres biologiques et l'état clinique n'est pas nouveau, pas plus que l'existence de souches virales moins sensibles que d'autres à l'AZT, » nous a expliqué le professeur Luc Monta-guier (Institut Pasteur de Paris).

Ces éléments, tout comme l'effet

que personne, affectée par le virus du sida, est très rapidement contaminée par plusieurs types de virus. Ce phénomène constitue une forme de leurre et complique notamment la démarche thérapeutique.

En théorie - et sauf à imaginer une action médicamenteuse dans les instants qui suivent l'infection par le virus, - l'AZT ne peut, à lui seul, éradiquer le virus du sida dans un organisme contaminé. L'essai franco-britannique étudiant les effets de l'AZT chez les séropositifs volontaires est donc indispensable pour établir la meilleure démarche thérapeutique à adopter à l'égard de ces personnes.

Enfin, contrairement à certaines analyses, les toutes récentes informations mettant en cause l'efficacité de l'AZT n'ont pas, selon les principaux sés, eu d'effers économiques négatifs – comme, inversement, avaient pu avoir les annonces très médiatisées de sa relative efficacité. « [] y a eu des variations à la baisse et à la hausse des actions Wellcome, précise M. Mangeot, mais qui tradui-saient plus les variations de la Bourse de Londres que l'impact des informations concernant notre produit. »

(1) Wellcome-France fait valoir qu'elle ne respecte pas l'embargo du 31 mars de la revue Science, collect ne lui syant pas fait demande du président Reagan, après parvenir l'article avec autorisation de diffusion « pour des raisons évidentes de décalage horaire et de week-end pascal. »

FAITS DIVERS

L'incendie de Belfort

Un ami de Xavier Curtet inculpé et écroué

Un jeune homme, ami de Xavier voir leur permettant d'intervenir Curtet, l'auteur présumé de l'incendans les immeubles anciens ne recedie de l'immeuble « Europe » qui avait provoqué la mort de quinze localaires et blessé dix autres per-Belfort ajoute : « Il conviendrait pour éviter la répétition de drames sonnes le 8 mars à Belfort (le Monde daté du 10 mars), a été inculpé à son tour et écroué à la maiplus contraignante donne aux élus la possibilité de mieux assurer la son d'arrêt de Besançon (Doubs), at-on appris samedi soir 25 mars. protection de leurs concitoyens. »

Ce jeune homme, dont l'identité n'a pas été révélée, un certain Thierry, âgé de vingt-deux ans, et surnommé « la Gazelle » dans les milieux homosexuels de Belfort, a été dénoncé par Xavier Curtet. Ce dernier, incarcéré depuis son arrestation à la maison d'arrêt de Dijon. a affirmé, jeudi dernier au cours d'une audition, à M= Nathalie Poux, juge d'instruction, que, contrairement à ce qu'il avait affirmé pendant deux semaines, il n'avait pas agi seul dans la nuit du 7 au 8 mars, mais en compagnie du prénommé Thierry et, semble-t-il, d'un troisième garçon.

Le jeune Thierry, qui nie toute participation à l'incendie criminel, a cependant été inculpé par Mª Poux de non-assistance à personne en danger, non-dénonciation de crime et de complicité d'incendie volontaire et écroué à la maison d'arrêt de Besan-

En marge de cette affaire, M. Jean-Pierre Chevenement, maire de Belfort et ministre de la défense, a adressé une lettre à M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, pour demander la mise à l'étude - d'une législation plus contraignante » permettant aux maires - de mieux assurer la protection de leurs concitoyens - vivant dans des immeubles - Les premiers éléments

recueillis par les spécialistes, indique M. Chevènement, conduisent à s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les conditions de sécurité dans l'habitat ancien, qu'il s'agisse de dispositions de protection contre l'incendie ou de moyens d'évacuation ». Constatant que « dans l'état actuel de notre droit, les maires n'ont aucun pou-

gnan. Ces deux artisans, appartenant au Comité de défense des commerçents et artisans (CDCA), auraient sonnes à la mise à sac, mercredi. du domicile d'un huissier de justice volée après en avoir menacé les biterrois, chargé par le tribunal de cette ville de procéder, avec plusieurs de ses confrères, au recouvrevoi à main armée, et Alain Lacote, ment de cotisations d'assurancellesse, que les militants du CDCA ont profité de la promenade pour refusent de payer.

dation volontaire de biens d'autrui, et juge d'instruction parisien Michel écroués, samedi 25 mars, à Perpi-Legrand.

REPÈRES

Tests autorisés aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la Cour suprâme a approuvé, mardi 21 mars, l'utilisation sur les lieux de travail des tests de dépistage anti-drogue chez plusieurs catégories de personnels du secteur public. Ces tasts pourront désormais être imposés aux employés des chemins de fer impli-qués dans un accident et aux doueniers chargés de la répression du trafic des stupéfiants. Ces mesures, qui ne concernent qu'une partie du secentreprises privées à les appliquer également. — (AFP.)

La NASA va changer d'administrateur

L'administrateur de la NASA,

M. James Fletcher, soixanta-neuf ans, a remis, mardi 21 mars, sa démission au président George Bush. Cette décision, annoncée de longue data, intervient quelques jours seulement après le nouveau succès enregistré par la navette sostiale Discovery. On ignore encore le nom de son successeur. M. Fletcher avait dirigé la NASA entre 1971 et 1977 et était revenu à la tête de l'agence spatiale américaine en mai 1986 à la

Sciences

Polémique sur la sécurité des centrales nucléaires

aux Etats-Unis

« Nous alions probablement être aussi vulnérables à un accident du type Three Mile Island (TMI) au vingt et unième siècle que nous l'étions en 1979 », a déclaré le représentant démocrate du Massachusetts Edward Markey, en commentant des documents de la Commission de régulation nucléaire (NRC) sur l'application des normes de sécurité dans les centrales. Selon lui, seulement 24 des 112 réacteurs commerciaux autorisés ont reçu les 149 modifica-tions détaillées dans le plan d'action Three Mile Island public après l'accident de 1979 qui avait provoqué d'importantes émanations radiosctives dans l'atmosphère. Dans 54 des 88 réacteurs fautifs, les modifications devraient être terminées avant la fin de l'année, mais les autres ne le seront qu'au cours de la prochaine décennie.

Les responsables de la NRC affirment que les réacteurs américains répondent à 97,5 % aux normes fixées après l'accident de Three Mile

Atmosphère Ferrari

Pour sa première course avec Ferrari, le Britannique Nigel Mansell a gagné, dimanche 26 mars à Rio-de-Janeiro, le Grand Prix du Brésil, première manche du championnat du monde de formule 1 automobile. Cette épreuve, qui voyait l'abandon des turbos et le retour des moteurs atmosphériques, a été l'une des plus disputées de ces dernières années. Alain Prost (McLaren-Honda), deuxième, le Brésilien Mauricio Gugelmin (March-Judd), troisième, et le Britannique Johnny Herbert (Benetton-Ford), quatrième, out terminé à moins de 11 secondes.

RIO-DE-JANEIRO de notre envoyé spécial

Alain Prost n'est plus le « roi de Rio - Après cinq victoires (1982, 1984, 1985, 1987 et 1988) sur le circuit carioca, le champion des années turbo a été la première victime de la révolution provoquée par le retour aux moteurs atmosphériques. Avant de s'incliner, le pilote français a pourtant disputé l'une des plus belles courses de sa carrière.

Privé d'embrayage peu après un premier arrêt à son stand pour changer ses pneus, il n'a pu par la suite renouveler cette opération et a dû contenir en fin de course, avec des pneus très dégradés, les assauts de deux jeunes loups de la formule 1 : le Brésilien Mauricio Gugelmin (vingt-cinq ans) et le néophyte bri-tannique Johnny Herbert (vingtquatre aus), qui n'avait plus piloté en compétition depuis son grave accident de formule 3000, l'été der-

Principal bénéficiaire de cet incident technique, le Britannique Nigel Mansell a concrétisé le redresse-ment de la «Scuderia» en pleine réorganisation depuis la disparition la saison dernière de son fondateur. Recruté par Enzo Ferrari en 1987, l'ingénieur John Barnard, père des premières McLaren d'Alain Prost et premières McLaren d'Alam Prost et de Niki Lauda, a conçu dans ses ateliers de Guildford une monoplace très novatrice tant au niveau des sus-pensions que du châssis et de la boîte à sept vitesses à commande électro-magnétique. Pour changer de rapport, les pilotes n'ont plus à manier un levier de vitesses mais à appuyer sur un bouton situé sur le

Confrontés à des problèmes de fiabilité de ce système durant les séances de qualification de Rio-dele prochain Grand Prix de Saint-

CARNET

- Le président et les niembres de la société archéologique de Montpellier ont le regret de faire part du décès de

Jean COMBES

Les obsèques ont en lieu à Montpel-lier le 24 mars 1989.

Anniversaires

- Le 26 mars 1979

Marc BOURDARIAT

Dix ans après, tons ceux qui l'ont

Communications diverses

- L'Institut franco-ibérique de la nication, créé récemment par la chambre de commerce de Bayonne, organise dans cette ville, les 21 et 22 avril, un colloque européan consacré aux stratégies et aux techniques de conmunication des entreprises et à lears lieus avec le management sous le titre : « Manager et/ou communiquer ». Des dirigeants d'entreprises espagnoles et françaises, des directeurs de communi-cation et des universitaires confronteront leurs témoignages et leurs analyses sur ce sujet. Alain Minc, vice-président de CERUS, ouvrira les travaux le vendredi 21 avril au matin ; Ricardo Petrella directeur du programme FAST à la Commission des Communautés européennes, en tirera les conclusions. L'équipe « Modes de vie, communication, développement » du CNRS et l'Agence Aquitaine nouvelle communication, qui out moné pendant deux ans, sous la direction de M. Anno-Marie Laulan, un séminaire sur « L'entreprise

saisie par la communication - (1) ainsi que l'UNESCO et *le Monde* participant à ce colloque de Bayonne. * Renseignements cofloque, Chambre de commerce de Bayonne, (16) 59-25-75-75 poste 447 et CNRS-IRESCO, Paris. Tél.: 40-25-11-90.

(1) Le compte-rendu de ce séminaire est disponible au CNRS-MCD, 59, rec Pouchet, 75017 Paris, Tél. 40-25-10-25, 120 F

Marin, disputé à Imola, à quelques la belle résistance d'Alain Prost en kilomètres de l'usine de Fiorano, course laissent toutefois penser que les deux coéquipiers des McLarenla tête de la « Scuderia » de Cesare Fiorio, ex-directeur sportif de Lan-cia, maintes fois couronné en cham-pionnat du monde des rallyes, correspond bien au renouveau tant

Accrochage

Après cette course folle, marquée Après cette course ione, marquee par l'accrochage dès le premier virage du Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda), du Belge Thierry Boutsen (Williams-Renault) et de l'Antrichien Gerhard . conquis l'an dernier a, semble-t-il,

Honda seront encore les hommes à battre cette année. La grogne mani-festée en fin de saison dernière par le pilote français, qui soupçonnait ouvertement le Brésilien d'avoir disparu. « Ça va mieux mainte-nant », indique-t-il, pour clore ce chapitre qui l'a beaucoup plus préoccupé qu'il veut bien le

Objet de son obsession depuis ses débuts en formule 1, le titre mondial

Bon retour de Renault

régie Renault, qui revenait en formule 1 à Rio-de-Janeiro comme motoriste de l'écurie britannique de Frank Williams, a effectué des débuts jugés pronetteurs par ses responsables.

Devancé seulement par Ayrton Senna pour la pole-position, l'Italien Ricardo Patrese, qui a battu avec 177 grands prix dis-putés le record partagé par Graham Hill et Jecques Laffite, a occupé la première place du premier au septièrne tour, puis

Berger (Ferrari), puis par six chan-gements à la tête de la course, occupée à tour de rôle par Ricardo Patrese (Williams-Renault), Nigel Mansell et Alain Prost, il est bien difficile de dégager une hiérarchie en ce début de saison où la plupart des écuries ont dû changer de moteur et modifier profondément leurs châssis.

bénéficié d'un régime de saveur de la part des motoristes de Honda, a

Après deux années du vingtième au vingt-troisième, d'absence de la compétition, la il a abandonné (incident sur la Il a abandonné (incident sur la poulie d'alternateur) à dix tours de l'arrivée, alors qu'il vensit de

doubler Gugelmin pour la troi-sième place après avoir battu le

record du tour. Le Belge Thierry Boutsen. qualifié en quatrième position, a dû abandonner dès le quatrième tour. Son moteur a sans doute été détérioré par un débris lors de l'accrochage du premier virage avec Ayrton Senna et Gerhard Berger.

transormé Ayrton Senna. «Il est beaucoup plus décontracté et épa-noui », reconnaît le Français. Alors que les préparatifs du Grand Prix du Brésil 1988 avaient donné lieu à une polémique d'un goût douteux avec Nelson Piquet sur sa vie sentimentale, Ayrton Senna n'a cette fois rien caché d'une complicité amoureuse avec Xuxa - de son vrai nom Maria La domination d'Ayrton Senna Das Granas Meueghel, - une des lors des séances de qualification et grandes vedettes de la chaîne de

BOXE: championnat du monde des lourds-légers

télévision Globo, où elle anime des émissions pour adol

Une autre complicité, profession-nelle cette fois, l'a semble-t-il rap-proché, du moins dans les stands, d'Alain Prost. Au lieu d'épier son coéquipier du coin de l'œil. Ayrton Senna est souvent venu échanger ses impressions avec lui. Il est vrai que les deux hommes n'out pas manqué de sujets de discussions.

Transmission

Le nouveau moteur atmosphérique Honda à dix cylindres ne les préoccupait pas. « Il a une bonne puissance et est déjà très flable », estime Alain Prost. Mais, contrairement au châssis 1988, qui s'était révélé d'emblée exceptionnel, la McLaren 1989 avait suscité quelques inquiétudes depuis ses premiers tours de roues, le 17 mars à Rio-de-

La voiture engagée au Grand Prix du Brésil n'était certes pas la version définitive conçue par l'ingénieur Neil Oatley. La boîte transversale à six vitesses n'ayant pas été jugée sufsisamment siable lors de ses essais à Monza, la coque avait dû être rallongée à l'arrière pour abriter l'ancienne boîte longitudinale.

« Je ne reconnais pas une vraie McLaren », disait Ayrton Senna après les deux premiers jours d'essais intensifs à Rio-de-Janeiro. Mai équilibrée, la nouvelle mono-place dégradait prématurément ses pneus. Si le Brésilien avait pu ravir pole position à Ricardo Patrese, Alain Prost, condamné à partir en troisième ligne, avait du attendre le tour de chauffe (warm-up) pour retrouver des bonnes seusations. Le potentiel de la voiture, à peine dévoilé à Rio, a toutefois permis de lever quelques doutes sur sa compétitivité future.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL: championnat de France

La grande vadrouille de Tomislav Ivic

medi 25 mars à Saint-Etienne le Paris-SG occupe toujours in première place du champ de France de Football de première division avec deux points d'avance sur Sochaux et l'Olym-pique de Marseille, qui compte un match de retard contre Nantes. A la base du succès d'une équipe parisienne, au bord de la relégation la saison dernière, un entraîment yougoslave, Tomislav Ivic. qui est un globe-

Tomislav Ivic aurait pu s'appeler Louis de Funès. A le voir gesticuler sur son banc de touche, la ressem-blance s'impose. L'entraîneur du Paris SG paraît fait au même moule, celui qui façonne de petits bonshommes tout ea nerfs et en gueule. De ces personnages survoltés qui parlent avec les mains et feignent la crise cardiaque à chaque émotion. De ces êtres rusés, aux rides rassurantes, qui jouent du sou-rire ou de la grimace, du pardon ou du reproche, tour à tour papi au grand cœur et patriarche domina-

Tomislav Ivic, cinquante-cinq ans, Yougoslave d'origine, entraf-neur de profession et meneur d'hommes par vocation, est bien de cette race-là. Pourtant, lorsqu'il débarque un jour de juin 1988 au terrain d'entraînement du club, à Saint-Germain-en-Laye, et s'installe dans l'ancien bureau de Gérard Houllier, les joueurs savent peu de chose de lui. Si ce n'est qu'il s'honore d'un palmarès exceptionnel et traîne une réputation de baroudeur des terrains de football, d'entraîneur mercenaire courant le cachet à travers l'Europe, du Portu-gal (Porto) aux-Pays-Bas (Ajax d'Amsterdam), de l'Italie (Avel-lino) à la Belgique (Anderlecht), de la Yougoslavie (Split) à la Grèce (Panathinaikos).

Un talent **de polyglotte**

De ces escales successives Ivic a tiré une connaissance approfondie de la nature humaine, une grande maîtrise des choses du football et un certain talent de polyglotte. C'est d'ailleurs cette prédisposition pour les langues qui frappe d'abord chez l'entraîneur parisien. Cet homme-là devance le marché unique : il parle l'Europea! Un fond de franças, un reste d'est des d'êtes. zeste d'anglais, une home dose d'italien et deux doigts de portugais pour le plus savoureux des cochtails lin-guistiques. Un mélange à peu près comprébensible que les joueurs ont fini par déchiffrer comme en témoi-gne l'international Daniel Xuereb: « Au début, on a bien rigolé, on ne comprenais pas grand-chose. Puis, nous nous sommes habitués. Cela fait partie du personnage. Mais je serais incapable de vous dire s'il

nous tutole ou nous vouvole. » La solution est sans doute à michemin entre le «tu» et le «vous». Et Tomislav Ivic ne voudrait surtout pas qu'il en soit autrement. Question de principe : « D'un côté, je nie sens très près de mes joueurs. Ce sont mes enfants, je les protège... Mais, de l'autre, je ne veux pas être trop

Malgré un match nul (0-0) les côtoyer sur le gazon, lors d'inten-unedi 25 mars à Saint-Etienne, sives séances de travail qui tourneut souvent au «one man show». Cas-quette vissée sur le crâne, il donne de la voix et du sifflet tel un gendarme de Saint-Tropez à un carre-four en plein mois d'août. « Tant qu'un exercice ne lui donne pas satisfaction, il nous le fait répéter ».

> Ce bachotage sportif aboutit au «style Ivic». Ultra-défensif et guère spectaculaire, il vaut au club de la spectaculaire, il vaut au cuan de la capitale une place en tête du championnai de France, place inespérée pour une équipe qui a frôlé la relégation l'an dernier. Il lui vaut aussi un flot continu de critiques depuis le début de la saison. L'accusé feint l'indifférence et plaide non coupabie, même lorsque certains joueurs montrent également des signes de lassitude, comme ce fut le cas en février : « Avec l'effectif dont je dis-pose, je ne pouvais faire autrement. Je cherche à tirer 100 % de chacun en fonction de ses qualités. Ceux qui réclament un autre style se trompent. Les résultats sont là! »

> Tomislav Ivic tel qu'en lui-même, ouvert au dialogue mais autoritaire, pragmatique et perfectionniste. « Je n'ai jamais connu quelqu'un d'aussi

Semaine décisive pour le Matra Racing

Les joueurs du Matra Racing de Paris pourraient être fixés sur leur avenir dans les prochains jours. Victorieux de Cannes samedi 25 mars au Parc des Princes (1-0) en championnat, ils joueront mercredi 29 mars contre Rennes (seconde division) en Coupe de France, mais ils semblent bien mal partis pour se qualifier après leur défaite du match aller (0-1). Une élimination pourrait ame-ner le groupe Matra à officialiser

plus tôt que prévu son retrait du saison, suite aux échecs successifs d'une équipe pourtant richement dotée (budget annuel annoncé par le club : 80 millions de francs). De sources proches du groupe dirigé par M. Jesn-Luc Lagardère, on confirme l'imminence d'une telle annonce, mais les modelités de ce retrait (abandon pur et simple du football ou reprise par de floues.

gagneur que lui », avone le défener central Jean-Marc Pilorget. Discours de circonstance d'un joueur respectueux de la hiérarchie? Pas forcément. Le Yougoslave est bel et bien un redoutable chasseur de succès obnubilé par la victoire. Il ne tient pas en place sur son banc de touche, frappe sans cesse dans un ballon imaginaire et souffre d'insomnie les soirs d'échec. Il refuse souvent de commenter les défaites, se renferme comme une huître devant les journalistes : « La vérité n'est pas toujours bonne à dire, ce serait faire du tort à mon équipe et au footba!!! »

assiot

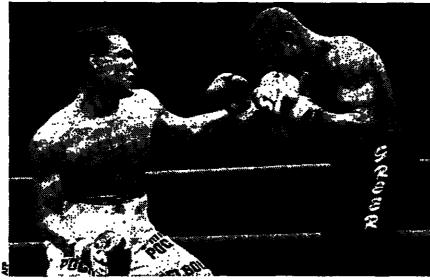
« C'est une encyclopédie! Il sait tout. En constatant sa connaissance du jeu, les joueurs ont été surpris et l'ont tout de suite respecté », précise Victor Barrientos, préparateur physique du club depuis plusieurs années, qui a pourtant assisté nombre d'entraîneurs (Peyroche, Leduc, Coste, Houllier, Mombaerts).

Mais le nom du technicien yougoslave pourrait prochainement s'ajou-ter à cette liste des ex-entraîneurs du PSG. La tradition veut que le bonhomme demeure rarement plus d'une saison au même endroit. Depuis trois mois, on l'annonce en partance pour Rome, Séville ou Anderlecht. « Lorsque j'arrive quelque part — explique-t-il, volontier énigmatique, — je prends ce qu'on me donne et je fais avec pour cette première saison. Mais, ensuite, il faut que l'on accome mes plans. Si faut que l'on accepte mes plans. Si ce n'est pas le cas, je m'en vais . Le président du Paris-SG, Francis Borelli, saura-t-il le convaincre? · Nous sommes toujours dans le flou le plus complet, et cela devient génant . admet le dirigeant pari-sien, qui semble lui aussi avoir parfois du mal à traduire les soupirs et les sourires entendus de son entraîneur : « C'est un homme généreux et chaleureux, mais qui en affaires est loin d'être tombé de la dernière pluie. Nous allons régler cette question avant le début avril, mais je crois savoir qu'il n'en fait pas une affaire d'argent, »

Afin d'anticiper sur la décision de son entraîneur, Francis Borelli multiplie donc les rendez-vous avec d'éventuels successeurs. Ainsi l'entraîneur néerlandais du club belge de Malines, Aad de Mos, devait venir à Paris le 27 mars. Mais seul le mystérieux Ivic sait s'il va ou non reprendre sa grande vadronille à travers l'Europe.

PHILIPPE BROUSSARD.

Belbouli, le troisième



Taoufik Bellouij stoène un direct du gauche à Michael Greer.

Et de trois ! Après René Jacquot (super-weiter, WBC) et Fabrice Bénichou (super-coq, IBF), la France vient de s'offrir un troisième champion du monde de boxe en l'espace d'un mois et demi : Taoufik Belbouii, vingtde s'offrir un troisième champion du monde de boxe en l'espace d'un mois et derni : Taoufik Belbouli, vingt-neuf ans, boxeur français d'origine tunisienne, a conquis le titre des lourds-légers (version WBA) laissé vacant par Évander Holyfield, samedi 25 mars à Casablanca (Maroc), en battant l'Américain Michael Greer par arrêt de l'arbitre à la huttème reprise d'un combat prévu en douze. Belbouli est ainsi devenu le premier Magfirébin

Les résultats

Automobilisme CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

Grand Prix du Brésil 1. Mansell (Ferrari), les 306,891 kilomètres en 1 h 38 min 58 s (moy. 186,034 km/h); Prost (McLaren-Honda); 3. Gugelmin (March-Judd); 4. Herbert (Benetton-Ford); 5. Warwick (Arrows-Ford); (...) 9. Growillard (Ligier-Ford).

Basket-ball

NATIONALE I-A

(trentième journée alles dernier tour resour)	٠,
*Mulhouse b. Avignon *Gravelines b. Antibes Saint-Quentin b. *Lorient	123-121 82- 75
*ASVEL b. Tours Orthez b. *Caen *Cholet b. RCF Paris	
Limoges b. "Monaco "Nantes b. Montpellier Classement. — 1. Limoges,	109- 83
2. Cholet, 54; 3. Orthez, 52.	•

\$1 COMPAND 24 1 21 COMPAND 24	6 4			
	Footbal			
CHAMPIONNAT DE				
(trente et unième fo Saint-Etienne et Paris-SG				
*Montpellier b. Auxerre	1-(
*Sochaux b. Lille				
*Matra Racing b. Cannes .	1-0			
*Nice b. Cam *Toulouse b. Toulon				
*Laval b. Metz	34			
(La rencontre Marseille-	Nantes aura			
See to mondi 4 m	F (1)			

Classement. - 1. Paris-SG, 58 pts; Sochaux et Marseille, 56; 4. Auxerre, 2. Sochaux et Marseille, 56; 4. Auxerre, 54; 5. Monaco, 51; 6. Nantes, 50; 7. Nice, 47; 8. Montpellier, 45; 9. Lille et Cannes, 44; 11. Toulouse et Toulon, 43; 13. Bordeaux et Metz, 41; 15. Saint-Etienne, 38; 16. Matra Racing, 31; 17. Laval et Strasbourg, 29; 19. Caen, 28; 20. Lens, 14.

CHAMPIONNAT DE FRANCE Peale 1

Montferrand h. *Villen.-sur-L. 24- 9 Chassement. — 1. Toulouse et Dax, 29 pts; 3. Agen et Montferrand, 27. Ponie 2 Classement. — 1. Tarbes et Biagnac, 29 pts ; 3. Lourdes, 27.

Poste 3 come b. Granibet 19-18 *Tonion b. Colomiers 55-10
*Brive b. Auriliac 40- 9
*Bergerac b. Mont-do-Marsan 24- 9 sement. - 1. Tonion et Bayonne, Pode 4

ATHLÉTISME : record de l'heure

20,429 km pour Pierre Levisse

Le coureur du Racing Club de France Pierre Levisse a battu, samedi 25 mars, l'un des plus vieux records de France de l'athlé-tisme. Il a parcouru 20,42924 km en une heure. Le précédent record (20,305 km) avait été établi par Lucien Raust en 1973. Seize ans après, sur la piste du stade de La Flèche (Sarthe), Pierre Levisse, trente-sept ans, s'est donc imposé après avoir été longtemps talonné par ses deux principaux rivaux, Bertrand Itsweire et Dominique Chauvelier. Dans le même temps, il a également bettu le record de Frence des 20 kilomètres en 58 min 48 s 9. Le record du monde de la spécialité est de 20,944 km par Jos Harmens en 1976.

CYCLISME: Critérium international

Indurain redouble

Il est rare qu'une échappée victorieuse réunisse exclusivement des leaders, surtout lorsqu'ils sont au nombre de sept. Cet événement a constitué le fait dominant du Critérium international (anciennement national) organisé samedi 25 et dimanche 26 mars dans le Vaucluse, en présence du nouveau président de la FFC, François Alaphilippe.

Fignon, Roche, Indurain, Mottet, LeMond, Bezault et Marc Madiot vainqueur à Apt — syant relégué dès le premier tour le peloton à trois minutes, il devensit évident que la victoire finale se jouerait entre eux. Elle est revenue fort logiquement à Miguel Indurain, l'homme fort du début de saison. Déjà gagnant de Paris-Nice, le coureur espagnol a fait la différence avec ses adversires directs au cours de la troisième et demière étape, courue contre la montre en Avignon, dont il a percouru les 12,5 kilomètres à près de 51 kilomètre-heure de moyenne. Mottet et Roche se sont classés respectivement deuxième et troi-sième. Outre la très brillante confirmation de Miguel Indutain, on retiendra du Critérium international le retour au premier plan de l'Américain Greg LeMond et le révélation d'un néo-pro français auquel on prête un grand avenir : Pascal Lino.

عكذا من الأصل

La grande vadrouille de l'initialar bic

. . .

....

المراجعة والمخر

Carrier Carrier Section 1 Section 1

og (4 × v v −

China Communication

R. 4-. ... -

Market Anna Anna

№ → :

أناء أسأح سرما

Culture

THEATRE

Au Théâtre Renaud-Barrault : « Lorenzaccio », d'Alfred de Musset

Noir de poudre et rouge de sang

Sûr de lui, irrésistible. Francis Huster fait jouer les mirages de Lorenzaccio, le seul grand poème dramatique politique de notre théâtre.

« Je te saignerai !... Au cœur, au cœur !... Il est éventré... Coupons-le par morceaux... J'en al jusqu'au coude! Mordons, mordons, et mangeons! -

Lorenzaccio, perdant presque l'esprit, s'entraîne au meurtre d'Alexandre Médicis. C'est la pleine nuit. Il hurle, pour habituer les voi-sins aux défires d'un fou : quand le vrai carnage aura lieu, ils ne bonge-ront pas. « O jour de sang, jour de mes noces ! orie Lorenzaccio. mes noces! orie Lorenzaccio.
O soleil L. Tu meurs de soif, soleil!
Son sang t'enivrera! O ma vengeance!... Les rives de l'Arno
pleines d'adieux L... >

La scène est sublime, l'une des La scene est sublime, l'une des plus insensées de tout notre théâtre. Les délires, il est vrai, Musset en avait l'habitude. George Sand a raconté les crises de folie, dans la forêt de Fontainebleau, et à Venise aussi : il fallait se mettre à trois pour aussi : il fallait se mettre à trois pour aussi causé de services de services de l'est de l' maîtriser Musset, nu, qui courait en criant de terreur. Et les témoignages d'Adèle Colin, qui veillait sur lui à Paris: « On lui fit prendre un bain. Il devint complètement fou. J'avais fermé toutes les portes de l'appartement... Il était plein de force, ce n'était pas trop de trois personnes, assistées d'une Sœur du Bon Secours... »

Francis Huster présente Lorenzaccio au Théâtre Renaud-Barrault. Il interprête Lorenzaccio, cette figure plus saisissante, plus tênébreuse, que Hamlet et Dom Juan. Lorenzaccio, dans son « manteau de soie bariolé » qui « tratne paresseusement sur le sable fin des promenades », qui dit : « Pas une goutte de poison ne tombe dans mon choco-lat. ». Il n'a que le mot « liberté » à la bouche, il va assassiner le tyran de Florence, il lui a fallu pour cela l'approcher : « Pour gagner sa

Qui est Lorenzaccio? Que cherche-t-il? A quel moment ne triche-t-il pas? Et ne souffre-t-il pas? Et quelle part de hui-même Musset a-t-il mis dans ce «révolutionnaire» mélancolique, courtois mais ne souriant jamais, Musset le républicain, qui, pendant les jour-nées de juin 1848, dans les rangs des

confiance, il fallait baiser sur les la folie, c'est vrai... Menteur lèvres tous les restes de ses orgies. »

Et Lorenzaccio suit que le régicide na changera rien, ne libérera rien.

Alexandre l'est vrai... Menteur surtout l'. Et Lorenzaccio nous explique lui-même à quel point les manceuvres d'approche du due explique lui-même à quel point les manœuvres d'approche du duc Alexandre l'ont détérioré, lui.

Il est magnifique, Huster, il n'est qu'un tremblement de nerfs et d'espérance, et de cynisme machinal, et de vilsine enfance, quand il dit: « Tu me demandes pourquoi je tue Alexandre?Songes-tu que ce meurtre, c'est tout ce qui me reste de ma vertu? », et lorsqu'il annonce



gardes nationaux, tirait sur les des joncuonnaires pres des uns de messieurs les insurgés blessés, qui déchiralent leurs bandages et mor-daient les mains des médecins qui les soignaient. Charmantes prati-

Musset avait-il alors toute sa tête? George Sand dira froide-ment: « Est-ce qu'un homme qui avait traversé deux ou trois fièvres cérébrales et qui vivait d'absinthe et de rhum pouvait avoir sa raison? Non, allez! Il était fou, et méchant

an vieux Strozzi : « Je suis perdu... ouvriers? « Cette mult, il a fallu, à la le peuple ne feront la Charité, raconte Musset, mettre des fonctionnaires près des lits de messieurs les insurgés blessés, qui déchiraient leurs bandages et mordinaire. In la charité, raconte Musset, mettre rien! ». Fébrile, sûr de lui, charmant, paisible, délirant, Huster fait jouer dans un soleil les mirages de déchiraient leurs bandages et mordinaire. une mise en scène simple, comme une parade de campagne, de foire, on songe aux vers de Musset : N'auriez-vous pas construit,

| pour quelque espièglerie,
| pour quelque espièglerie,
| Au fond d'une campagne | ou d'une métairie,
| Un théâtre forain

[sur deux tréteaux planté », et le décor de toile peinte, les pla-tanes en carton, avec la présence si

étrange de ce Paris de 1830 et de 1848 qui semble prendre le relais de Florence, fait penser aux vers :

J'entends des champs hurier, (comme un enfant qu'on tue, Et la lune en croissant découpe,

[dans la rue, Les angles des maisons.

Encore une fois les jeunes specta teurs font chaque soir un triomphe à Francis Huster. On se croirait au Zénith, avec une diva. Il faudrait citer tous les artisans de ce Lorenzaccio, les costumes de Dominique Borg, la musique de Dominique Probst, et, un peu au hasard parmi les dizaines d'acteurs, Monique Mélinand (Marie Soderini), Antoine Duléry (Alexandre), Clo-tilde Courau (Catherine Ginori). Jacques Spiesser (le Cardinal), Laurence Bourdii (la Marquise Cibo), Georges Géret (Philippe Strozzi), tant d'autres...

Incompréhensible Musset, qui signe avec Lorenzaccio le scul grand poème dramatique politique de notre théâtre, d'une richesse d'analyse insondable, et qui, au cours des mêmes nuits, nous raconte George Sand, était pris de convulsions, « voyait comme des fantômes autour de lui, et criait de peur et d'horreur », ce même Musset qui jetait sur le papier, comme des riens, les vers d'une grâce incomparable, « Dans Venise la rouge, / Pas un cheval qui bouge », et « A Saint-Blaise/à la Zuecca,/vous étiez bien aise », et « Il se fit tout à coup le plus profond silence,/Quand Geor-gina Smolen se leva pour chanter...

Mais parfois, sous le même ton de liberté, de facilité, de modestie, presque de fichaise, perce une chose vue, moins farce : Que disait donc cet imbécile

Dans son grand vieux cœur innocent Quand il tombatt à Belleville Noir de poudre et rouge de sang?

Inoubliable Lorenzaccio! Impar donnable, irrésistible Musset!

MICHEL COURNOT.

EXPOSITIONS

Paladino à la galerie Daniel-Templon

Le désir du sacré

Symbolisme, religion, Mimmo Paladino ne craint pas d'affronter les « grands » sujets. Avec bonheur.

Mimmo Paladino n'est pas loin d'être une star de la peinture contemporaine. A peine âgé de quarante ans, il jouit d'une réputation comparable à celles d'un Clemente et de Cucchi. Une exposition de ses œuvres récentes ne pent donc se voir sans méfiance, histoire de ne pas succomber à la mode du mon Les peintures sont monumentales, comme l'exige le goût actuel, et l'artiste y a joint deux bronzes, afin, peut-on penser, de démontrer sa virtuosité.

Virtuosité peu contestable : le savoir-faire apparaît dans chacun des tableaux, qui combinent toutes sortes de matériaux, bois, toile, métal et même pain. En peignant, en gravant, en collant, en créant des reliefs et des profondeurs, Paladino additionne les trouvailles et pousse le mélange des techniques jusqu'à l'extrême. On devine le risque : que cette adresse reste pur maniérisme, que les œuvres ne soient que d'excellentes et spectaculaires décorations modernes. Quelque chose en somme comme du Schnabel italianisé, archaïsant et quelquefois expres-sionniste, cocktail de citations et de souvenirs.

Or, même s'il s'en faut parfois d'assez peu, Paladino est mieux qu'un rhèteur, mieux qu'un ouvrier merveilleux et futile. Est-ce parce qu'il peint moins que la plupart de ses confrères, est-ce parce qu'il n'a pas troqué son Italie natale contre un atelier de Soho? Ses œuvres récentes, de moins en moins chatoyantes, de plus en plus construites. ont une puissance convaincante.
Intitulées « portes », Porte d'Occident, Porte du Carnaval, elles imposent leur symbolique. Les figures et les signes qui les composent ont de la cohérence et du sens. Elles existent réellement, pesantes, intri-gantes, et ne se réduisent pas à une apparence flatteuse.

Telle, noire, comme brûlée, sorte de crucifixion nocturne, se hausse jusqu'à une émotion qui n'est pas de simple convention. Telle sculpture, chariot chargé de têtes et de crânes, rappelle le carroccio allégorique des cités médiévales, palladium emblématique que l'on amenait jusque sur le champ de bataille et qu'il fallait désendre jusqu'au dernier soldat, saute de quoi le déshonneur était

Il ne déplait pas à Paladino de se référer de la sorte à un passé lointain et d'opposer ce cuite des coutumes à la légèreté contemporaine. On ne saurait lui en faire grief ni lui reprocher de préférer la gravité à la séduction. Il croit que l'art peut encore être sacré. Devant ses derivers de la section de l'art peut encore être sacré. Devant ses derivers de la section de l'art peut encore être sacré. Devant ses derivers de la content de mères œuvres, on est tout prêt à lui donner raison.

PHILIPPE DAGEN. ★ Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, jusqu'au 29 avril.

• Une œuvre disparue de Wat-Watteau perdue depuis la fin du dix-huitième siècle, vient peut-être de refaire surface. Celle-ci, peinte sur un panneau de bois de 25 cm sur 30 cm, a été saisie par la polica. Elle repré-sente une jeune femme embrassée par surprise. Dernère elle, dissimulé dans un buisson, un joueur de guitare observe la soène. Ce tableau correspondrait à una œuvre du peintre, la Surprise, que l'on connaît par une gra-vure datée de 1731. Au dos figure une ligne de fleurs de lys et une éti-quette portant l'inscription « Athanan Louis Clément de Ris », nom d'un conservateur du musée de Versailles de la seconde moitié du siècle demier. Cette œuvre lui appartenait-elle, faisait-elle partie des collections du musée ? On ne connaît pas, non plus, l'identité du propriétaire du tableau. Celui-ci était entre les mains de receleurs qui essayaient de le vendre au moment de leur arrestation à Saintes. L'un d'entre eux à affirmé l'avoir acheté à « des voyageurs, pour presque rien ». Si l'authenticité de la Surprise devait se confirmer, sa valeur serait inestimable. Les œuvres d'Antoine Watteau, mort en 1721 à l'âge de trente-sept ans, sont en effet peu nombreuses.

Deux disparitions

Le saxophoniste

Arnett Cobb Le saxophoniste Arnett Cobb est mort vendredi 24 mars à Houston. Il était âgé de sojxante et onze ans.

[Arnett Cobb s'était produit avec les plus grands noms du jazz, de Lionel Hampton à Duke Ellington, avant de d'Aix-les-Bains, lancer son propre orchestre, Arnett Cobb and Mobb. Ce saxophoniste ténor, coo and moo. Ce saxonnomer renor, né à Houston, était resté attaché au jazz traditionnel. Depuis 1956, il était handicapé à la suite d'un accident de voiture et se produisait sur scène avec des béquilles. Le succès de Cobb avait décliné dans les années 50. Il devait par la suite connaître un regain de popula-rité, notamment en Europe et au Japon.]

Le danseur Maris Liepa

Le danseur étoile soviétique Maris Liepa est mort le dimanche 26 mars d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-deux ans.

[Né à Riga, en Lettonie, Maris Liepa avait étudié le danse dans sa ville matale avait étudié le danse dans sa ville natale avant de s'installer à Moscon et d'entrer an Théâtre musical fondé par le célèbre metteur en scène Stanislavsky. Il s'était illustré au Bolchoï, avec son interprétation du rôle de Crassus dans Spartacus, le ballet de Khatchaturian. Ce danseur, qui hénéficiait du fait de son origine balte d'un statut particulier, avait annoncé l'amée dernière qu'il comptait convrir sa propre école de danse. ouvrir sa propre école de danse.]

e Fin de la grève du Ballet de l'Opéra de Paris. — Le Ballet de l'Opéra de Paris a décidé, samedi 25 mars dans l'après-midi, de reprendre le cours normal des repré-sentations de sa nouvelle production de la Belle au bois dormant au Palais

Une assemblée générale des danseurs a décidé la suspension de la grève après avoir examiné les résultats des discussions entre ses délégués et la direction générale de la musique et de la danse. Les activités de l'Opéra étaient perturbées depuis huit jours par des mouvements de

grève. Les danseurs étaient hostiles au projet de loi réglamentant l'enseignement de la danse dans le secteur privé. Ce projet doit être présenté au Sénat le 12 avril.

Le Syndicat national des artistes musiciens - section danse -(SNAM-CGT) a accepté la modalité d'un décret d'application de la loi prévoyant pour tous les « danseurs professionnels > une ∢ formation pédagogique ». Cette formation leur permettrait d'enseigner sans contre-

MUSIQUES

Aux Pâques musicales d'Aix-les-Bains

La Passion selon Schütz et Bach

Les Pâques musicales qui relient les musiques sacrées anciennes

à leur temps liturgique, se consacrent cette année à Bach

et à ses prédécesseurs allemands.

Le soir du vendredi saint, nous nous trouvions dans le prieuré du Bourget-du-Lac, une église très restaurée, mais toute emplie encore d'un parfum médiéval, avec ses larges voûtes et leurs personnages en cul-de-lampe, et surtout la cohorte des saints évangéliques joués par les statues bourguignonnes sculptées autour de l'autel.

Cet art naïf et fort renvoyait assez bien à la Passion selon saint Jean et à sa Prophétie d'après le chapitre 53 d'Isale, composées quelque quatre siècles plus tard, en 1631, par Christophe Demantius, mais dans un style polyphomique rigoureux, lui-même abandonné depuis près de cent aus... L'interprétation très sobre de l'ensemble vocal Sagittarius ne per-mettait guère de déceler à première audition les intentions descriptives et symboliques que l'on prête à cet art d'une robuste santé et d'une autorité sans réplique.

Quelle différence avec les Sept Paroles du Christ d'Heinrich Schütz, quinze ans plus tard, médi-tation si majestueuse et simple en même temps, sans effets mélodramatiques, et qui pourtant nous plonge dans l'atmosphère profonde de foi, de tristesse, de remords et d'espérance du fidèle luthérien! Michel Laplénie, l'ensemble Sagittarius et l'ensemble de violes Oriando Gibbons laissaient ici parler leur cœur et s'épanouir leurs

- Un goût de cendre

Les voix diverses qui chantent le rôle de l'évangéliste contribuent à domer une impression d'anonymat du chrétien qui médite; les deux chœurs qui ouvrent et referment l'œuvre indiquent la présence de la calvaire. Et il y a dans les paroles du grandes envolées de ferveur doulou- Et à Paris arrive Christ, dans le caractère extraordinairement pathétique de la ligne vocale, un goût de cendre, un avantgoût de la mort, qui serrent le cœur. comme ce squelette grimaçant d'Oddon de Luyrieux sur la pierre tombale bleutée que l'on côtoie à la sortie du prieuré.

L'Orchestre des pays de Savoie et l'ensemble vocal Heinrich Schütz, dirioés par Jean Estournet, interprétaient samedi les cantates 51 et 56 de Bach (avec la rayonnante Isabelle Poulenard et Michel Brodard), ainsi que l'Offrande musicale dont Jacques Chailiey avait magistrale-ment démonté les rouages historiques et techniques peu auparavant. Mais le décor rougeoyant da Théatre du casino et son acoustique feutrée ne convenaient guère à ces œuvres spirituelles qui auraient mérité une interprétation plus buri-née et mûrie. S'il est judicieux d'associer à ces Pâques baroques les instrumentistes de la région, même un excellent musicien comme Estournet peut difficilement en quelques jours leur inculquer un style et décrypter les transparences secrètes de l'Offrande musicale.

L'opéra «sacré»

Notre-Dame d'Aix, on ne résistait pas à la foi et à l'enthousiasme de Michel Corboz dès le premier double chœur de la Passion selon saint Matthieu, de Bach. Porté aux nues naguère puis délaissé au moment de l'invasion des « baroqueux », Corboz reste un incomparable animateur de chœurs et un peintre à fresques; il donne une magnifique opulence sonore à ce grand « opéra » sacré, ouvre chaque page avec res-pect et mysticisme ; ses chorals brû-lent d'amour, ses foules frappent comme la foudre ; seuls peut-être les accompagnements de certains airs de solistes paraissent-ils un peu didactiques et rigides.

Mais il a renouvelé avec bonheur nombre de ses chanteurs où l'on remarque en particulier aujourd'hui l'évangéliste noble et chevaleresque de Frieder Lang, le magnifique

foule silencieuse et priante sur le contralto de Bernarda Fink aux reuse et son mari. Marcos Fink. un Christ très sobre dont l'émotion fait trembler la voix, Christa Goetze. soprano généreux, etc. Le fameux ensemble vocal et instrumental de Lausanne garde la fraîcheur et l'envoiée de ses lointains débuts, celles d'une assemblée de fidèles qui ne se lassent pas de relire comme actuel le drame de la Passion.

> Le festival de Pâques à Aix-les-Bains se poursuit avec une audition intégrale, sans aucun doute mémorable, du Clavier bien tempéré de Bach par Scott Ross sur les instruments historiques du château du Touvet (ce lundi et vendredi 31 mars) et par deux autres pro-grammes à la fin de la semaine. associant une myriade de petits maîtres allemands à Bach et à Schütz, en particulier lors du concert donné dimanche à l'abbaye de Hautecombe, sous la direction de Michel Daudin qui est l'âme de ce beau festival ardemment soutenu par les autorités locales. L'an prochain sera consacré à la musique sacrée de la péninsule Ibérique avec de très grands interprètes tels que Jordi Savall.

JACQUES LONCHAMPT.

CIRQUE

Aladin-Palace aux Arènes de Lutèce

Un palais baroque

l'Aladin-Palace.

On compte actuellement en France vingt-six entreprises de cir-que disposant chacune d'une capa-cité d'au moins quinze cents places. Elles étaient à peine vingt il y a dix ans. Et parmi elles, beaucoup por-taient un grand nom de la piete taient un grand nom de la piste (Rancy, Amar, Medrano) disparu depuis. Aujourd'hui, une dizaine de cirques traditionnels (Gruss, Boucirques traditionnels (Gruss, Bou-glione, Achille Zavatta) continuent à illustrer une dynastie. Les autres a illustrer une dynastie. Les autres carteprises (Cirque Plume, Cirque Archaos) sont à l'origine des associa-tions transformées il y a deux ans en petites structures d'art et d'essai, contribuant an renouveau, faisant revenir sous le chapiteau un public que l'on crovait perdu.

que l'on croyait perdu. Trois millions de Français sont allés au cirque en 1988. C'est plus qu'il y a dix ans. Et ce renouveau conduit Alexis Gruss et Archaos à entreprendre de petites tournés e entreprendre de petites tournés européennes. Signe des temps, à Madrid, un chapiteau en dur se construit. Et de Zurich nous arrive un palais baroque sous un chapiteau de bois et des parois de miroirs. L'animateur de ce cabaret-cirque est un ancien dessinateur, architecte, pointre, régisseur et acteur de Zurich: Uch Hirzel.

Avec le printemps, le cirque Ueli Hirzel 2 déjà passé six ans dans l'univers du cirque quand il découvre au bout d'une plage hollanise un bâti un étonnant cabaret-cirque : 1920, a servi tour à tour de pavillon pour les Jeux olympiques d'Anvers, de théâtre ambulant, de salle de billard, puis de dancing, et enfin de baraque à saucisses. Avec une équipe légère, Ueli Hirzel remet d'aplomb ce qui est n'est plus qu'une ruine brinquebalante. Autour de la piste restaurée sont déposées des tables de marbre et de petites alcôves où l'on peut sabler le champagne comme déguster la soupe de potiron.

Au printemps de 1985, Ueli Hirzel ouvre Aladin-Palace à Zurich, Suiouvre Aladin-Palace à Zurich. Suivent des tournées à Bâle, Berne, Munich, Berlin et Genève. Hirzel saupoudre le mélange de cirque (sans numéro d'animaux) et de music-hall burlesque d'une grosse pincée de poudre de perlimpinpin. Les vingt-cinq artistes de la troupe sont constamment des hommes-orchestre : le pianiste qui joue Bud Powell et Gershwin fait le clown; le garcon de café an visage keatonien garçon de café au visage keatonien rate les bouchons de champagne, se prend les pieds dans les planches avant de se transformer en l'homme volant, manipulateur de feu et acro-bate au sol; la serveuse empotée chante et danse des claquettes ; le virtuose de la trompette pédale sur un velo en quête du sens de la vie.

CLAUDE FLÉOUTER. * Aux Arènes de Lutèce, à 20 h 30. Tél.: 42-66-34-84.



Spectacles

cinéma

Lundi 27 mars

LES FILMS NOUVEAUX

APPELEZ-MOE JOHNNY 5. Film APPELEZ-MOU JOHNNY S. Film américain de Keuneth Johnson, v.o.: Forum Arc-en-Clel, 1" (42-97-53-74); George V, 8" (45-62-41-46); V.f.: George V, 8" (45-62-41-46); La Nouvelle Mazéville, 9" (47-70-32-86); Puthé Français, 9" (47-70-33-85); Fauvetta, 13" (43-31-56-86); Trois Parnessiens, 14" (43-20-30-19); Convention Saint-Charles, 15" (45-79-33-00).

LES ENFANTS DE L'ORAGE. Film tchèque de Druhomira Kralova, v.f. : Studio 43, 9 (47-70-63-40). JUMEAUX. Film eméricain d'Ivan

IUMEAUX. Film américain d'Ivaa Reitman, v.o.: Forum Horizoo, 1° (45-08-57-57); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); George V, 8° (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-29-92-82); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20); v.I.: Rex, 2° (42-36-83-93); Seint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12° (43-30-159); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Mistral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-66); Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00); Gas-mout Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96). KHANDHAR, Film indien de Mrinal

KHANDHAR, Film indien de Mrinal Sen, v.o.: Rellet Logos II, 5 (43-54-42-34); Sept Parmaniens, 14

54-42-34); Sept Parnamiens, 149 (43-20-32-20).

LES LIAISONS DANGEREUSES.
Film américain de Stephen Frenzs, v.o.: Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Gammont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); UGC Odéca, 6* (42-25-10-30); La Pagode, 7* (47-02-12-15); Gaumont Ambassade, 8* (43-99-04-67); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Encu-

rial, 13* (47-07-28-04): Gaumont nn. 1.5" (47-07-08-04); Gammont Alésia, 14" (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); Bienwente Montparmesse, 15" (45-44-25-02); UGC Maillet, 17" (47-48-06-06); v.f.: Gammont Opéra, 2" (47-42-60-33); Las Nation, 12" (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-1-59): Fanneste Ris. 13" 43-43-01-59); Farrette fis, 13-(43-43-16-74); Miramar, 14- (43-20-99-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 13- (45-22-46-01).

ROMUALD ET JULIETTE. Film UGC Convention, 15° (45-74-93-40); UGC Maillot, 17° (47-48-06-06); Images, 18° (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79).

UNE BLONDE ÉMOUSTIL-TANTE, Film tchèque de Jiri Men-zel, v.o.: Forum Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74); Epéc de Bois, 5st (43-37-57-47); Le Triomphe, 8st (45-62-45-76); La Nouvelle Maxé-ville, 9st (47-70-72-86); Sept Parmas-tions, 1de (43-20-32-70). sieus, 14º (43-20-32-20).

VENT DE GALERNE. Film franco canadien de Bernard Favre: Forum Arc-en-Ciel, 1" (42-97-53-74); Pathé Hautefeuille, 6" (46-33-Pathe Hautetealité, e° (46-33-79-38); Gammont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Montparnos, 14° (43-27-52-37); Convention Szim-Charles, 15° (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01).

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) Relikte.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29) Rimini et le cinéma : Paysage dans le

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES PIERRES. Vincennes. Interns-

(dim., lun.) 21 h (22). DES FRANÇAISES, Sceanx, C.A.C. lea Gémeaux (46-60-05-64) mer., jeu., mar. à 21 h (22).

VIVE LA RÉVOLUTION. Théstre Grévin (42-47-13-09) (hun., mar.) 20 h et 22 h (22). CEUR SIMPLE. Theatre

Combre qui roule (43-26-29-61) (dim. soir) 21 h; dim. 17 h (22); L'EFFET DES RAYONS GAMMA SUR LES MARGUERITES. Ranclagh (42-88-64-44) (dim. soir, lan.) 21 h; dim. 17 h (22).

TITUS ANDRONICUS (speciacio est imagne anginise). Bouffes-du-Nord (42-39-34-50) (dim.) 19 h 30; sam. QUI A TUE BARBOT? Le Batean-Théâtre (4208-68-99) (dim. soir, hun., mar.) 20 h 30 : dim. 16 h (22).

(43-57-42-14) (lun.) 21 h (23).

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV. Rel. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Le Petit ATHÉNIÈE LOUIS MONVET (47-42.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Callas. Rel. lun. Salle Louis Jouvet. O Les Aments ma-gnifiques : rel. lun.

AU COUVENT DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une falie électrique. Rel. lun. CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Le Lavoir. Rel

brunillard (1988, v.o. s.t.f.), de Théo Angelopoulos, 14 h 30; Trois frères (1981, v.o. s.t.f.), de Franceco Rosi, 17 h 30; Cassnova de Fellini (1976, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

ALADIN'S PALACE AUX 1888

SPECTACLE CHARLES CROS.

LA DOUBLE INCONSTANCE. Cachan. Théâtre (46-65-66-12) sum. à 20 h 45 (25).

I.E. SHAGA. Arlemin Thelitre (45-

LA DOUBLE INCONSTANCE. Ruell-Malmaison. Théirre André-Malraux (47-32-24-42) 20 h 45

DE SADE, JULIETTE. Théâtre de

89-43-22) 20 h 30 (28).

92-97) 21 h (28).

Bibliothèque nationale de Paris. Galeris Colbert (47-03-81-26) jen, à 20 h 30 ; van, à 18 h 30 et 21 h ; jeu, 12 h 30 ; sam, 15 h (23).

MIROIRS. Arènes de Lutèce (42-66-34-84) (lum.) 20 h 30; sam., dim. 15 h (23).

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-

L'ART ET LA VIE A MADAGAS-AR. Musée untional des Arts africains et CAR. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.L.j. af mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (dim. : 8 F). Jusqu'an

l'Atalante (47-07-77-75) 20 h 45 (28). OSSIA. Poche-Montpernante (45-48-DIEU ABOIE-T-IL? Gnichet Mont-parmasse (43-27-88-61) 20 h 30

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'IN-DUSTRIE (40-05-70-70), Les Savents et la Révolution, Rel. lm. CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Grand Thélètre. O La Fansse Suivante on le Fourbe pani. Rel. lun. La Resserre. La Chevelure. Rel. lun. D. Zaire ou le Fanastisme relizieux. Rel. kun.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). ♦ 43-41). De Brassens, Brel. hun. 15 h 30. Rel. hun. soir. Hotiday on los : le Tour du monde en 80 jours : hm. 15 h, ven. 20 h 30.

(47-23-37-21). Une femme surs hi Rel. lan. Région parisienne COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

♦ Britannicus : 14 h. Salle Richelleu. ♦ La Cagnotte. ▶ La Folle Journée on le AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Pamilie d'artistes, Rel. Mariage de Figuro : lan. 14 h, dim. 20 h 30. OBEGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Le Monde d'Albert Cohen. Rel. GOETHE-INSTITUT (47-23-61-21). Autorealesung und Werkstattgespräch Lecture-rencontre: 19 h et 21 h.

GENNEVILLIERS (THÊATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Salle L La Forêt. Salle II. Crimes exem-plaires. Rel. Le Tablesz, Rel.

ÉCLISE DES BLANCS-MANTEAUX

(4°) Caméra NOP, 20 h 30, Solistes de l'Orchestre philharmonique de Radio-France. L'Art de la fugue, de Bach. Téléphone location: 42-66-09-99.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE

(5°) Sylvie Pecot-Donatte, Stefan

Rodesco, 18 h 30, clavecin, violon. Exvrea de Vivaldi, Mezart, Corelli. Dans le cadre du VIII^a Festival des instruments anciens.

SAINTE-CHAPELLE (1°) 46-61-55-41). Ensemble d'archets français, 21 h. Dir. Jean-François Gonzales. « Les Quatre Saisons », de Vivaldi, « Suite nº 5 », de

expositions

COMPEDIE CAUMARTIN (47-42-

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

CUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Corps à cour: 18 h 45. Rel. lan.

Adien Agatha : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). Rangieries on Eistoire du tigre et autres histoire: 22 h 15. Rel. lan.

Dien aboie-t-il ?: mar., 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42.46-79-79). L'Ex-ferame de ma vie : 20 h 30. HUCHETTE (43.26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Ls Leçon : 20 h 30. Les Mystères de la Révolution : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Poire

d'empoigne: 21 h. Rel. lun. D. Les Sept Miracles de Jésus: jeu., ven. 18 h. MARAES (42-78-03-53). O Une vie boule-vezée: 18 h 30 (jeu., ven.). Rel. lun., mar. L'Avaro: 20 h 45.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Face cachée d'Orion: 21 la.

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00).
Pour l'amour de Marie Salat : 19 h.

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.L.j. of mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

ERIK GUNNAR ASPLUND. Centre d'information Cci.Entrée libre. Jusqu'au SUR LE PASSAGE DE QUELQUES

PERSONNES. A travers une assez courte unité de temps. Situationnistes 1957-1972. Galeries contemporaises. Entrée : 16 F. Josqu'au 9 avril. JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. rande galerie - 5 étage. Entrée : 30 F.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., van., sam., mar. de 10 h à 18 h. jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE : MALLARMÉ, DEBUSSY, NIJINSKY. Experition domine. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'an 22 mai.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.i. sf mar. de 10 h à 20 h. Forme-ture des caisses tous les jours à 19 h. mer. à 21 h. Noctume mer. jusqu'à 22 h. Eutrée : 35 F. Jusqu'au 24 avril.

Musées

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.; s' huz. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Emrée : 20 F. Jusqu'au 21 grai.

COSTUMES HISTORIQUES COSTUMES HISTORIQUES RUSSES 1706 - 1914. De la collection du musée de l'Esudique de Leniograd. Musée Jacquemars-André, 158, bd Hansamann (42-89-04-91). T.L., af inn. 1 mai de 12 h à 18 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 mai. DE TEMPS EN TEMPS. Photographies de Martine Franck. Palais de Tokyo, 13, av. de Président-Wilson (47-23-36-53). T.L.j. af mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 27 mars. LORIKA KOCH. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.L.j. af lun. et jours fériée de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

VISIONS DU SPORT. Cent and de photographics de sports, sportifs et sup-perters. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wison (47-23-36-53). T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Emrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions).

Centres culturels

AMSTERDAM 'ART. Gerrit Thouses Rietveld (1888 - 1964) quand je m'assecis. Institut néuriandais, 121, rus de Lille (47-05-85-99). T.i.j. sf lnn. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 mai. GASTON CHAISSAC. Fondation

Mone Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.Lj. af dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'az 6 mai.

HERGÉ DESSINATEUR. Bibliothè-que Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fignier (42-78-14-60). T.l.j. af dinn. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'an

CHARLES MATTON. Espace photographique de Paris, Nouvent Forum des Halles, place Carrés - 4 à 8, grande galerio (40-26-87-12). T.l.; sf lun. de 13 h à 18 h, sam, dim. jusqu'à 19 h. Jusqu'au 16 avril. MUNICH 1937 : L'ART DIFFAMÉ, L'ART ACCLAMÉ. Gethe Institut de Paris, 17, av. d'Iéma (47-23-61-21). T.L.j. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Fermé du 1 su

9 avril Entrée libre. Jusqu'an 17 mai. MODES ET RÉVOLUTIONS. L'ém lation de la mode et du costame de 1780 à 1989, Masée de la Mode et du Costame, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1-de-Serbie (47-20-85-23). T.Lj. af lan, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 25 F. Jusqu'as 7 mai.

NAISSANCE DE LA SOUVERAI-NETÉ NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Roban, 37, rue Vieille-du-Temple (42-77-11-30). T.l.; sf lum, de 12 h à 18 h. Entrée: 12 F (dim. 8 F). Jusqu'an 30 avril. PEINTURES CONTEMPORAINES DE CHINE ET DU TIBET : Centes de King Yosechnan et Han Shull Music Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. af dim. de 10 h à

17 h 30, dim. de 14 h à 19 h. Du 28 mars at CLAUDE PERRAULT (1613-1688)
OU LA CURIOSITE D'UN CLASSIQUE Caisse actionale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue SaintAntoine (42-74-22-22). T.l.; af jours étriés
de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'an
16 avril.

QUABANTE ANS D'ÉDITION FRANÇAISE. Heumage à Massiz. Musée-galerie de la Seita. 12, rue Surconf (45-56-60-17). T.i.j. sf dim. et jours fériés de 11 hà 18 h. Jusqu'au I avvil. LE RIRE EST UNE ARME. La cari-

LE RUSE EST UNE ARME. La con-cature française et la Révolution 1789 -1799, Bibliothèque Nationale, galerie Man-sart, S8, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.Lj. de 12 h à 18 h. Eutrée : 20 F. Jusqu'an

«Les petites synagogues du Marais» 15 heures, sortie mêtre Saint-Paul

PARIS MIJSÉPS

«Sculptures : Dubuffet, Fautrier, Gargallo, Laurens...», 14 h 30, 11, ave-nue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

Informations

Au sommaire du nº 3 (mars 1989) du « Monde de la Révolution française »

La Révolution à l'école

Allons enfants, encore un effort : de réforme en projet des efforts il en aura failu aux enfants de la République pour suivra et s'adapter aux systèmes d'éducation que les pédagogues pensaient pour eux. Le 21 mars, le Bicentenaire a eu sa journée des écoles. Le numéro de mars du « Monde de le Révolution » en profite pour ouvrir le dossier du droit à l'instruction, qui commence avec l'expulsion des jésuites de l'enseignement et se termine avec la nouvelle noblesse d'Etat que décrit Pierre Bourdieu.

Le premier vote français

Mars 1789 : la France passe aux voix. Le premier droit de vote français n'est pas encore univerlent sur fond de doléances dont les cahiers, testament réformateur de l'Ancien Régime, seront vite oubliés ; sur fond d'émeutes aussi dans certaines province (pays d'oc et Bretagne). Un homme, l'évêque d'Autun, Charles Maurice de Talleyrand-Périgord, symbolise ce passage de l'ancienne France à la nouvelle : il en sera en effet l'agent

A l'image du futur ministre des affaires étrangères, le clergé se lance dans la politique et l'Eglise assume de plus en plus mal sa mission d'assistance aux pauvres. La famine est là ; les évêques sont menacés. Cet anticléricalisme, de la Révolution n'est pas, rappelle Michel Vovelle, à confondre avec l'athéisme qui demeurera somme toute un chénomène marginal et élitiste. Autre surprise : les protestants, explique Pierre Chaunu, ont payé à la Révolution la même dîme de sang que les catholiques. Signe des temps nouveaux, on apprend à la rubrique mode que le clergé, encore lui, est contraint de changer

d'habits, à la rubrique faits divers

qu'un jeune sauvage, tombé d'un

navire sans doute, intéresse

savants et polygiottes. L'énigme

une fois résolue, l'étrange jeune

violence et la provocation anti-

homme disparaissait des

gazettes...

Côté gazettes, précisément, celles-ci ne voient pas arriver la nobles qui entrent à l'Opéra-Comique derrière Grétry, compositeur aimé de la Révolution.

Gazette encore, l'histoire de celle de Leyde, internationale et de langue française. Jacques Cellard raconte les mots € accapareur » et « affameur » et Jean-Claude Bonnet décrit la gourmandise... ecclésiastique, variable sans doute selon la richesse des cures et sinécures : la disette des curés de campagne va de pair avec les rentes des évêques.

Agenda et débats

Enfant de troupe, le petit Bara ouvre «La gazette du Bicente-naire » dans laquelle Jacques Guilhaumou, Régis Debray et Jorge Amado enrichissent le débat sur le sens de la Révolution et les droits de l'homme.

Pour le Centenzire, le débat était : pour ou contre la tour Eiffel. Feronia enfin, qui a lu tous les livres, s'intéresse ce mois-ci, entre autres choses tant la production est diffuse, au rapport entre les arts et la Révolution.

Diffuses aussi, les manifestations du Bicentenaire recensées dans «L'agenda», pour la pro-vince, Paris et les... écoles : Enfants encore un effort !

★ En vente chez tous les mar-chands de journaux.

EN BREF

Le crédit d'impôt formation. - Pour pouvoir en bénéficier, les entreprises doivent en lever l'aption avant le 2 mai 1989. Agefos-PME lle-de-France organise, avec la participation du centre INFFO et du Syn-cods, une journée d'information sur ce thème, le 30 mars, à la Maison de la chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, de 9 h 30 à 12 h 30 ou de 15 heures à 18 heures. (A 10 h 30, conférence de M. Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle : « L'investissement formation et le crédit d'impôt formation »).

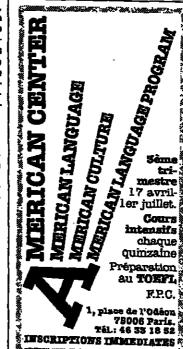
* Renseignements à l'Agefos : (1) 42-94-95-95.

• Un colloque sur la loi de finances. — La Revue française de finances publiques et le club Cambon organiseront avec l'association des magistrats de la Cour des comptes. le 14 avril, un colloque intitulé « La loi organique relative aux lois de finances trente ans après ». Ce colloque, qui se tiendra à la Cour des comptes, sera l'occasion d'une réflexion sur l'importance stratégique du budget de l'Etat dans la vie économique et sur trente années de pratique annuelle de l'ordonnance portant loi organique du 3 janvier 1959.

 Guide des jeunes qui entre-prennent. — Le secrétariet d'Etat à la jeunesse et aux sports vient de publier, à la Documentation fran-çaise, un Guide des jeunes qui entreprennent, conçu et rédigé par M.-C. Pichot-Gomart de l'Agence nationale pour la création d'entreprises. Que ce soit pour un projet à durée limitée ou pour une création d'entreprise, le guide propose un test de la cohérence de l'idée avant d'exposer la démarche méthodique qu'il convient d'adocter.

* En vente à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 67, Tél.: (1) 40-15-70-00 (102 pages, 50 F).

impôts. - Les rémunérations versées aux jeunes sans emploi da cadre des stages de travaux d'utilité publique (TUC) seront exonérées d'impôt sur le revenu, indiquent les services du ministère du budget. Si le revenu du « tuciste » a été intégré dans les revenus de ses parents ou de sa tutelle, les services fiscaux en tiendront compte automatiquement. lors de l'examen informatique de la déclaration. Celle-ci doit préciser le montant de la contribution du « tuciste ». Si la déclaration des parents ne précise pas cette contri-bution, il est conseillé au déclarant de le faire savoir à son centre des impôts (avec les références du dos-sier fiscal) et d'engager une procé-dure de réclamation. La démarche devrait être prise en compte par une rectification indiquant le trop perçu, en principe après réception de l'avis



17 F

LE PALMARES DES PREPAS

Comment s'inscrire dans une prépa. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

ENQUETE

LA NOUVELLE JEUNESSE DES ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES

Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient.

POLITIQUE EDUCATIVE

LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

NUMÉRO DE MARS, 124 PAGES

PARIS EN VISITES

MARDI 28 MARS

«L'Opéra», 13 h 30, hall d'entrée (M. Pohyer). Promenade révolutionnaire au Palais-Royal », 14 h 30, métro Pyra-

« Rodin et Camille Claudei », 14 h 45, entrée Musée Rodin (P.-Y. Jas-- Tombes célèbres du Père-

mides (C.A. Messer).

Lachaise », 14 h 45, boulevard de Ménimontant face rue de la Roquette (V. de Langiade). - Quand Marianne dansait avec

Paris », 15 heures, Petit Palais, dans le hall (Approche de l'art). « Cycle d'acier et de verre : la Biblio thèque nationale », 15 heures, 58, rue de Richelieu (Paris et son histoire). « Hôteis du Marais, place des

Vosges», 14 h 30, 6, place des Vosges (Paris livre d'histoire). «La Sainte-Chapelle et sez vitraux», 14 h 30, 4, boulevard du Palais, devant les grilles (E. Romann).

«Les trésors du Musée Cognacq-Jay», 16 h 20, pavilion des Arts, forum des Halles (G. Cazeri). MONUMENTS HISTORIQUES

«L'Observatoire de Meudon», 14 h 30, entrée (accès par bus depuis la gare de Meudon-Bellevue, par gare Montparmasse, départ 13 h 24). «Un quartier de révolutionnaires : l'Odéon . 15 heures, sortie métro

Odéos, près statue de Dantou.

«Le paysage du dix-septième au ving-tième siècle», 14 h 30, Petit Palais, ave-

CONFÉRENCES 3, rue Rousselet, 10 h 30 : «Bruges, art profane ou art sacré»; 19 heures : « L'Italie et l'Allemagne au dix-huitième siècle» (Arcus).

11, avenue du Président-Wilson (petit anditorium), 14 h 30; «L'abstraction est-elle encore dans le vent de l'histoire?» par M.-O. Briot (Musée

d'art moderne de la Ville de Paris).
Versailles, 7, rue des Réservoirs,
14 h 30 : «Les dernières réunions des
Etans généraux à Versailles et les Paridans notre ville», par A. Gaborit (Office de tourisme).

5, rue de Solferino, 18 h 30 :
« De Gaulle et les crisce », par
M. Couve de Murville (Institut
Charles-de-Gaulle). 11, rue de Lancry, 21 heures : «Auto-santé et responsabilité», par Sarah Mala (La Maison du Solell, tél. : 43-31-

NOUVELLE FORMULE

Le Monde

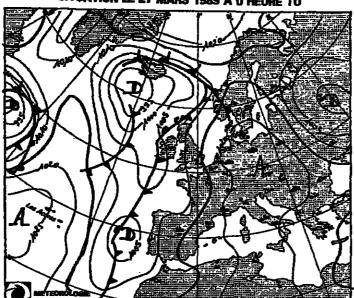
CHAQUE MERCREDI (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

ا حكذا من الأصل

« services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 MARS 1989 A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le heeft 27 mars à 0 heure et le mardi 28 mars à 24 houres.

Entre l'anticyclone des Açores et l'anticyclone d'Europe centrale, la perfurbation qui affectait hundi la façade atlantique va traverser le pays. Le fort contraste entre l'air chaud et l'air froid qui forment cette perturbation fait craindre l'occurrence de violents orages.

Mardi: une perturbation orageme va

craindre l'occurrence de violents orages.

Mardi : une perturbation orageuse va traverser le pays.

La moitié ouest de la France sera, le main, sous les mages; la pluie et les oudées seront orageuses. Le risque existe d'orages localement très violents, avec de violentes rafales de vent de sud. An cours de la journée, pluie et crages vont se déplacer vers l'est. Vers la mijournée, nous les retrouverons en Champagne et en Lorraine, en Bourgogne, sur le Massif Central et toujours sur le Bassin parisien, le Centre, le Poitou-Charrentes, l'Aquitaine et le Midi-Pyrénées. Le soir, les orages séviront dans l'Est : Alsace, Franche-Conté, Rhône-Alpes et toujours sur le Massif Campagne et en toujours sur le Massif Campagne et en Lorraine, en Bourgogne, sur la moitié out, et l'appendit que que avec 12 à 17 degrés de nord au sud. Sur la moitié est, il fera entre 4 et 8 degrés le matin (9 à 12 degrés en Méditerranée), et l'à 20 degrés l'après-midi année), et l'à 20 degrés l'après-midi anne l'Est : Alsace, Franche-Conté.

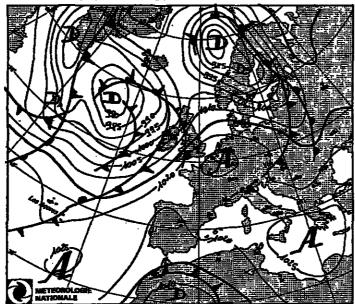
Central, l'est de la Bourgogne et en Lorraine. L'activité orageme sera moins marquée en Languedoc.

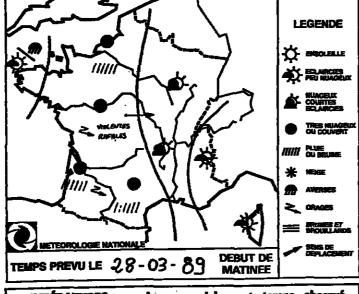
La matinée sera plutôt ensoleillée sur la moitié est de la France, avant l'arrivée de la pluie. Le sud des Alpes, la Provence et la Corse resteront à l'écart du mauvais temps : le soleil y brillera toute la journée.

la journée.

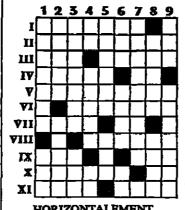
Après l'orage, en Bretagne, de très belles éclaircies so développeront dès la matinée. Le soleil reviendra vers la mijournée en Normandie et Pays de Loire, et l'après-midi dans le Nord et le Bassin parisien, le Centre, le Poitou-Charentes, le Bordelais et les Landes. Le vent tournera alors à l'ouest, il sera assez fort sur les côtes de la Manche où l'on pourra avoir quelques averses.

PRÉVISIONS POUR LE 29 MARS 1989 A 12 HEURES TU





	FRAN	400	:		TOURS		19	9	N	LOS ANGE	LES	16	10	N
			•		TOLLOUSE			11	C	LUXENDO	JRG	14	4	D
MACCO		-	-	=	NONE AP	TEE	29	20	A	KADKED .	,	24	9	N
KARRITZ .		28	17	Ç	_	RA	.~-	ъ.		MARRAEB	Œ	27	14	A
ORDEAUX			11	N						MEXICO.	.,,,,,,,,,,	25	9	B
æs.			6	Ç	ALCER			10	N	MILAN	,	23	7	Ď
18 51			7	Ň	AMSTEKDA			7	N	MONTREA	E	7	1	D
AEN		18 15	'	N	加速器。			19	D	MOSCOU.		5	1	•
T PRINCING		21	í	Ď	BANGEOK			25	N	NARCE .		27	19	A
		19	-3	-	BARCELON		17	7	D	NEW YORK	Z	17	8	D
OGON	6VB	22	9	Ď	ELGLATE		17	1	D	020		Ìì	4	P
ELE		12	6	Ň	HERLIN			0	Ď	PALMA DE			5	N
MOGES.		22	11	N	RITELE		18	.7	D	PEKIN		15	6	N
YON		20	9	Ď	LE CARE .		26	14	D	PRO-DEJAL		34	24	D
MARGE !!		19	ģ	Ď	COMPRESSO		10	4	N	ROME		20	7	В
MANCY		16	í	D	DAKAR		27	18	D	SINGAPOO		31	24	ō
VANTES		19	12	Ñ	DELH		30	21	C	STOCKED		7	-3	č
OCE		17	7	Ď	DESIGNA		17	9	Ď	SYDNEY .		22	15	ì
ARSHO		iŝ	ğ	D	GENÉVE		17	3	D			_	9	P
MJ		26	12	_	ROMERON		17	13	D	TOKYO			_	9
		18	10	C	STANDUL	******	13	6	N	TONES			6	_
ENNES		79	9	N	PERSON		18	6	D	VAISUVE			-2	D
त राष्ट्रक		20	ğ	Ď	LESCONE		19	15	C	VENUE		19	6	Đ
STRASBOU		17	ĺ	D	LONDINES .		17	8	C	YENG.		16	2	D
		-			_			<u> </u>					*	
A			1	•	D	N	•	()	P	T		•	•
~	! -	_			ciel	cit	4	ــ ا		phaie	tempé	أعوا	nci	BC.
276550	ptur	ii)e	~~~	vert	dégagé	nnee		1	80	Henre	ميسي	~ ∣		-



HORIZONTALEMENT

HORIZONTALEMENT

1. Mine de cnivres. — II. Des gens qui perdent régulièrement le sens des réalités. — III. S'écarta d'un but recherché. Peut se montrer fort brillant. — IV. Utile pour donner un coup de pouce. Pronom. — V. Préparer les bagages. — VI. Telle qu'on n'a pas calculé juste. — VII. Nombreux sont ceux qui n'hésitent pas à mettre le nez dessus. Pièce montée. — VIII. Avec mi, on évite d'en faire tout un plat. — IX. Peut être dû à une correction. Connaît de fortes températures. — X. Facile à élever. Tout le monde profitait de lui. — XI. Suscitait des passions. Protection d'échinoderme.

VERTICALEMENT

1. Coule souvent même s'il sait nager, Fabriquée outre-Manche. — 2. Amateur de fruits. Se plie à de nombreuses volontés. — 3. Comparanombreuses volontés. — 3. Comparables à des oies et des bécasses. Mot
de philosophe. — 4. Occupe
d'innombrables pensées. S'occuper
des affaires des autres. Préposition.
— 5. Faire quelque chose qui amène
à moins se faire remarquer. Où l'on
en apprend tous les jours. — 6. A un
tempérament de chef. Un disque
que certains entendent résulière. que certains entendent régulière-ment. Conjonction. - 7. Utile pour mettre fin à un certain vide. -8. Pas très loin de Laval. Grandes surfaces. - 9. Pas toujours facile à dire. N'a pas des idées fixes.

Solution du problème nº 4967

Solution des problème n° 4967

Horizontalement

I. Prométhée. Volet. — II. Légumier, Bovins. — III. Atrée. Résolue.

— IV. Nie. Tribunal. Pt. — V. Ta.
Statue. Névés. — VI. Eider. Iseut.
Are. — VII. Uretère. Sr. Air. —
VIII. Rève. Ara. Intrus. — IX. Se.
Rn. Sonar. Q.I. — X. Ipéca. Dévêtue. — XI. Menu. Hure. Les. —
XII. Abers. Ma. Etna. — XIII. Né.
Btioler. Elée. — XIV. E.N.A. Orne.
Repos. — XV. Retapée. Détecte.

Verticalement Verticalement

1. Planteur. Emaner. —
2. Rétiaires. Ebène. — 3. Ogre.
Déveine. At. — 4. Mue. Sète. Pure.
— 5. Emettre. Ré. Stop. — 6. Ti. Râ.
Ranch. Ire. — 7. Héritier. Aumône.
— 8. Erébus. As. Râle. — 9. Suées.
Ode. — 10. Bon. Urine. Erre. —
11. Volant. Navet. Et. — 12. Ovule.
Atre. Nèpe. — 13. Lie. Vair. Tlaloc.
— 14. En. Perruque. Est. — 15. Tsétsé. Sieste.

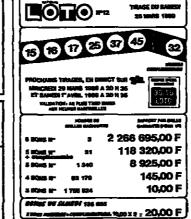
GUY BROUTY.

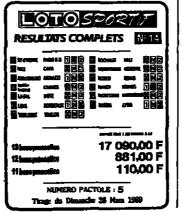
JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 25 mars 1989 :

DES ARRÊTÉS ● Du 13 mars 1989 relatif à la taxe de stockage et à la taxe desti-née au budget annexe des prestations sociales agricoles en matière d'importation et d'exportation de céréales et produits dérivés.

• Du 9 mars 1989 fixant pour 1989 le montant d'acomptes à divers régimes de sécurité sociale.





MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 4968

A 2

20.35 Le grand échiquier. Emission de Jacques Chancel. Invitée: Julia Migenes. Avec l'orchestre de Brano Fontaine, l'Orchestre symptonique d'Europe, dir. Olivier Holt; les ballets Trockadero; Jango Edwards; Jeanine Reiss, pianiste; le groupe Cantabile, quantor classique à cordes; Luca Canonicci, ténor; Miranda Guerisen et Bill Aoyo, danseurs argentins; Rick Odoms, chorégraphe danseur; Daniel Toscan du Plantier. 22.46 Fissh d'auforssations. 22.45 Si la pyramide m'était contée. Emission présentée par Sylvie Genevoix et Claude Sérillon depuis la pyramide du Louvre, avec Françoise Xénakis, Pietre Tchernia, des historiens, des égyptologues et des architectes. La petite et la grande histoire de l'Egypte, des pyramides. Musique, rire, débats. 23.45 luformations: 24 heures sur la 2. 8.85 Mésén. 0.10 Histoires courtes. Sortie da bain, de Jean-Pietre Ronssin; Aidemémoire, de Catherine Péron.

▶ 20.30 Théâtre: le Soutier de satin (suite). De Paul Claudel. Quatrième journée. Avec Daniel Martin, Jean-Marie Winling, Didier Sandre, Redjep Mitrovitsa, Serge Maggiani, Valérie Dreville, Jeanne Vitez, Philippe Girard, Pierre Vial, 130 Toyaka. 23.20 Journal. 23.20 Métée. 23.25 Musiques, musique. Concerto pour piano en ré majeur, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Bertin, sol. Fredrich Gulda, rieno.

20.49 Feuflieton: Le secret du Sahara. D'Alberto Negrin, avec Michael York, David Soul, Mathilda May (4º épisodo). Myriam et Philip se déclarent leur amour... Aventures photogéniques dans un Orient de pacotille. 22.10 Magazine: Médiations. De François de Closets, Richard Michel, Jean-Meri. Parthuis.

Marie Perthuis, Thème : «Abus sexuels sur les enfants, briser le silence». 23.50 Journal et Météo. 0.10 Magazine : Minuit

CANAL PLUS

28.30 Chéma: Crocodile Dundee a Film australien de Peter Faiman (1986). Avec Paul Hogan, Linda Kozlowski, Michael Lombard. 22.05 Flash d'informations. 22.16 Magazine: Bobagolfoot. A 22.10, football; à 22.40, golf; à 23.40, basket-ball. 6.35 Chéma: Adien, mon anisad a Film américain de Peter Yates (1973). Avec Robert Mitchum, Peter Boyle, Richard Jordan (v.o.). 2.15 Série: Max Headroom.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté étmanche-landi. Signification des symboles : > Signifé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter » Ou peut voir » Ne pas manquer » » « Chef-d'emvre ou chassique.

Lundi 27 mars

A 2

LA 5 20.30 Cinéma : le Retour du Jedi a Film américain de 20.30 Cinéma : le Retour du Jedi m Film américain de Richard Marquand (1983). Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher. 22.55 Magazine : Les rubriques de Sangria. 23.20 Télétim : Charile boy. De Robert Young, avec Leigh Lawson, Angela Bruce. Autour d'une petite statuette africaine qui permet de jeter des sorts. 0.00 Journal de uninst. 0.05 Télétim : Charile boy (suite). 0.20 Kangfu (rediff.). 1.10 Bouvard et compagnie (red.). 1.30 Papa poule (rediff.). 2.20 Tendresse et passion (rediff.). 2.50 Magazine : Ciné Cinq (rediff.). 3.00 Journal de la mit. 3.05 Vive la vie ! (rediff.). 3.15 Série : Une vie. 4.00 Voisin, voisine (rediff.). 5.00 Tendresse et passion (rediff.). 5.30 Bouvard et compagnie (rediff.). 5.45 Clip musical.

M 6

20.35 Chéma: PAnnée de tous les dangers un Film australien de Peter Weir (1982). Avec Mel Gibson, Sigourney
Weaver, Billy Kerr. 22.25 Série: L'houme de fer. 23.15 Six
minutes d'informations. 23.20 Magazine: Jazz 6. De Philippo Adler. 23.50 Musique: Bonievard des clips.
2.00 Magazine: Quand la science mèse l'enquête (rediff.).
2.55 Magazine: Adventure (rediff.). 3.20 Magazine: M 6
nime le cinéma (rediff.). 4.15 Documentaire: S'II te plait,
montro-moi nos histoires. 4.35 Magazine: Le gistre et la
halance (rediff.). 5.00 Magazine: Quand la science mène
l'enquête (rediff.). 5.50 Documentaire: S'II te plait,
montro-moi nos histoires. 6,10 Musique: Bonievard des
clips.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique: Le rythme et la raison. Bill Evans, pianiste et compositeur américain. 1. La jeunesse. 20.30 Le grand débat. Interdire et punir: La réforme du code pénal (2º partie). 21.30 Dramatique. Le sourire de la baleine, d'Ariette Fetat. 22.40 Cote d'amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique: Coda. Verres cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (domé le 15 août 1988 lors du Festival de Salzbourg): Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 35 de Tchafkovski; Symphonie nº 4 en ré mineur op. 120 de Schumann, par l'orchestre philharmonique de Vienne, dir. Herbert von Karajan; sol.: Anne Sophie Mutter, violon. A 22.30, Concerto vocale. A 22.40, Les gravures de Rachmaninov. A 23.07, Novelletta de Martucci; chansons turques de Saygun. A 23.25, Leonore III, ouverture en ut majeur op. 72 e de Beethoven. A 23.40, Service sacré, de Bloch. 0.30 Dossiers. Piccolo Saxo...

Mardi 28 mars

TF 1

15.55 Série: Dröles d'histoires. Intrigues: Urgent cause décès. 16.20 Variétés: La chance aux chansons. 16.30 Club Dorothée vacances. Docteur Slump; Les chevaliers du zodiaque; Tu chantes, tu gagnes; Mes tendres années. 17.50 Série: Les rues de Sau-Francisco. Le mort-vivant. 18.50 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton: Sauta-Barbara. 19.25 Jen: La roue de la fortune. 20.90 Journal, Mécéo et Tapis vert. 20.40 Cinéma: la Femme de mon pote m Film français de Bertrand Blier (1983). Avec Coluche, Isabelle Huppert, Thierry Lhermitte. 22.25 Magazine: Clel, mon mardi! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité: Henry Chapier. 23.50 Sport. Harricana: Premier grand raid en motoneige au Canada. 6.00 Journal et mécéo. 8.20 Magazine: Livres en tête. De Joseph Poli et Jacques Duquesne. > 0.30 Cinéma: PAs de pique m m Film tehèque de Milos Forman (1964). Avec Ladislav Jakim, Pavia Martinkova.

16.00 Flash d'informations, 16.05 Série : Chapeau melou et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : Graffitis. Présenté par Groucho et Chico. Lady Oscar ; zine: Gramms. Preseme par Grouend et Cinco. Lany Oscar; Quick et Flupke; Grafficurieux; La petite merveille. 17.55 Série: Les deux fant la paire. 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire: Cabrol. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : Laft stery. Les trois coups. 20.90 Journal. 20.30 Météo. 29.35 Cinéma: : le Petit Buigneur m Film français de Robert Dhéry (1967). Avec Louis de Funès, Robert Dhéry, Colette Brosset, Jacques Legras. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Stars à la barre. De Catherine Barma et Thierry Ardisson, présenté par Daniel Bilalian. 23.25 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Météo. 23.50 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 0.05 Magazine : Du côté de cher Foed (rediff). chez Fred (rediff.).

FR3

15.30 Magazine: Tělě-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Vidéo look; Mon héros préféré; Cinéma, théâtre, livres; Attraction; Top sixties; Télé chic, télé choc; Papy, Mamy; Viens faire un tour... hillon; Le jeu de la séduction; Variétés; et à 16.00, le flash d'informations.
17.00 Flash d'informations: Spécial jeunes. De 17.05 à 18.30 Amuse 3. 17.05 Dessin animé: Petit ours bran. 17.06 Croc note show. La guimbarde. 17.10 Série: Nell. 17.35 Dessin animé: Signé Cut's eyes, 18.00 1789 an jour le jour. 18.02 Magazine: Drevet veud la mèche. Présenté par Patrice Drevet. 18.30 Jen: Questions pour un champion. Invité: Cyril Neveu. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région, 19.58 Dessin animé: Invite: Cyril Neveu. 19.00 Le 19-20 de l'immortantion. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.58 Dessis animé: Denver, le dernier dimosaure. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice. 28.25 INC. 29.35 Cinéma : le Cercle de feu u Film américain d'Andrew L. Stone (1961). Avec David Janssen, Joyce Taylor, Frank Gorshin. 22.05 Journal. 22.30 Télé-vision régionale.

CANAL PLUS

15.30 Chéma: Three Amigos! Il Film américain de John Landis (1986). Avec Chevy Chase, Steve Martin, Martin Short. 17.10 Magazine: Rapido. D'Antoine de Caunes. 17.40 Cabou cadin. Sales mioches; Les COPS. En clair jusqu' 2 26.36. 18.25 Dessin animé: Virgul. 18.30 Dessins animés: Ca cartoon. Présentés par Philippe Dana. 18.45 Fiach d'Informations. 18.49 Top 50, Présenté par Marc Toesca. 19.30 Magazine: Nulle part afficurs. Présenté par Philippe Gildas. 28.30 Chéma: En route vers le sud m Film américain de Jack Nicholson (1979). Avec Jack

Nicholson, Mary Steenburger, Christopher Lloyd. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma: le Pacte EE Film anglais de Clive Barker (1987). Avec Andrew Robinson, Clare Higgins, Ashley Laurence. 23.50 Cinéma: Rio zone EE Film brésilien de Caule Diegues (1987). Avec Guilherme Pontes, Milton Concalves (v.a.). 1.30 Téléfiha: Double trabison. De Richard Colla, avec James Farentino, Daphné Ashbrook.

LA 5

15.45 Série: Kung fu. De 16.50 à 18.30 Dessins animés.
16.50 Kurine, Paventure du Nouvean Monde. 17.15 Emi
magique. 17.40 Les défenseurs de la Terre. 18.05 Jeanne et
Serge. 18.30 Bouvard et compagnie. 18.50 Journal images.
19.00 Série: Simon et Simon. 20.00 Journal.
28.30 Chéma: Trinita va tout casser (la Colline des
hottes) il Film italien de Giuseppe Colizzi (1969). Avec
Terence Hill. 22.50 Magazine: Ciné Cing (rediff.).
23.00 Série: Capitaine Furillo. 0.00 Journal de mimit.
0.05 Capitaine Furillo (suite). 9.30 Kung fu (rediff.).
1.20 Papa poule (rediff.). 2.15 Bouvard et compagnie
(rediff.). 2.35 Tendresse et passion (rediff.). 2.45 Vive la
vie! (rediff.). 3.05 Journal de la mit. 3.10 Série: Une vie.
3.50 Voisin, voisine (rediff.). 4.50 Tendresse et passion
(rediff.). 5.10 Voisin, voisine.

M 6

16.05 Jen : Quizz cour. 16.50 Hit, hit, hit, hourns!
17.05 Série : Les espions. 18.05 Série : Brigade de suit.
19.00 Série : Les espions. 18.05 Série : Brigade de suit.
19.00 Série : Les espions. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Coshy show. Une triste soirée théâtrale. 20.35 Téléfilm : Sarnasturel. D'Eugénio Martin, avec Christina Galbo, Maximo Valverde. Le cauchemar d'une femme persécuée par son défunt mari. 22.15 Série : L'houmne de fer. 23.05 Six minutes d'informations.
23.10 Magazine : Turbo (rediff.). 23.35 Magazine : Adventure (rediff.). 6.00 Massique : Boulevard des clips.
2.00 Magazine : M 6 sime le chéma (rediff.). 2.55 Magazine : Le glaive et la balance (rediff.). 3.20 Magazine : Quand la science mèmo Penquête (rediff.). 4.15 Documentaire : S'ît te plaît, montre-moi nos histoires. 4.35 Magazine : Adventure (rediff.). 5.00 Magazine : M 6 ainse le chéma (rediff.). 5.50 Documentaire : S'ît te plaît, montre-moi nos histoires. 6.10 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique: Le rythme et la raison. Bill Evans. 2. 1957-1964, le passage chez Miles Davis. 20.30 Archipel science. Fêter le printemps au zoo de Vincennes. 21.30 Grand augle. Les Français et la religion (rediffusion du 18 février). 22.40 Nairs magnétiques. Trompe l'orall – trompe l'oralle. Histoiro de nos malentendus. Paysage 1. 0.05 Du jour au lendemain. 0.05 Musique: Code.

FRANCE-MUSIQUE

PRANCE-MUSIQUE

28.30 Concert (donné le 17 mars Salle Pleyel): Polonaise en la bémol majeur op. 40 nº 1. Ballade en la bémol majeur op. 47, trois Ecossises op. 72, Mazurka en fa mineur op. 7 nº 3, Mazurka en ut dièse mineur op. 41 nº 1, Fantaisie-impromptu en ut dièse mineur op. 66, Boléro en ut majeur op. 19 de Chopin; Carnaval de Vienne op. 26 de Schumann: Quatre pièces pour piano op. 4 de Prokoffev; Nocturne pour piano nº 1 en ut majeur et Toccata de Poulene, par Stanslav Bounine, piano. 22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Clob d'archives. Félix Weingartner (1863-1942): Symphonie nº 3 en la mineur de Mendelasohn et Rienzi, ouverture de Wagner; Il y a cinquante ans, Pietre Vellones; les plus belles rééditions récentes. 1.00 Hugo Wolf.

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

Claude Fohlen

LES ÉTATS-UNIS AUXX SIÈCLE

Le'XX° siècle sera t-il dans l'histoire le siècle de la suprématie des États Gnis comme

te XIX siècle celui de l'Angleterre?

الجميري والمحا

. .

養養 蘇邦

4 2 3

4.100 · . 17 11 HE

in 🗰 Marine 😤

Transfer and the second

Harris Land

Apple 17 Carlo

April 4 april 4 april 4 april 4

. . .

MM. Paul Fort, vice président de l'union des sections de l'Aveyron de la société nationale Les Médaillés militaires; Louis Jolivet, président de la sec-tion des Côtes-du-Nord de la société d'entraide des membres de la Légion d'homsur : Alexandre Loyzance, ancien sous-préfet ; Guy Michaud, ancien pro-fesseur à l'aniversité Paris-X.

MM. Emile Dumancia, ingénieur en chef honoraire à la Société nationale des chemins de fer français; Germain Ficatier, vice-président honoraire an tribunal de grande instance de Nanterre; Jean de grande instituteur en retraite; Jean Maraval, ancien trésorier-payeur géné-ral; Jean Mario, commissaire division-naire honoraire de la police nationale; Maurice Massard, brigadier-chef hono-raire de la police nationale; M= Maria Skowronaki, éposse Dapost, quarante ans d'activités sociales et de services

Premier ministre

Est promu commandeur: M. Bernard de Bigankt du Granrut, aucien bâtounier de l'ordre des avocats de Paris.

Sont promus officiers: MM. Pierre Caluzze, ancien ingé-nieur général de l'aviation civile; Albert Finet, pasteur de l'Eglise réformée de France; Pierre Gabrielli, agent contrac-tuel; Pierre Tribon, sous-directeur à la direction des services administratifs et direction des services administratifs et

financiers; Jean Villard, ancien direc-teur général de société. Sont nommés chevaliers: M. Paul Dini, président-directeur général de société; M= Alice Gueyffier, épouse Holleaux, directrice de la Fédération nationale des écoles et des

ducateurs; MM. Paul Guyomard, chef de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées au secré-tariat général de la défense nationale; Mª Martine Meusy, sous-directeur à la Documentation française; MM. Jean-Luc Parodi, directeur de recherche au centre d'études de la vie politique française; Jean-Marie Pechenart, président de société; Jean-Jacques Salomon, pro-fesseur au Conservatoire national des

PLAN Est nommée chevalier :

M= Mario-Paule Brossard, éponse Muzy, ancienne secrétaire générale de l'Institut technique de prévisions écono-miques et sociales au Conservatoire des

Sout nommés chevaliers : MM. Marc Ambroise-Rendu, journaliste écrivain : François Lete directeur de la protection de la nature ; Roland Martin, secrétaire général de planification, président du conseil

ACTION HUMANITAIRE

Est nommée chevalier : M= Henriette Taviani, présidente de

Education nationale, jeunesse et sports

Sont promus officiers: MM. Jean-Claude Dischamps, teur de l'académie de Lille; R Frank, professeur à l'université de Stras-bourg ; Roger Gaussin, dit Pierreprofesseur à l'université de tienne ; Daniel Mallet, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale; Georges Migno-nac, professeur honoraire des universités ; M= Simonne Simonin, née Delmas, inspecteur général de l'éduca-

Sont nommés chevaliers : M. Guy Aubert, directeur de l'Ecole normaie supérieure de Lyon; Marie-Odile Boutomet, née Bou-don, professeur certifié de collège à Saint-Egrève; Marie-Thérèse Bréant, née Molinie, professeur agrègé au Centre international d'études pédagogi-ques; M. Edouard Brezin, directeur de département à l'Ecole normale suréricure; M= Denise Caimes, née Doncieux, chef de travaux de lycée professionnel à Paris; MM. Pierre Champagne, inspecteur général adjoint de l'administration de l'éducation nationale; Alain Connea, professeur au Collège de France, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques ; Fran-çois Cuzin, professeur à l'université de Nice; Jean Darroy, président de l'union régionale des fédérations des œuvres inf-ques de Lorraine ; Mass Jeannine Fenenille, née Large, inspecteur général de l'éducation nationale; Michèle Gendreau, née Massaloux, recteur à l'acadé mie de Paris; MM. Jacques Giowinski professeur au Collège de France; Alain Guy, professeur émérite des universités: ne Guyon, directeur du Palais de la découverte; Michel Henon, directeur de recherche au CNRS; Jean Langlois, professeur à l'université Paris-VII; André Legrand, directeur au ministère; M^m Danielle Lucas, née Ragache, pro-viseur de lycée technique à Paris; MM. Yves Moulin, chef de service au ministère; Jean-Claude Risset, direc-teur de recherche au CNRS: Philippe Taquet, directeur du Muséum national d'histoire naturelle; Bernard Toulemonde, recteur de l'académie de Montpellier; M= Jeannine Travaillot, professeur d'enseignement général; M. Charles Vallée, directeur au minis-

Est promu officier

M. Raymond Malesset, inspecteur général honotaire de la jeunesse et des sports, président d'association de jeunesse et de sport.

MM. Bernard Colas, président de la Fédération française de parachutiste; Georges Domercq, membre de la com-mission centrale des arbitres de la Fédération française de rugby; Roland Lahure, responsable de monvements de scoutisme français: Marcel Lamoureux offices municipaux de sport.

Economie, finances et budget

Est promu commandeur: M. Jacques Lallement, président de la Fédération française des sociétés

Sout promps officiers: MM. Michel Albert, inspecteur général des finances, président de société; Louis Baudoin, trésorier-payeur général de la Haute-Garonne et de la région Midi-Pyrénées; Jacques Etienne, conseiller maître de la Cour des comptes; Pierre Labadie, chef des ser-vices d'expansion économique en Suisse; Pierre Strobi, ancien secrétaire général de la Banque de France; Guy Veyssade, conseil juridique et fiscal. Sont nommés chevaliers:

MM. Féits Berrieiz, trésorier-payeur général, payeur général de France en Allemagne, payeur général de la trésore-rie aux armées; René Boué, secrétaire général d'une confédération syndicale : Pierre Bourrel, ancien conservateur des hypothèques : Gérard Constant, directeur central de banque, chargé de mis-sion dans une administration centrale; M= Micheline Contento, née Ciotta, M— Micheline Contento, nee Ciotta, ancien chef de section dans une banque; Marguerite Dépierre, née Reverdy, chef de section du Trésor dans une perception; MM. Hubert Duflos de Saint-Amand, directeur général de banque; Jacques Gangloff, président-directeur général d'une société d'assurances; Michel Garibal, journaliste, président de l'Association des journalistes, Aconomiques et financiers: président de l'Association des journaliates économiques et financiers;

M. Odette Hebrard, née Barès, agant
d'administration principal des impôts;

MM. Claude Lachaux, inspecteur général des finances, chef de la mission de
contrôle du Commissariat à l'énergie
atomique; Roger Leyne, contrôleur
général dans une société d'assurances;
M. Thérèse Mascle, contrôleur divisionnaire des impôts; MM. Désiré
Nivert, agent d'administration principal
des douanes à Paris; Antoine Orabona,
vice-président de banque; Louis Rochefort, administrateur-directeur général
de société; Paul Touchon, présidentdirecteur général honoraire de hanque; de société; Paul Touchon, président-directeur général honoraire de henque; Alexis Wolkenstein, directeur général adjoint d'une banque; Fernand Zerbib, adjoint d'une oanque; resissation cen-chef de groupe à l'administration cen-

Fonction publique et réformes administratives

Est promu officier: M. Jean-Marie Cousso, administra teur en chef des affaires d'outre-mer, en retraite, président de l'Alliance fran-çaise de Nice.

Est nommé chevalier : M. Paul Sabourin, professeur de droit public à l'université Paris-V.

Affaires étrangères

PERSONNEL Est promu commandeur:

M. Claude Arnaud, ambase France.

Sont promus officiers: MM. Louis Bouroux, ancien con ler des affaires étrangères; Paul Gey, ancien ministre plénipotentiaire; Pierre Kauffmann, ancien ministre plénipoten-

MM. André Badamie, ancien secrétaire administratif; Jean Brochenin, premier conseiller à l'ambassade de France en Suisse; Marcel Causse, ambassadeur de France en Guinée équa toriale; François Soulé-Susbielles, consul général de France à Hongkong; Henri Thibau, ambassadeur de France

PROTOCOLE

Est promu officier: M= Berthe (dite Betty) Winkler, née

Dablanc, journaliste, écrivain (France). Sont nommés chevaliers : MM. Francis Blanchard, ancien fonc-tionnaire international; Elie Bouet, directeur général d'une société d'élec-tronique su Portugal; Paul Collaros, ancien professeur de mathématiques Guy Jacquesson, ancien vice-président d'une organisation internationale; Jean Jaime, président d'une association de concessionnaires automobiles; Raphaël Lange, représentant d'une banque au Bréail; Thierry Monnier, chef des raistions extérieures d'une organisation internationale; Ferdinand Poimbosaf, directeur général d'une compagnie pétrolière en Angola; M= Célia Reich. née Bertin, écrivain (Etats-Unis d'Amérique); MM. Pierre Sarre, administrateur du restaurant d'un collège; Noël Tribillac, jage délégué du viguier fran-çais en Andorre.

ÉTRANGERS EN FRANCE

Sont nommés chevaliers : MM. John Littleton, auteur, composi-teur, chanteur; Erik Torben-Mortensen,

JEUNESSE ET SPORTS

Par décret publié au Journal officiel du 26 mars, de not milités ont été promues au grade de commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur. Parmi elles, MML Jean Panhard, président du Salon de l'automobile de Paris, Maurice Allais, prix Nobel d'économie, Bernard de Rigault du Grandrut, ancien bâtousier de l'ordre des avocats de Paris, Jean Cosson, conseiller honoraire à la Cour de cassation, Georges Cravenne, PDG de sociétés et organisateur, et Jean Dasté, comédien et directeur du Centre dramatique national de Saint-Etlenne. M^{me} Elvire Popesco, artiste dramatique, est également promue au grade de comi

Parmi les autres personnalités promues ou nommées on relève les noms de MM. Michel Albert, président des AGF, Charles Librau, avocat au barreau de Paris, Paul Billetdoux, auteur dramatique, et Jean-Louis Curtis, écrivain, membre de l'Académie française, Paul Dini, président du directoire du Dauphiné libéré, M= Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'académie de Paris, M. Claude Cances, directeur adjoint de la police judiciaire à Paris.

Plusieurs journalistes font également Pobjet d'une distinction, notamment Michel Garibal, président de l'Association des journs listes économiques et financiers, Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, proma officier, et Marc Ambroise-Renda, journaliste au Monde, nommé chevaller au titre de l'environnement.

Justice

MM. Jean Aubouin, président de la chambre à la Cour de cassation; Paul Teitgen, conseiller d'Etat honoraire. Sout promus officiers:

M= Myriam Bader, éponse Ezratty, premier président de la cour d'appel de Paris; MM. Alain Bernard, conseiller honoraire à la Cour de cassation; Jean Dupuis, procureur général près la cour d'appel d'Agen; Gilbert Ginsburger, avocat général près la cour d'appel de Paris; Robert Jouffrault, président de hambles honoraire à la cour d'appel de la cour d'appel de la cour d'appel de la cour de chambre honoraire à la cour d'appel de chambre nonoraire a la cour d'appet de Paris; Charles Libman, avocat au bar-reau de Paris; Jacques Lorach, avocat au barreau de Besançon, ancien bâton-nier; Pierre Minguy, président hono-raire du tribunal de grande instance d'Angers; Henry Roson, conseiller d'Etat; Claude Tacchella, conseiller à la Cour de casseilon. la Cour de cassation.

MM. Edmond Alphand, président de la chambre d'accusation de la cour d'appei d'Aix-en-Provence; Jacques d'Alteroche, premier président de la cour d'appei de Riom; Jean-Pierre Ancel, conseiller à la cour d'appel de Paris ; Jacques Behin, notaire à Nogent-sur-Marne, président du Conseil supé-rieur du notariat ; Paul Bonnard, président de chambre à la cour d'appel de

Rouen; Jacques Boussinesq, président du tribunal de grande instance de Nantes; Bernard Cahen, avocat au bar-Nantes; Bernard Cahen, avocat an bar-reau de Paris, ancien président de la Fédération nationale de l'Union des jeunes avocats; Michel Carmet, pre-mier vice-président au tribunal de grande instance de Paris; Jean Desa-che, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; Jean-Michel Dizien, président de section au conseil de prud'hommes de Paris : Louis Domain, vice-président du tribunal de commerce de Paris : Marc Durand-Viel, conseill d'Etat : René Hardy, procureur général près la cour d'appel de Nancy; M= Christiane Joyeux, attaché princi-pal d'administration centrale; MM. Pierre Lyon-Caen, président de tribunal de grande instance de Pontoise; Pierre Maligne, avocat général près la cour d'appel de Paris; Jacques Mercier, commissaire-priseur associé à Lille-Roubaix, président de la Chambre actionale des commissaires-rejunts. nationale des commissiers-priseurs; Hector Milleville, conseiller à la Cour de cassation; Raymond Ouazana, prési-dent de chambre à la cour d'appel de Montpellier; Roger Sandmann, ancien

Défense

Est promu *officier :* M. Dominique Devezeaux de Laver-ne, ancien ingénieur navigant d'essais.

Sont nommés chevaliers: MM. Norbert Couderc, administra-teur civil, sous-directeur au ministère; Robert Duval, administrateur civil; Robert Duval, administrateur civil; Maurice Fournet, ingénieur dans un office national; Gérard Joonekindt, administrateur de l'Institut national de la statistique et des études économiques; Pascal Lecomte, administrateur civil, sous-directeur au ministère; l'éci, a Manieur de l'économiques de l'économiques de l'économiques de l'économiques de l'économiques de l'économique de la statistique de l'économique de la statistique de l'économique de la statistique de l'économique de l'économique de la statistique de l'économique de la statistique de l'économique de l'économique de l'économique de l'économique de l'économique de l'économique de la statistique de l'économique de l'économique de la statistique de l'économique de la statistique de l'économique de la statistique d Etienne Maurice, pilote d'essais ; René Morin, directeur dans une société.

Intérieur

Est promu commandeur: M. Jean Perier, préset, président du conseil d'administration des Houillères in bassin Nord-Pas-de-Calais.

Sont promus officiers : MM. Louis Anglard, ancien adjoint au maire de Mâcou (Saône-et-Loire); Jean Auzolat, commandant, chef des services opérationnels à la direction départementale des services d'inceadie et de secours des Pyrénées-Orientales; Charles Barbeau, conseiller d'Etat; Daniel Demuc, ancien maire de Duravel (Lot); Raymond Hermal, administrateur civil, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration; Gilbert Masson, préfet honoraire; l'abbé Jean Perrin, curé de Faremoutiers (Seine-et-Marne); Joseph Planeix, vice-président du conseil général du Puy-de-Dôme; Raoul Rousseau, ancien député de la Dordogne, maire de La Chapelle Gonaguet.

Sont nommés chevaliers: MM. Christian Achard, secrétaire général de la préfecture de la Vendée; Ali Aliel, président de la communanté musulmane de Vanciuse; Armand Bal-leret, maire de Sermoise-sur-Loire (Nièvre); Maurice Belleaud, conseiller régional d'Aquitaine, maire de Lor-mont; Hubert Bolzinger, pilots de Canadair; Yves Boucly, inspecteur général de l'administration; Claude nissaire divisionnaire de la police nationale; Jean-Marc Chaduc,

de l'informatique; Pierre Charles, ancien député de la Côte-d'Or, ancien adjoint au maire de Lieruais; Pierre clere, sous-directeur des services actifs de la police actionale; Bensard Conjard de la Planche, maire de Millay (Niè-vre); Jean-François Denis, préfet, défé-mé appare de la part composité in gué auprès du haut-commissaire en gué auprès du hant-commissaire en Nouvelle-Calédonie; Christian Dufour, directeur général des services du département des Yvelines; Guy Dupuis, préfet, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration; Jean Duraud, commissaire divisionnaire de la police nationale; François Ferrandi, contrôleur général de la police nationale; Pierre Franques, commandant de la police parionale; Anenstin Gambanale; Pierre Franques, commandant de la police nationale; Angustin Gambarelli, maire de Bastelicaccia (Corse-du-Sad); René Guedj, rabbin des commu-nantés de Sarcelles, Garges-lès-Gonesse et Villiers-le-Bel; Jean-Claude Guezou, contrôleur de la police nationale : Denis Hadou, lientenant-colonel, directeur départemental des services d'incendie et Heitz, pasteur, président de l'association Rencontres entre chrétiens et évangé-

listes de France et de RDA; Henri Hugues, préfet de la Charente; Alain Jezequel, préfet des Deax-Sèvres; Jean-Pierre Lacroix, préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane; Claude Guyane, prefet de la Guyane; Change Langevin, sons-préfet de Grasse; Gérard Lefebvre, préfet de la Mayenne; Hubert Lise, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne; Robert Magne, commissaire divisionnaire de la police nationale; Fernand Memetrey, ancien maire d'Alligny-en-Morvan (Nièvre); Guy Merrheim, préfet d'Eure-et-Loir; M= Odette Montell, née Coumagnac, administrateur civil, chef de bureau à l'administration centrale; MM. Guy député, conseiller général de la Savoie maire de Villargondran ; Jean-Paul maire de Villargondran; Jean-Paul Proust, préfet de l'Isère; Jean Reille, inspecteur général de la police nationale; Bernard Sarazin, préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Gnadeloupe; Jean-François Seiller, préfet de Loir-et-Cher; Pierre Thizon, directeur de préfecture honoraire (Charente); M=Lydia Tur, née de Torres, inspecteur du service intérieur et du matériel; M. René Vial, préfet de l'Aisse.

Industrie et aménagement du territoire

M. René Vial, préfet de l'Aisse.

Sout promus officiers: MM. Jacques Bouyer, président-directeur général de société; Jacques Demurger, président-directeur général de société; Guy Lorin, ingénieur-cossell; Joseph Virlet, vice-président de l'Union des industries textiles.

Sont nommés chevaliers : MM. Gérard Biotteau, président et gérant de sociétés; Albert Bouilhet, gérant de sociétés; Albert Bouilhet, président-directeur général de société; Roger Chandelier, président-directeur général de sociétés; Ony Cheval, président-directeur général de société; Jean-Claude Combaldieu, directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle; René Escaravage, administrateur de sociétés; Jean-Claude Frankel, délégné général d'un syndicat professionnel; Bernard Lacoste, président-directeur général de société; Gérard Pasquier, président-directeur général de société; Guran président-directeur général de société; Guyan Ruiller, président-directeur général de société; Guyan Ruiller, président-directeur général de société. directeur général de société

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RECONVERSIONS

Est proma officier: M. Jean Kohler, président de sociétés.

Sout nommés chevaliers : MM. Gilbert Andrin, président-directeur général de société; Maurice Cotte, directeur régional de l'industrie et de la recherche de Languedoc-Roussillon; Victor Perrin, président de

Sout pommés chevaliers : MM. Jean Arviset, président-directeur général de sociééé; Jean-Marie Calmels, président de la Fédéra-tion française des associations de commerçants; Paul-Louis Halley,

président-directeur général de société; André Jeanjean, président-directeur général de société; André Jolivet, ancien président-directeur général de société, président honoraire du tribunal de commerce de Nancy : Claude Neuschwander, président-directeur général de sociétés; Robert Stipal,

TOURISME

Sont nommés chevaliers : MM. Bernard Attali, président-lirecteur général d'Air France; Pierre Barthes, président-directeur général de société ; l'abbé Marcel Lelegard,

Affaires européennes

Sont nommés chevaliers: Sont nonumes chevatiers:

MM. Pierre de Boissieu, chef de service de la coopération économique à la direction des affaires économiques du ministère des affaires étrangères; Jean-Clande Hirel, inspecteur général des finances; Yves Martin, ingénieur général des mines, conseil général des mines.

Equipement et logement

Sont promps officiers: MM. Pierre Arbefeuille, inspecteur général de l'équipement : Heari Souque, président d'une société d'économie mixte de répovation arbaine et de construction ; Serge Stracchi, entrepre-neur de bâtiment et de travaux publics.

Sont nommés chevallers : MM. Jean Bard, vice-président, MM. Jean Bard, vice-president, directour général dans un groupe de constructions; Jacques Breton, président du Conseil supérieur des géomètres-experts; Emile Murgues, président du comité professionnel des organismes de prévention de la construction. Paul Balleure, insérieur effecteur tion; Paul Pellecuer, ingénieur général des ponts et chaussées; Robert Pen-houët, directeur régional de l'équipement de Bretagne; Jean-Marie Perrin, directeur départemental de l'équipe-ment des Hauts-de-Seine ; Julier Richard, ancien directeur général d'une société de crédit immobilier; Roger Voisin, dit Jean-Roger, président de la Fédération parisienne du bâtiment; Pierre Zemor, maire adjoint de Cachan.

Est proma commandeur: M. Jean Panhard, président du Mondial de l'automobile» (Salon de Paris).

Sout progess officiers:

MM. Maurice Bourgoin, directeur general adjoint, directeur du réseau roptier de la Régie autonome des transports parisiens; Michel Riquier, retraité de la SNCF, vice-président du comité économique et social de la région Picardie.

Sont nommés chevaliers : MM. André Delepoulle, archiprêtre de la zone de Dunkerque représentant au conseil maritime de l'épiscopat; Claude Gressier, directeur des transports terrestres au ministère; Claude Pruvot, directeur d'un centre de production molégies.

MER

comité européen des constructeurs de trai des papiers de presse.

MM. Jean Lagarde, président Europèche; Vincent Nedellec, président de la Fédération nationale des pen-

sionnés de la marine marchande.

Travail, emploi et formation professionnelle

Sout promus officiers: MM. Jean Bréchon, ancien directem de l'association pour l'emploi des cadres; Guy Delamarche, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes; Pierre Meyer, président d'homneur d'une l'édération nationale d'intereur u une recetation management syndicale de voyageurs représentants placiers et cadres de la représentation commerciale.; Paul Pialoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de

Sont nommés chevaliers: MM. Roger Barde, ancien fondateur de forges et aciéries, président du syndi-cat des fondeurs des Ardennes ; Georges

de cadres de l'assurance; Mª Conte, née Ginette Poignard, déléguée syndicale; MM. Alain Derone, directeur départemental technique. cale; MM. Alain Deronse, directeur départemental technique de l'union des industries chimiques; l'acques Douffiagues, conseiller maître à la Cour des comptes; Mª Ivane Bymieu, née Drujou, présidente de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azar; MM. Roger Faget, ancien directeur du centre pédagogique et technique régional de l'Association et technique régional de l'Association ancien directeur du centre pédagogique et technique régional de l'Association pour la formation professionnelle des Adultes; Jacques-Robert Gil, directeur régional du travail et de l'emploi de Midi-Pyréaées; Pietre Goutorbe, membre du comité directeur d'une union confédérale de retraités; Jacques Mchl, professeur honoraire à la faculté de médocine de Strasbourg; Jacques Periochi, directeur des relations humaines dans une entrantise industrielle: Manchi, directeur des refations humaines cause de la recherche de Languedoc-Roussillon; Victor Perrin, président de société.

Commerce et artisanat

Est promu officier:

M. Jacques Fiaux, président de la région parisienne; Jean-Pierre Slogn, avocat à transport. sour honoraire.

Coopération et développement Est promu commandeur ·

M. Jacques Dequecher, président de l'Association universitaire pour le déve-loppement, l'éducation et la communication on Afrique et dans le monde.

Est process officier: M. Robert Grosfilley, conseiller du Kerbec, née Jud, directeur du personnel du Sénat. président d'une société agro-alimentaire pour les problèmes de coopération et de oppement en Afrique

Sont normals chevallers:

MM. Etienne Bonnard, avocat an barreau du Cameroun; Jacques Bugni-court, secrétaire exécutif d'une organisation non gouvernementale; André amissaire de sociétés en Labadens, commissaire de sociétés en Côte-d'Ivoire; Georges Ravelonanosy, dit Ravel, journaliste; François Vua-cher, adjoint à un chef de service à l'administration centrale; René Weber, chef du cabinet médical du ministère de la coopération et du développement et des DOM-TOM.

Culture, communication. grands travaux et bicentenaire

Sout promus commandeurs :

MM. Pierre Braunberger, produ MM Pierre Braundage; tear, distributeur de films, exploitant de salles de cinéma; Joseph Cravenne, dit Georges Cravenne, président-directeur général de société; Jean Dasté, comédien, fondateur-directeur du Centre dra-matique national de Saint-Etienne, M= Elvira Popesca, épouse Foy, dite Elvire Popesco, artiste dramatique, pré-sidente d'honneur d'un théâtre.

Sont promus officiers: MM. Paul Billetdoux, auteur drams tique, producteur et réalisateur à la radio-télévision; Sylvain Gagnière, conservateur en chef du Palais des papes; Yves Gayard, journaliste; Louis Laffitte, dit Curtis (Jean-Louis), écrivain, membre de l'Académie française; Claude Parent, architecte; Jean Richard, comédien; Raymond Savignac, affichiste.

Sont nommés chevallers: M= Andrée Aynard, épouse Putman, architecte d'intérieur; MM. Yves Boi-ret, architecte en chef et inspecteur ret, architecte en chef et inspecteur général des monuments historiques; Bruno Cremer, comédien de théâtre et de cinéma; Olivier Debré, peintre, chef d'atelier de peinture à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts; Père Jean Diard, fondateur et animateur d'une association; Gabriel Gersztenkora, dit Garran, metteur en schue, fondateur du Théâtre international de langue française; Roger Gercanit, secrétaire général de la confédération des métiers d'art; Clande Languann, dit Clande d'art; Claude Langmann, dit Claude Berri, auteur, réalisateur, producteur et distributeur de films; Jean-Marie Mauroy, artiste dramatique, chargé de mission auprès de la direction régionale des affaires culturelles d'Alsace; Guy Perrimond, rédacteur en chef d'ane lettre hebdomadaire; Mas Krishna Roy, épouse Ribond, vice-présidente du Cen-tre international des textiles anciens M™ Marie-Agnès de Saint-Phalle, épouse Tinguely, dite Niki de Saint-Phalle, sculpteur, peintre, architecte; Jacques Seguela, publicitaire.

Sont promes officiers: MM. Claude Julien, journaliste: Jac Chantiers de l'Atlantique, président du ques Talpaert, président du bureau cen-

Sout nommés chevaliers: MM. André-Louis Lemas, rédacteur en chef, chef du service des relations et 6changes internationaux d'une radio: Gérard Lignac, président-directeur général d'un quotidien régional; Alfred Sepselevicius, dit Alfred Gerson, administrateur adioint d'un quotidien:

Départements et territoires d'outre-mer

Polynésie française; Jean-René Laborde, directeur départemental adjoint des impôts à la Résnion.

Agriculture et forêt

Sont promus officiers: MM. Robert Augros, ingénieur géné-ral du génie rural, des eaux et des forêts; Paul Bres, architecte en retraite; Claude Langlade-Demoyen, directeur à l'assemblée nermanente des chambres

Sont nommés chevaliers: MM. Robert Aubisse, conseiller d'encadrement à la chambre d'agricul-ture de la Dordogne; Norbert Clero, agriculteur-fleveur, président de la caisse régionale de crédit agricole mutuel des Côtes-du-Nord; Henri muttel des Côtes-du-Nord; Henri Demange, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de l'Aveyron; André Fos, président-directeur général d'une société d'étndes spécialisées dans le développement rural; Ernest Juillan, agriculteur, président du syndicat des arrosants et du syndicat d'assainisse-ment de Venezuides. ment de Verquières; Adriea Gouriet, graffier honoraire du tribunal de com-merce de Paris; Jacques Lamothe, pis-ciculteur; Eric Le Pelletier de Woille-mont, virlenteur. mont, viniculteur; François Levacher, ancien agriculteur, président du syndicat central pour l'achat et la vente de produits agricoles de Choix; Georges Reguier, médecin de campagne; Marcel Royer, retraité de l'éducation nationale, directeur honorque d'occaminationale, acceptant de la company de directeur honoraire d'organisations pro-fessionnelles agricoles; Jean-Louis Tis-serand, professeur à l'École nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées de Dijon.

Relations avec le Parlement

Sont nommés chevaliers : MM. Roland Bonnot, direct services législatifs du Couseil économique et social ; Jacques Jouisse, médecin de l'Assemblée nationale ; M= Chantal

(A suivre.)

Quand les banes

Le mythe des

Le Monde

LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE

Quand les banquiers deviennent actionnaires

ES chefs d'entreprise ne cessent de ventr frapper de citer les 25 % de la Deutsche-bank, munéro un du pays, dans demander d'entrer dans leur tour de table, de suivre leurs augmentations de capital, voire d'augmenter notre parti-cipation », constatait René Thomas, président de la BNP, première banque commerciale française, en commentant le 23 mars son rapprochement avec l'UAP, le numéro un national de l'assu-

FEGINE

٠,

eren gar Tillastan ogs रार्थिक के _{राम}्

'স্তুব্দির প্রায়ন্ত্রনার বিদ্যালয় স্থানিক প্রায়ন্ত্রনার বিদ্যালয় স্থানিক স্থানিক স্থানিক স্থানিক স্থানিক স স্থানিক

And the second

Paul 🙉 Ser (Sept.)

V28

r Office the warm of the control of the

Try week in

HER ALL YES

order de la companya del companya de la companya del companya de la companya de l

And the second second

Art Charles Control

A CONTRACT OF

Yellows .

garant ne e

ماديو بالأسهد بعينهان

Carlo Car

المريد المناد المريد

涛 "

Birrandon

E = 2000 - 1 ----

promise the second

and the second

S. - Martin Street

La Santa Car AS IN MADE THE

September 1

المتعارض والمناوي والمجهور

مراجع والمواد

Experience Service

man I as a second

ing. 17. mg/s

Note that we have

.---

THE RESERVE

4 2 Contract | 1 C

gray-material

April 15-115-1

i aut

118. 4 255°

- Notre alliance augmentera notre capacité de répondre à leurs besoins, ajoutait-il, car je suis convaincu que les banques, tout comme les autres insti-tutions financières, ort un rôle à jouer dans la restructuration et la consoli-dation du capital des entreprises. >

Ces relations entre banquiers et dirigeants d'entreprise sont nouvelles, mais réelles, comme en témoigne l'évolution des titres de participation détenus par les banques commerciales classiques, qui marque un décollage spectaculaire à partir de 1987 (voir graphique). Pour ne prendre que l'exemple de la Société géaérale, le portefeuille de ses grandes participations (CGE, Havas, Canal Plus, Compagnie de Navigation Mixte, La Redoute, Accor, Devanlay, Printemps, Maniton...) a doublé de fin 1987 à fin 1988 pour atteindre 8 mil-

Un modèle allemand

dernières années, les banquiers français considéraient qu'ils n'avaient pas à s'alourdir en entrant dans le capital des sociétés et que leurs moyens, limités, devaient être priori-tairement réservés à la couverture de infléchi à 46,2 % à fin 1986, s'est infléchi à 46,2 % à fin 1987.

ment de leurs homologues d'outre-Rhin. « Il y a historiquement une interpénétration très forte entre le ciers devenus généreux et moms consystème bancaire et le système industriel en RFA. souligne Yves Gomez, directeur adjoint à la ban-que Paribas, chargé de l'Allemagne. Les banques allemandes détiement des participations importantes dans

bank, numéro un du pays, dans Daimler-Benz, premier groupe industriel de RFA et d'Europe, pour donner une idée de leur puissance.

Cette présence est encore amplifiée par les mandats en blanc qu'elles détiennent, bés aux portefeuilles de titres déposés dans lours coffres, et qui leur permettent d'avoir un rôle prépondérant dans les votes. En outre, les conseils de surveillance des sociétés allemandes comptent toujours parmi leurs membres un représentant de l'état-major de la on des deux principales banques de la firme. Leur influence ne se fimite d'ailleurs pas aux grandes entreprises mais s'étend aussi aux « moyennesgrosses », qui font la force du tissu industriel allemand.

Quelles sont les raisons qui font évoluer les banquiers français vers un modèle allemand? Pour répondre, encore faut-il juger avec prudence cette évolution, les chiffres ne traduisant pas la profondeur, réelle ou non, du changement des mentalités. Les causes sont en tout cas à chercher autant du côté des banques que des entreprises et de l'environnement économique général.

L'amélioration très nette des résultats des entreorises depuis deux Traditionnellement, et jusqu'à ces à trois ans - 1988 enregistre, de ce point de vue, de nouveaux records leur a permis de se désendetter massivement. Selon la Banque de France, le taux d'endettement, qui

leurs propres risques.

Dans leur développement, les chefs d'entreprise ont peu à peu Dans leur développement, les ciers devenus généreux et moins coû-teux (voir graphique). La mutation n'empêche d'ailleurs pas les Français d'être en retard sur leurs principaux partenaires européens. Si le pourcentage des fonds propres dans le bilan des entreprises a crit de 11,6 %

Comme leurs homologues d'outre-Rhin les banques françaises entrent dans le capital des sociétés. Mais iusqu'où ira leur soutien ?

ou du Royaume-Uni (46%).

d'entreprise ne pouvait manquer des conséquences sur celui des banquiers. Délaissés pour les prêts – c'est particulièrement vrai de la part des grandes entreprises, qui accèdent plus facilement que les développement de leurs fonctions de conseillers dans les opérations d'ingénierie financière ou de rapprochement de leurs fonctions de la conseillers dans les opérations d'ingénierie financière ou de rapprochement de leurs fonctions de la conseignement des conseignement des conseignement des conseignement de leurs fonctions de la conseignement des fonctions de la conseignement des fonctions de la conseignement de leurs fonctions de la conseignement de leurs fonctions de la conseignement de leurs fonctions de la conseignement de leurs fonctions de la conseignement des fonctions de leurs fonctions de la conseignement des fonctions de la conseignement de leurs fonctions de la cons

fin 1984 à 19,2 % fin 1986, il reste PME aux marchés financiers, - il inférieur à celui de la RFA (24 %) leur fallait intervenir autrement et aller là où était la demande. Outre le de mobiliser une partie de leur capi-Ce comportement des chefs développement de leurs fonctions de

par leurs soins), les banquiers ont été tion rampante. amenés à repenser leur stratégie en faveur des entreprises.

Plusieurs éléments les v ont poussés. D'une part, l'amélioration de leurs fonds propres, encore loin, là aussi, d'atteindre le niveau de leurs concurrents étrangers, leur a permis tal au service des entreprises natio-

nais ne menait pas à une nationalisa-

Soucieuses de trouver d'autres débouchés, les banques ne se sont pas cantonnées aux grands groupes, mais s'intéressent aussi, depuis peu, aux PME, en manque notoire de fonds propres et confrontées depuis quelques années à des problèmes de succession avec la disparition de leurs fondateurs d'après-guerre. Conscientes du marché potentiel sabuleux que cela représente pour elles, les banques ne savent pas encore très bien comment appréhender celui-ci.

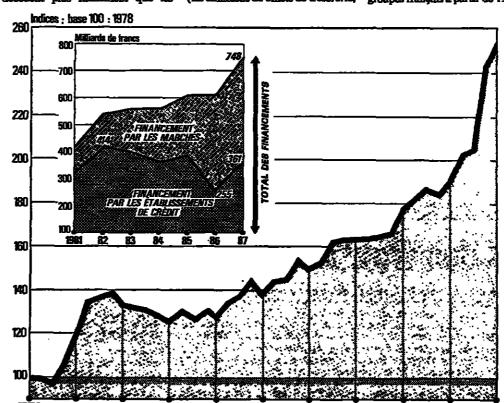
Peu férues jusque-là de capital-

Le décollage des titres de participations

 Les titres de participations ont connu une progression très forte à partir de 1986 pour atteindre une vinataine de milliards de francs fin 1988. Ces chiffres n'incluent ni les participations dans les filiales des banques, ni les titres de placements (qui peuvent comprendre des « paquets » d'actionsi.

 L'évolution des sources de financement des entreprises a subi un renversement de effort d'investissement a entraîné un regain d'intérêt pour les emprunts : leur part est passée de 42 % des titres en 1986 à 48 % en 1987 (loin capandant des 63 % de 1985), en même temps que les marchés financiers continuaient à progresser.

(Sources : Association française des banques et conseil national de



LA FRANCE, LA FISCALITÉ ET LA CEE

Le mythe des frontières

HARMONISATION des taux européens de TVA provoque débats et remous dans les discussions européennes. Il est vrai que les enieux sont essentiels : quelle dépense publique faudra-t-il réduire ou quel impôt faudra-t-il augmenter pour compenser les baisses de recettes fiscales dans les pays à fort taux de TVA? Comment accepter une progression importante de la fiscalité sur les produits de première nécessité dans les pays où ceuxci sont exonérés on faiblement

Je ne veux pas entrer aujourd'hui dans ce débat. Je voudrais simplement expliquer pourquoi, à mon sens, la suppression des frontières fiscales, idée-force par sa simplicité et son caractère symbolique, est un mythe dangereux, et qu'il y a mienx à faire.

Après l'adoption en 1985 par les gouvernements des Douze de l'Acte unique européen, la Commission de Bruxelles a considéré qu'un marché unique ne saurait se concevoir tant que subsisto-raient aux frontières intracommunautaires des contrôles ayant pour but essentiel la perception d'impôts indirects. Elle a préconisé d'abolir les « frontières fiscales » en matière de TVA, la TVA désormais applicable serait celle du pays d'origine du produit et non plus, comme actuellement, celle du pays de destination et de consommation.

Ce dispositif devrait s'accompagner de la mise en place d'un système de fourchettes de taux s'articulant autour de taux pivots avec un écart maximum de 5 à 6 points : un niveau de 4 % à 9 % pour le taux réduit et de 14 % à 20 % pour le taux nor- rêt à se fournir dans les pays mal, le taux majoré étant très pratiquant les taux les plus fai-justement supprimé Enfia, bles.

En attendant l'unification des taux de TVA pourquoi ne pas déplacer les contrôles douaniers aux lieux de départ et d'arrivée des marchandises ?

par JACQUES CALVET (*)

seraient mis en place des mécanismes de compensation et de contrôle afin de permettre à chaque Etat membre de la Communauté de recouvrer la part des recettes fiscales lui revenant.

Des distorsions **de соиситенсе**

En confordant ainsi frontières fiscales et frontières physiques, la Commission crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. Le premier effet d'un tel dispositif serait d'engendrer rapidement d'importantes distorsions de concurrence. Le paradoxe serait dès lors total entre une volonté affichée d'harmonisation et la substitution à un système neutre (le système actuel de TVA) d'un système pervers.

Avec des taux de TVA pou-

vant, pour un même produit, connaître un écart maximum de 5 à 6 points, des détournements importants de trafic ne manqueraient pas de se produire au ent des économies dont le taux d'imposition serait situé dans le haut de la fourchette, et l'on sait que la France serait dans ce cas. Les particuliers mais également toutes les entreprises et les organismes qui ne peuvent pas déduire de leur propre dette fiscale la TVA qui leur est facturée (banques, assurances, collectivités locales, associations, hôpítaux) auraient inté-

Certaines entreprises - de ventes par correspondance par exemple - seraient amenées à déplacer leurs activités vers les Etats à taux faibles. Enfin. comme les produits importés de l'extérieur de la Communauté seraient frappés au taux en vigueur dans le pays d'importation, pour circuler ensuite librement à l'intérieur de la Communauté, les importateurs pourraient choisir le port ou

l'aéroport du pays pratiquant le tanx de TVA le plus faible. La cargaison d'une péniche remontant le Rhin pourrait être taxée à 20 % dans le port de Stras-bourg, mais à 14 % dans le port de Kehl, avec un simple pont à traverser pour être immédiatement livrée à Strasbourg... Si l'on reprend l'exemple des

relations entre la RFA et la France, la « délocalisation » pourrait aller plus loin et ne pas se limiter à un phénomène frontalier. Les filiales allemandes ou les importateurs de produits allemands en France pourraient se transformer en simples commissionnaires ou courtiers, vendant, en France, des produits supportant le taux de TVA allemand, inférieur à celui de la TVA fran-

Rien ne permet de penser que ces phénomènes seraient limités par le fait que la TVA est « récupérée » par la plus grande partie des entreprises. D'abord, la simple recherche de la diminution du crédit de TVA qu'elles

(*) PDG de Pougest SA

financent conduirait ces entreprises à se fournir dans les pays à faible taux, ou à importer en transitant par ceux-ci. En outre, le groupage des marchandises dans le commerce international pousserait les achats des entreprises vers les pays à faible taux.

Une première conclusion s'impose : seule une stricte égalité des taux de TVA pesant sur un même produit dans les douze Etats de la CEE pourrait éviter ces distorsions. Ce qui renvoie au débat que j'évoquais au début : la perte de recettes fiscales qu'un abaissement d'assez grande ampleur du taux de TVA impliquerait pour la France estelle supportable pour notre

pays? Deuxième conclusion découlant de la première : l'harmonisation fiscale, souhaitable pour réaliser le marché unique, doit se faire par un plan à long terme d'unification des taux de TVA par produit. Ainsi seulement sera rendu acceptable le « financement » de la baisse des taux de TVA dans les pays à taux fort et l'acceptation de la hausse de la fiscalité sur les produits de première nécessité dans les pays à taux actuellement faible.

Les risques de fraude

Je comprend, cependant, leurs côtés. l'intérêt et l'attrait, du sait de son aspect symbolique, de l'objectif fixé par la Commission d'une suppression des frontières physiques anx échanges économiques. J'adhère aussi à l'idée qu'il fant tenter de réaliser cet objectif dès le 1st janvier 1993 et non pas an fur et à mesure de la mise en œuvre du plan d'harmonisation des taux évoqué plus

(Lire la suite page 14)

leur mise en vente sur le marché les risque, elles se dotent de structures trésors de guerre. C'est pour répon-dre à ce handicap qu'Edouard Balla-apporter des fonds propres à des dur, alors ministre de l'économie, mit entreprises régionales en croissance. en place la procédure des « noyaux durs . A cette occasion, les banques sont entrées dans le capital de plusieurs privatisées - ce fut notamment le cas de la Société générale dans la CGE, Havas et TF1.

Cependant, leur intervention ne s'est pas limitée aux privatisées. L'insuffisance des fonds propres étant une caractéristique générale de l'industrie française, les sociétés privées ont également cherché à conso-lider leur actionnariat, à la fois pour se protéger contre d'éventuels assaillants et pour se donner les moyens d'assurer leur développement.

La course à la taille critique

Afin d'acquérir la taille critique au niveau mondial, la croissance interne ne suffit plus dans bien des secteurs, et seules des acquisitions permettent aux Français de prendre des positions dans le peloton de tête. Les occasions d'achat se sont multipliées au cours de ces dernières années, nombre de groupes, aux. Etats-Unis notamment, désinvestis-

Dans cette course à la taille critique, les sociétés françaises ne peuent se contenter de faire appel à la Bourse et à son actionnariat atomisé. par peur de se fragiliser encore un peu plus. Les patrons, qui ne venaient plus tirer sur leurs lignes de crédit, ont découvert que leurs banquiers pouvaient tenir le rôle de grands actionnaires capables de mettre sur la table physicus milliards de francs et de s'engager durablement à

La nature privée on publique dudit banquier n'a désormais plus guère d'importance. Après la nationalisation de 1982, qui devait faire du secteur bancaire l'un des bras séculiers de l'Etat socialiste pour la mise en œuvre de sa politique industrielle, la réalité a repris ses droits. L'autonomie de gestion laissée aux entreprises publiques, et que plusieurs ont mise à profit depuis lors, a rapidement convaince les chefs non bancaires. On n'en est pas encore d'entreprise que l'entrée dans leur là en France. capital de la BNP on du Crédit lyon-

rendait extrêmement vulnérables qui leur permettent d'accompagner aux appétits d'attaquants étrangers, les PME dans leur expansion. Ainsi généralement dotés de confortables la BNP vient-elle de créer une filiale,

Ce nouvel état d'esprit donnera t-il réellement naissance à un changement culturel en profondeur ? Jusqu'où ira l'implication des banques dans la stratégie des entreprises dont elles sont devenues actionnaires mais qui restent leurs clientes, créant ainsi une source de conflits d'intérêt?

Au-delà de leurs motivations commerciales (déployer leurs actions là où se trouve le marché) et financières (s'assurer un investissement rémunérateur en dividendes et porteur de plus-values), les banquiers ont-ils engagé une réflexion stratégique à long terme les aménant à intervenir dans tel ou tel secteur, dans telle ou telle société, jugés priori-taires pour l'économie nationale ? Seront-ils prêts contre vents et marées à souteur une de leurs «affiliées » le jour où la conjoncture ne sera plus aussi brillante?

Il n'est pas sûr qu'on les voie prendre avec la même détermination le chemin de la Deustsche bank, qui, à la fin de l'année dernière, a pris le sant des branches entières pour se contrôle de Kloëckner, société de recentrer sur un ou deux métiers de négoce qui avait perdu quelque 2 milliards de francs sur les marchés pétroliers, pour la sauver de la faillite. Il n'est que de se souvenir du traumatisme qu'avaient déclenché dans le milieu bancaire français les difficultés de Creusot-Loire.

> S'il résiste aux coups de tabac de la conjoncture, cet actionnariat stable que les banques se targuent de constituer résistera-t-il aux propositions alléchantes que ne manqueront pas de lui faire les initiateurs d'une OPA ? Car tel est bien l'atout de la présence des banques allemandes dans les entreprises d'outre-Rhin: empêchant toute OPA, notamment étrangère, ce sont elles qui organisent. les rapprochements à l'amiable. Au point d'ailleurs que l'Office fédéral des cartels s'était ému de leur trop grande puissance et du risque qu'elle laisait courir à la concurrence, et avait proposé de limiter à 5 % leur participation dans des entreprises

CLARF BLANDIN

-La chronique de Paul Fabra

1 le secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, veut vraiment engager une sérieuse négociation sur la réduction des dettes des pays en voie de développement, il devra apporter plus que de simples retouches aux recommandations qu'il a faitas récemment à ce sujet — et à l'égard desquelles la Maison Blanche a pris, à peine étaient-elles annoncées, de pru-dentes distances. Les premières réactions qu'elles ont suscitées semblent avoir confirmé le soupçon qu'on pouvait avoir (notre précédente chronique parue sous le titre « Endettement : les mots et les morts ») que, sous leur forme actuelle, elles s'inscrivent, malgré leurs apparences novatrices, dans la ligne d'une « stratégie » tout entière tournée vers la sauvegarde des intérêts des banques créancières, au détriment, s'il le faut, de caux des débiteurs.

Très significatives ont été les critiques formulées par les bénéficiaires supposés. S'ils s'étaient contentés de proclamer que M. Brady cine ve pas assez loin > dans la voie de l'allègement proposé, on pourrait se borner aussi à mettre leurs réserves au compte d'une certaine démagogie, ou bien n'v voir ou'une simple manosuvre tactique en vue d'aborder la discussion dans la moins mauvaise position possible.

Cependant, les griefs faits au « plan Brady » per le ministre des finances du pays-test, le Mexique, auquel Washington entend réserver en priorité ses faveurs. réelles ou fictives, ont été beaucoup plus embarrassants. A l'occasion de la récente assemblée générale de la Banque interaméricaine de développement, tenue à Amsterdam, M. Pedro Aspe s'en est pris aux méthodes déjà utilisées sur les marchés, mais dont M. Brady voudrait encourager la pratique pour diffinuer per conversion les

Pour le ministre mexicain, les océrations de swaps, consistant à échanger une créance bancaire sur un débiteur mexica contre une participation au capital d'une société mexicaine, ne peuvent être multipliées sans causer de graves dommages au budget (déjà lourdement déficitaire) et à la monnaie nationale (déjà menacée de perdition). De deux choses l'une : ou bien le rachat de la dette extérieure, libellée en dollars, n'est rendu possible que per émission de pesos par la Banque du Mexique, et c'est

Pourquoi il faut réduire la dette des pays en voie de développement

la relance de l'inflation, aujourd'hui péniblement contenue par des contrôles de toutes sortes; ou bien, solution plus orthodoxe, les pesos sont empruntés, mais c'est autant de prélevé sur une épargne nationale insuffisante. Comme le taux d'intérêt sur le marché mexicain est beaucoup plus élevé que sur le marché international, la substitution d'un endettement interne à un endettement externe se traduira par un alcurdissement des charges budgétaires. C'est un fait que le Mexique a suspendu les siveses depuis plu-sieurs mois et que le Brésil vient de les reprendre pour des montants limités. Le «plan Brady» proposerait ce dont les pays sés ne veulent plus sauf au compte-

Quant aux grandes banques étrangère surtout américaines, solidement ins sur place depuis longtamps, elles semblent disposées à vendre au rabais certaines de leurs créances si cela leur donnait le droit d'acquérir des affaires quelles connaissent bien et qui leur promettent d'importantes plus-values. Trois jours après le discours de M. Brady, le Wall Street Journal titrait : « Plusieurs grosses banques américaines sont en position d'encaisser de considérables bénéfices si le plan est adopté. >

Il est possible aussi que le secrétaire américain ait commencé par faire miroiter aux créanciers de nouvelles occasions de profits avant de passer aux propositions moins attrayantes pour eux. Si tel est le cas, c'est l'autre aspect du dossier qu'il conviendrait d'examiner au fond avant de s'engager pour de bon dans la voie de la renonciation, fût-elle partielle et conditionnelle, à ce qui reste, qu'on le veuille ou non, bel et bien dû. Dans notre chronique de la semaine passée, nous avons mis l'accent sur l'absence de considération pour les besoins des débiteurs. Il serait trop facile d'en conclure que toute remise de dettes serait a priori un progrès, comme si le non-respect des engagements pris n'était pas en toutes circonstances un acte grave.

On se contentera ici de passer en revue les principaux arouments mis en avant car les banques et, au-delà d'elles, par tous les ment américain - pour maintenir le principe, en effet essentiel à la bonne marche d'une économie, selon lequel toute somme empruntée est une somme due.

E premier de ces arguments est que toute entorse à ce principe constituerait un dangereux précédent de nature à compromettre la sécurité du crédit public et privé et, par là, à porter atteinte non seuiement aux intérêts immédiats des créan-ciers mais aux intérêts futurs des pays qui continueront à avoir le plus besoin des capitaux étrangers.

Ce sont, à n'en pas douter, de très fortes raisons que l'on pourrait justifier par autre chose encore que par la morale utilitaris Mais, si pertinentes scient-elles, elles ne doivent pas empêcher de tenir compte des circonstances, en effet très particulières, dans lesquelles ces prêts ont été consenti au cours de la périoda de presque dix années consécutives — 1972-1973-1982 ~ pendant laquelle les crédits bancaires aux pays en voie de développement d'Amérique latine et de quelques autres régions croissaient au rythme fantastique de 20 % à 30 % par an, parfois davantage. Cette progression s'expliquait par la rencontre insolite de deux sortes de protagonistes qui, ordinairement, ne jouent jamais très longtemps ensemble.

D'un côté on trouvait des débiteurs notoirement prodigues ou incapables, n'accordant qu'une attention très distraite à la gestion de leurs propres affaires. Tel était le cas pour la plupart des pays aujourd'hui les plus lourdement endettés - Mexique, Argentine, Philippines et beaucoup d'autres, qui menaient une politique budgétaire extrêmement relâchés, entretensient un secteur public pléthorique et profondément enfoncé « dans le rouge », subventionnaient

autre côté, se présentaient des créanciers disposés à prêter à de tels emprunteurs - et leur prêter beaucoup. On a reconnu les grandes banques commerciales, promptes à accorder d'énormes crédits au Mexique parce qu'il avait du pétrole - un produit dont le prix était censé ne pouvoir évoluer qu'à la hausse -- et au Brésil parce qu'il n'en avait pas.

N'insistons pas ici sur le facteur qui a favorisé le rapprochement de deux éléments dont l'un, en général, ne tarde pas à fuir l'autre. Rappelons seulement que le catalyseur était non moins inhabituel, né d'une mystification politico-financière d'une ampleur sans précédent. On allait bientôt faire croire, au lendemain de l'événement majeur que constituait l'effondrement du système monétaire de Bretton-Woods (survenu entre 1971 et 1973), que l'inflation. les déficits de balances des paiements — et notamment ceux du tiers-monde, - la montée des taux d'intérêt, tout cela était insignifiant comparé avec le choc pétrolle qui devait survenir un peu plus tard. L'OPEP, fort commodément, passa pour responsable de tous les malheurs. D'où l'idée que le salut était dans le recyclage des capitaux dont les nations productrices de pétrole étaient supposées être la source originelle.

C'est ainsi que le Fonds monétaire déploya toute son influence pour encourager les banques « à faire leur devoir » en offrant à tous les emprunteurs potentiels les fonds en dollars qu'elles se procuraient sans difficulté sur le marché dit de l'eurodollar, lequel n'est qu'un compartiment du marché monétaire américain cénéreusement alimenté par un système de réserve fédéral très compréhensif. Rappelons encore, car c'est une des clefs du drame qui se préparait, que, sous l'effet de leurs emprunts massifs, les pays qui accumulaient les dettes voyaient leurs monnaies respectives constamment dopées sur le marché des changes. La Fonds moné-

taire leur conseillait de tout faire pour conserver cette surévaluation, sous prétexte que celle-ci était une arme contre l'inflation intérieure. En réalité c'était un instrument redoutablement efficace pour ruiner les industries locales et pour organiser systématiquement la plus gigantesque fuite des capitaux de l'histoire contemporaine. « Dans notre pays, tout est cher, sauf le dollar, on en achète donc autant qu'on peut », me disait en 1981 un industriel mexicain.

🔼 I l'on veut bien considérer cette genèse du surendetternent, on est tenté de retourner l'argument de la plaidoirie prononcée au nom des créanciers. Ce serait un précédent fâcheux que des crédits alloués dans des conditions aussi aberrantes se révèlent — ce qu'ils ont été jusqu'à maintenant — des affaires extrêmement lucra-

Autre argument des avocats des banques : si vous remettez les dettes, vous favorisez les mauvais débiteurs au détriment des scrupuleux et des industrieux. Voilà une autre considération tout à fait digne d'être retenue, à ceci près qu'elle ignore, plus ou moins scienment, une partie de la réalité. C'est ici qu'il convient d'introduire un autre élément, essential, du jeu tel qu'il se joue : les apports de fonds nouveaux.

Ces capitaux frais, dont le courant s'est considérablement ralenti et n'est sans doute pas près de reprendre, rien ne pourta empêcher qu'ils se dirigarent, pour leur quasitotalité, vers les bons débiteurs, ne serait-ce que pour la raison mise en évidence par l'expérience que ceux qui assurent le service intégral de leur dette, intérêt et principal, sont aussi les pays les mieux gérés. Toute solution visant à répartir les capitaux disponibles entre les pays qui en ont besoin, indépendamment du traitement auquel leurs créanciers respectifs ont eu droit, serait hypocrite et vouée à l'échec.

Il existe au surplus une raison pour ne pas s'offusquer, en l'occurrence, de l'excessive sévérité de la loi du marché. Les pays qui réclament le plus fort des mesures d'allège-ment sont aussi ceux qui ont connu les fuites de capitaux les plus massives. Si leurs affaires sont mieux conduites, ils peuvent en espérer un rapatriement au moins partiel. Il sufficient ou'une fraction revienne pour que leur situation soit changés du tout au tout.

Le mythe des frontières

(Suite de la page 13)

Mais point n'est besoin de recourir aux moyens préconisés par la Commission ou par les partisans de l'application de la TVA du pays de l'acheteur pour obtenir ces résultats.

La Commission a pour but la suppression des formalités au passage des frontières; c'est un ctif louable, mais le dispositif qu'elle suggère nécessite, pour être efficace, un renforcement des contrôles communantaires et non leur allégement. En effet, jusqu'à présent, chaque Etat prélevait la TVA pour son propre compte et avait donc un intérêt essentiel à lutter contre la fraude.

Dans le nouveau système, une partie importante de la TVA serait prélevée par chaque Etat pour le compte de ses voisins : la lutte contre la fraude risquerait ainsi de collter à cet Etat au lien de lui rapporter. Comme les possibilités de fraude croîtront avec l'élargissement du marché luimême, le danger d'appauvrissement des recettes des Etats est important, sauf à créer un contrôle fiscal supranational! Avec peu de chance de voir les

coûts et les contraintes se réduire. Le système de l'application des taux de TVA du pays de l'acheteur présente des inconvénients très proches des propositions de la Commission. Ce système consiste à faire facturer la TVA par le vendeur au taux pratiqué dans le pays de l'acheteur. Ses partisans insistent sur l'avantage de voir préserver ainsi la neutralité de la TVA pour les non-assujettis. Mais, en réalité, ce système laisse qui se déplacent pour acheter et les conséquences graves de cette attitude pour les entreprises fran-

Un tel système oblige également, comme les propositions de la Commission, à mettre en place un mécanisme de compensation inter-Etats avec tous les risques de fraude et de désintérêt pour le recouvrement déjà évoqués. Que de difficultés aussi pour les vendeurs qui devront disposer d'un véritable « Bottin » reprenant l'ensemble des taux de TVA pratiqués dans les douze pays d'Enrope pour chaque produit. Là encore, au nom de l'harmonisation et de la simplification, l'on complique et l'on favorise la fraude fiscale.

Pourquoi ne pas poser les problèmes en termes plus pragmatiques : c'est en définitive la localisation géographique des contrôles qui fait les frontières. Supprimer les contrôles à la frontière, c'est supprimer les frontières physiques, quel que soit le système fiscal appliqué.

Dès à présent, pour la France, deux tiers des opérations de dédouanement ne sont pas effectués aux frontières et la moitié des marchandises ne passent plus par les bureaux de douane. La direccaises propose, pour abaisser les frontières physiques, d'aller plus loin et jusqu'au bout de cette logi-

Sans changer les systèmes actuels de TVA, le contrôle douanier pour les entreprises serait déplacé de la frontière aux lieux de départ et d'arrivée des marchandises. L'échange de documents d'accompagnement assurerait le contrôle et le suivi statistique des échanges.

Une solution simple

Pour les particuliers, une augmentation notable des franchises permettrait de réduire l'aspect symbolique des frontières. Ainsi commencerait-on d'abaisser les frontières physiques pendant la période intermédiaire où l'harmonisation des taux de TVA par produit se mettrait en place progres-

Solution simple: point n'est besoin de créer un système complexe de compensation entre Etats, ni de changer les principes

du système actuel de perception de la TVA. Solution neutre économiquement : le principe de circulation des marchandises au tanx 0 ne crée aucun risque de détournement de trafic.

guère le risque de fraude et maintient un bon suivi des échanges. Solution moderne: elle s'appuie sur des moyens informatiques développés et passe par une simplification des documents et des procédures. Solution au moins aussi « européenne » que les autres : elle aboutit à un abaissement réel des frontières physi-

Si la constitution d'un grand marché européen passe par une unification des fiscalités sur les échanges, il faut se méfier des solutions bâtardes. Scule l'harmonisation complète, c'est-à-dire un taux unique par produit, évite les effets pervers.

Souhaitons, si l'échéance du 1st janvier 1993 a un sens, que les gouvernements européens négocient rapidement un tel plan d'unification des taux de TVA par produit. Et, dans l'intervalle, abaissons les frontières physiques en nous attaquant aux obstacles techniques, d'un autre âge, aux échanges.

JACQUES CALVET.

« AFFAIRES » A SUIVRE

La réalité et le fantasme

conseiller honoraire à la Cour de cassation, développe l'idée selon laquelle « il paraît être de règle générale qu'en affaires il y ait crime sans châtiment ».

Pour tenter d'apporter la preuve de cette affirmation, il prend pour exemple la célèbre affaire de la Garantie foncière, c'est-à-dire le plus gros scandale politico-financier de l'aprèsguerre. Or, précisément, les trois personnages principaux de cette aventure, le marchand de biens Robert Frenkel, le député André Rives Henrys de Lavaysse et l'avocat Victor Rochenoir ent été en prison, sévèrement condamnés en 1973, à la fois par la peine prononcée et par ses conséquences d'interdiction professionnelle pratiquement perpétuelle pour le député et l'avocat. Voici

e premier fantasme dévoilé. Le second fantasme est encore nlus étonnant. S'agissant toujours de la Garantie foncière, il est énoncé ceci : « On n'a jamais su, ni cherché à savoir, ce qu'était devenu tout l'argent détourné. Quelqu'un pourtant le savait, Me R..., un avocat, qui

ANS son article publié dans chacune des sociétés

La troisième question tout
dans le Monde, le n'ayant pas de lien entre elles aussi grave pour la justice
7 février, « Crimes sans avait été le dirigeant réel, l'âme consiste à savoir si elle-même châtiment », M. Jean Cosson, damnée de toude cette histoire. dans ses socio-drames ne s'est Il était apparu qu'il avait opéré pour le compte d'un parti politique. Condamné à trois ans d'emprisonnement, il a été vite secret de la vraie destination des

> Rien n'est vrai dans ces quelques lignes. Les plus-values immobilières dans l'affaire de la Garantie foncière sont allées dans la poche de Robert Frenkel, qui a été condamné pour cela. D'après son jugement même, Victor Rochenoir n'a jamais été le dirigeant de la Garantie foncière, pas plus que d'autres civiles foncières. Il n'est jamais « *apparu* » non plus qu'il avait opéré pour le compte d'un parti politique. Il n'a jamais disparu, puisqu'il vit au même endroit depuis 1973, avec son nom dans l'annuaire, et iamais personne n'a soutenu devant une juridiction qu'il avait emporté avec ini des secrets.

Morale et on-dit

Pourquoi ces erreurs? Parce que, en France, le fantasme d'une affaire est plus fort que sa réalité. A partir du moment où une personne est mise au pilori par la justice et les médias, ce qui reste en mémoire du public, c'est l'histoire qui lui a été racontée à cet instant, et non pas son épilogne, fût-îl judi-

Ainsi survit encore aujourd'hui le roman raconté au moment de l'incarcération de Rochenoir, même si nulle trace ne peut en être trouvée dans l'arrêt d'une cour d'appel qui clôture la vie réelle du dossier. Bien sûr, on dira: « Mais îl a été condamné. » Donc peu importe pourquoi, comme si l'aventure judiciaire d'un homme autorisait à l'accuser de tout et de n'importe quoi sous prétexte de faire de la morale. Comme si un tribunal lui-même ne pouvait purger une affaire de tous les

Fait plus frappant encore, les propos de M. Jean Cosson sur la Garantic foncière n'émanent pas d'un simple profane mais d'un professionnel du droit, spécialiste des affaires économiques, magis-trat à la retraite estimé de tous, Il signe pourtant le caractère fantasmatique de ses propos en employant pour décrire sa victime Victor Rochenoir un vocabulaire issu de la sorcellerie ; « Ame danmée. »

pas fait pi iéger par l'émotion initiale qui permit de la saisir. Combien de gens savent aujourd'hui que les souscripteurs initiaux de la Garantie foncière ont, malgré les ravages du scan-dale, récupéré près de 150 % de leur mise. Combien de gens savent que si ces mêmes souscripteurs avaient conservé dans leur patrimoine les immeubles de la Garantie foncière, ils seraient aujourd'hui à la tête d'un capital multiplié par sept en vingt ans.

Ces réalités-là sont rudes.

Elles contrarient notre goût naturel pour la morale des professeurs de vertu. Combien de gens se souviennent du scandale du Point du jour, qui a mis au ban de la société le grand architecte Fernand Pouillon et l'a conduit à la prison, d'où il s'est évadé. Les «souscripteurs» des appartements Pouillon auront réalisé la plus belle affaire de leur vie. Mais Pouillon fut obligé de s'exiler avant d'être décoré quinze ans plus tard par la République. Dans ses malheurs, au moins eut-il de la chance. Bien plus tragiquement, qui se souvient que Christian Ranucci, peut-être guillotiné à la place de l'homme au pull-over rouge, est mort à cause d'un dossier judiciaire insuffisant au moment où le peuple avait besoin à tout prix d'un coupable à dévorer et d'un bouc émissaire à charger du péché d'un crime insupportable.

Aujourd'hui, la défense d'un homme se joue sur deux scènes : la scène judiciaire, la scène médiatique. La deuxième est au moins aussi importante que la première, car c'est la seule dont on se souvienne. Dix ans, vingt ans après les affaires, les commentateurs et les écrivains répètent les erreurs commises dix ou vingt ans avant, tels les historiens du dix-neuvième siècle reproduisant les erreurs des scribes et des moines.

Ainsi la tâche des avocais estelle lourde lorsqu'ils doivent dès le début d'une affaire expliquer en face d'une accusation prolixe, puissante et toujours populaire, quelle est la vérité impopulaire de ceux qu'ils désendent. Ainsi la responsabilité des journalistes est-elle considérable puisqu'ils sculptent dans la conscience et l'inconscience du public des images indestructibles même si leur plume en forme de cisean

fut maladroite. DANIEL SOULEZ-LARIVIÈRE

CORRESPONDANCE

A propos de l'état de la France

A la suite de l'article de lèvements obligatoires, 47 %, Xavier Greffe «La tentation de l'oubli », publié dans « Le Monde Economie » du 21 février. M. Philippe Malaud, député au Parlement européen, ancien ministre, nous écrit :

'INCONVÉNIENT de la retenue à la source est, comme pour la TVA, de rendre l'impôt indolore, plus encore, de le mettre psychologiquement à la charge des employeurs, puisque la seule chose qui intéresse le salarié, c'est ce qu'il tonche en fin de mois, non ce qu'il coûte à son entreprise. C'est doubler l'absurdité d'un système de sécurité sociale d'autant plus lourd et onéreux que personne n'est responsable et que le coût est soigneusement dissimulé aux intéressés : ce n'est pas la simple rédaction d'une « feuille de paie vérité» qui

v remédiera. Le problème majeur de l'économie française, ce n'est pas la liscalité, c'est l'ensemble des pré-

alors que la RFA est à 37% et que la Grande-Bretagne, au bénéfice de la politique de M= Thatcher, est redescendue à moins de 40 %. Le vrai problème, c'est de revenir au niveau de nos partenaires, donc de réduire de 2 points par an jusqu'en 1993 lesdits prélèvements obligatoires, ce qui implique une sérieuse compression des dépenses de l'Etat, c'est-à-dire une réduction drastique de la fonction publique, comme des charges sociales.

Quant à la décentralisation, il conviendrait de rappeler qu'elle a, plus encore que l'Etat ou la Sécurité sociale, contribué à l'accroissement régulier de 1% par an des prélèvements obligatoires. Les dépenses des collectivités locales ont à peu près doublé en cinq ans, passant de 80 milliards à 160 milliards de francs. Cela continue avec la constitution progressive de quatre administrations, deux au niveau départemental (préfet et conseil

(préfet et conseil régional), là où Napoléon ne nous avait tout de même laissé que la charge d'une administration unique.

Les mêmes problèmes sont désormais traités en double, en quadruple, voire plus - et par les administrations traditionnelles de l'Etat et par les innombrables structures para-administratives mises en place pour échapper à la fois à la hiérarchie et aux normes salariales de la fontion publique, - et par les administrations locales, avec les coûts et les freins qui résultent de la multiplication de ces centres de décision on d'études inutiles. L'enrichissement de la décentralisation ne pourra résulter que de la suppression d'un niveau d'administration supplémentaire, inexistant pertout ailleurs, et de la disparition du système généralisé de duplication entre organes de centralisa-

tion et de décentralisation. PHILIPPE MALAUD, député au Parlement européen,

مكذا من الدُّمل

: 1 m

The section of the se

de recent a top .

.

profession in

.. ..

.

.

....

والمراجع والمواجع الما

and the second

.....

ilité et le fantasme

Économie

ETRANGER

La relance des négociations de l' « Uruguay round »

Les subventions à l'exportation au centre des débats agricoles du GATT

BRUXELLES

(Communautés européennes)

Une nouvelle étape de l'énreuve de force qui oppose les Brats-Unis à la CEE à propos des réformes à mettre en œuvre pour assainir durablement les échanges de produits agricoles va s'engager le 5 avril à Genève. L'« Uruguay round », le nouveau cycle de négo-ciations commerciales multilatérales lancé dans le cadre du GATT (1) en lancé dans le cadre du GATI (I) en septembre 1986 à Punta-del-Este, est en effet bloqué depuis la session ministérielle à « mi-parcours », qui s'est teme en décembre à Montréal, et où le conflit agricole transatiantique n'a pu

L'objet du rendez-vous genevois porte donc sur l'adoption d'une plateforme par les pays membres du GATT qui indiquerait comment faire redémarrer la négociation agricole. Les pays concernés sont conscients de la gravné de l'enjeu – il s'agit d'empêcher une guerre commerciale – et ont donc, peut-ou penser, la volonté nolitione peut-on penser, la volonté politique d'aboutir. Cependant, les contacts curo-américains, nombreux depuis

l'entrée en fonction de la nouvelle l'engagement pris en cas de fortes les Occidentaux. Les barrières qui limi-administration à Washington, n'ont pas variations monétaires. administration à Washington, n'ont pas été probants. Le 22 mars, M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, a présenté un projet de compromis qui aborde les quatre dessiers non réglés à Montréal : l'agriculture, les échanges textiles, l'aménagement des clauses de sauvegarde, la défense de la propriété

On trouve, à Bruxelles comme à Paris, qu'en matière agricole son projet fait la part belle aux thèses américaines. Il y est recommandé de plafonner, au cours des deux années à venir, au niveau moyen atteint en 1987 et 1988 les crédits qui sont accordés par les pays producteurs pour subventionner leurs exportations agricoles. Un gel des sommes affectées à ces subventions pourrait entraîner, dans l'hypothèse de baisse des cours mondiaux on encore de chute du dollar, une diminution brutale des exportations agricoles communautaires. Une perspective d'autant plus génante que le texte de M. Dunkel ne prévoit pas, sinon de manière très imprécise, de clause de sauvegarde qui permettrait à la CEE de se soustraire à

duction décline — est le seul sec-teur de l'économie chinoise à ne

pas pâtir du budget présenté mardi 21 mars devant le Parle-

Le budget chinois - 293 milliards

de yuans de dépenses - fait apparaî-tre une réduction du déficit de

retercice, qui passerait de 8,05 milliards de yuans-remimbi (1) à 7,4 milliards malgré une augmentation des dépenses et des revenus de 10 % environ. Si l'on y inclut le service de la dette extérieure (30 milliards de dellers) et intérieure le

vice de la dette extérieure (30 milliards de dollars) et intérieure, le déficit réel de la Chine en 1989 atteindra 35 milliards de yuans, soit 2,2 % de plus que l'an passé. Cela n'a pas empêché le ministre des finances, M. Wang Bingqian, de critiquer le caractère inflationniste de la politique passée et l'accumulation des déficits depuis quelques année.

Le budget, soumis pour la forme à l'approbation des députés, est entièrement tourné vers cet objectif aux implications politiques : réduire le taux d'inflation, qui a atteint 30 % en rythme annuel dans la plupart des villes. Coup de frein, douc, sur les fonds allonés à la construction de

base et à l'industrie (- 12 % au chapitre du développement et de la réforme des entreprises), introduction de taxes nouvelles pour freiner

le commerce privé et la croissance

des industries rurales. Les mesures

du gouvernement visent également à limiter le crédit, l'émission de mon-

naie, et à encourager l'épargne.

nent de la Chine populaire.

de notre correspondant

La thèse traditionnelle de la CEE est de refuser d'isoler le soutien à l'exportation. On ne peut que raisonner sur le soutien global à l'agriculture, expliquent ses experts. Procéder autrement aboutirait à des résultats asymétriques, en l'occurrence favorables aux intérêts libre, les experts font remarquer que le projet du GATT ne donne pas l'assurance que les aides directes (deficiency payments) consenties aux agriculteus américains ne seront pas augmentées. Or, font-ils valoir, elles jouent en réalité

Des barrières à shofir

Cette comroverse sur l'opportunité de prendre des engagements spécifi-ques sur les subventions à l'exportation va se trouver au centre du débat de

S'agissant des échanges de produits textiles, le projet de M. Dunkel tient compte des observations formulées par

En Chine, seule l'agriculture

échappe à l'austérité budgétaire

cipalement à promouvoir la produc-tion de céréales. L'anarchie finan-cière dans les campagnes en 1988 avait vidé en bien des endroits les coffres de l'Etat avant même qu'il

ait pu payer leur grain aux paysans, provoquant un désintérêt de ceux-ci

pour ce secteur vital de la produc-tion. Un renforcement général du fisc et l'introduction de nouvelles taxes visent en outre à calmer la

croissance du marché agricole privé.

Les citadins, qui n'ont vu leur revenu augmenter que de 1,2 % l'an dernier (contre 6,3 % dans les campagnes), sont cependant les bénéficiaires d'une mesure budgétaire compensatoire, avec une augmentation de près de 30 % des fonds spéciaux destinés à amortir les effets de le heuse des peir de détail. En

la hausse des prix de détail. En outre, les fonctionnaires receveunt

une augmentation de salaire dont la note représente 3.5 milliards de

yuans, soit exactement la moitié de ce que la Chine dépensera pour le service de sa dette extérieure.

la croissance industrielle

Les autorités ont voulu montrer qu'elles avaient entendu les cris d'alarme des éducateurs et des

scientifiques, et ont présenté sous un jour favorable une augmentation de

7.24 % du budget sur ce chapitre. Mais les intéressés ne manqueront

pas de comparer ce chiffre, inférieur à la crossance des dépenses totales

a se crossance des depenses totales de l'Etat, au budget de la défense, qui progresse de 12,6 %. Les mili-taires, eux anssi, pleuraient pour obtenir plus d'argent.

En présentant son budget pour

L'agriculture - dont la pro- 12 % sur l'an dernier) destinés prin-

tent les exportations des pays du tiers-monde vers les pays industrialisés telles qu'elles résultent de l'accord multifi-bres (AMF) devront, à terme, être abolies. Mais cette élimination de l'AMF ne pourra être automatique. Ses modalités devront être négociées, et notamment la possibilité, pour les pays industrialisés, d'appliquer des mesures de sauvegarde en cas de progression

soudaine de leurs importations.

La partie du compromis du GATT qui concerne la défense de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire la lutte contre la contrefaçon, est jugée insuffisante à Paris. Le projet ne spécifie pas en effet que les nouvelles dispositions qui doivent être mises au point d'ici à la fin de l'« Uruguay Round » (en 1990) auront le stant de règle du GATT. Pourtant, aux yeux des Français, c'est là une condition nécessaire pour que les efforts ainsi entrepris pour éliminer la contreferement de sient organisment de proche façon soient couronnés de succès.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Accord général sur les tarifs dous-

AFFAIRES

La progression des bénéfices d'Indosuez a repris

rythme de 14,5 %, grace à une conjoncture mondiale meilleure que prévu. La France a représenté moins de 50 % de la formation du résultat (44,8 % de 993 millions de francs): l'Europe, France incluse, atteignant 57 % et le bassin Asie-Pacifique

Cette progression du bénéfice, jugée « satisfaisante » par le PDG, M. Antoine Jeancourt-Galignani, a pu s'effectuer en dépit de la constitution de 1,24 milliard de francs de provisions (+ 58,7 %), dont 800 millions de francs pour les risques pays, ce qui porte à 41 % environ le provisionnement de la banque sur ces risques-pays. Elle est essentiellement imputable à l'augmentation de 40 % sur les commissions (courtage, ingénierie finan-cière, opérations en fonds propres, activités de marchés). Selon le PDG, une telle amélioration s'explique par le fait qu'Indosuez a pour-

Presque interrompue en 1987, la facilités du glissement vers la clien-progression des bénéfices de la Ban-tèle des particuliers et des PME, que Indosuez a repris en 1988 au pratiquement éliminée (à l'exception de la gestion de fortunes pour patrimoines importants), et se recentre sur une palette cohérente de métiers à haute valeur ajoutée, notamment les services et la promotion du commerce international pour les entreprises et les investisseurs

> Quant aux fonds propres de la banque, portés en 1988 de 8,2 milliards de francs à 9,3 milliards de francs, grace notamment à l'incorporation de 600 millions de francs de bénéfices, ils seront augmentés de 1,2 milliard de francs en deux ans (1989 et 1990) par souscription de l'actionnaire unique, la Compagnie sinancière de Suez. « De ce fait. nous n'aurons aucun problème pour respecter le ratio Cooke » (1), a précisé le PDG.

(1) Rapport entre les fonds propre que par le fait qu'Indosuez a pour-suivi une stratégie qui résiste aux devra être de 8 % à l'échéance de 1992.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principeux postes sujets à variation (an millions de francs)

Total actif 660 217 recevoir du Fonds européen de coopération monétaire 67 785 Concours au Trésor public 34 700

Titres d'Etat (bons et obligetions) Autres titres des marchés monétaire et obligataire Effets en cours de recouvrement 31 010 Total passif 660 217

Billets en circulation 230 766 Comptes courants des établissements astreints à la constitution 43 689 Reprises de liquidités Compte spécial du Fonda de sta-bissition des changes - Contrede tirage spéciaux 8 804 ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire 67 613 Réserve de réévaluation des

avoirs publics on or 237 545

TAUX DES OPÉRATIONS - Toux de la dernière apération agrappel d'offret 8,25 % - Turz des pensions à 5 à 10 jours 9 % - Taux d'accompte 9,50 % – Taux des avances, per titres 10,50 %

TOKYO, 27 mars 1 Léger repli

Seul marché boursier important n'ayant pas marqué la trêve de Pâques, Tokyo a ouvert la semaine du 27 mars sur une note morue. Après un début de séance irrégulier, la tendance est deve-me bessière lorsque le dollar a dépassé, nour la memière fois dezuis plusieurs pour la première fois depuis plusieurs mois, la barre des 132 yeus, et entraîné un mouvement de prises de bénéfices. L'indice Nikkei a perdu 56,12 points en clôture, à 31 512,40 yens, noit une baisse de 0,18 %. L'indice général Topix a, quant à lui, perdu 1,14 point dans la matinée, à 2 317,86.

VALEURS	Court du 24 mars	Cours du 27 mars
Akaii Bridgestone Concer Fuji Benk Honde Motore Marsumhishi Heavy Sony Corp. Tiyota Motore	681 1 330 1 600 3 550 1 850 2 480 1 050 6 630 2 500	685 1 330 3 530 3 620 1 870 2 460 1 040 6 630 2 530

Le Crédit lyonneis acquiert la

Chase-Banque de commerce en Bai-

gique. - Le Crédit lyonneis vient de .

conclure un accord avec la Chase Man-hettan pour lui acheter sa filiale beige, la

Chase Banque de commerce. Cette

Croissance de 12.2% en Corée

année consécutive, la croissance écono-pour l'ensemble de 1989, alors que le

du Sud en 1988. - Le produit national

brut de la Corée du Sud a sugmenté de

acquisition ajoutera aux quinze implan-

EN BREF

L'agriculture recevra un énergique coup de pouce, avec 17,4 miliards de yuans (en augmentation de l'économie chinoise, a souligné l'urgence

M. Rocard salue le « renouveau »

à l'hommage rendu jeudi par l'Ecole des mines, l'Ecole poly-

deuses nous déséquilibreraient immanquablement... > et M. Rocard d'ajouter : « Pour la France, cela signifie la poursuite de la modération salariale. >

Le premier ministre a précisé qu'il n'avait pour sa part jamais douté de la fécondité de l'analyse économique et que nous sommes en train de bénéficier du renouveau de cette science à laquelle M. Maurice Allais a

En l'honneur de M. Maurice Allais

de la science économique Le premier ministre, est manifestement sur une ligne M. Michel Rocard, s'est associé de crête, des décisions hasar-

technique, le CNRS, l'Association française de sciences économiques, à M. Maurice Allais. premier Français à avoir reçu le prix Nobel de sciences économis, en prononçant le discours de clôture de la cérémonie donnée pour le lauréat dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. A cette occasion, M. Michel Rocard a notamment déclaré : « L'économie mondiale

mique aud-coréenne est donc supérieura

hausse des prix de détail s'est élevée en

prix des produits industriels qui suraient

connu la plus forte augmentation

estimé à 70 % environ. Grèves : chute des conflicts
généralisés en 1988. — Selon les sta-• Forte inflation en Pologne. -Selon les statistiques officielles, la tistiques du ministère du travail, les conflits localisés et généralisés du travail Pologne, au mois de février, à 69 %, en ont provoqué la perte de 1 198 784 journées de travail en 1988 acquisition ajoutera aux quinze implan-tations, dont la banque française dis-Au cours de cette période, ce sont les contre 969063 en 1987. Les conflits localisés ont enregistré une forte remon-tée en 1988 : 1 132 193 journées non travaillées contre 511545 en 1987 (98 %), les prix alimentaires progressant (le Monde daté 12-13 mars). En reven-che, les confits généralisés ont fortepour leur part de 45,9 %. En décembre 12.2% en 1988, selon les estimetions dernier, la Diète polonaise tablait sur une ment chuté : 66 591 journées non tra-vailées contre 4575 18 en 1987. de la Banque de Corée. Pour la troisième hausse des prix de détail limitée à 20 %

qu'il y avait à freiner la croissance industrielle (20 % l'an dernier) et a lancé un appel vigoureux aux échelons administratils inférieurs pour qu'ils cessent de sacrifier l'intérêt général aux intérêts particuliers, fante de quoi « le réajustement de l'économie échouera ». Les seuls projets de construction qui seront poursuivis concernent les secteurs cruciaux de l'énergie, des transports et des matières premières, où règne un chaos sans précédent depuis la révolution culturelle. L'objectif est de réduire de près d'un tiers les investissements de l'Etat en matière de construction. de construction. M. Yao a affirmé que les

m. I ao a arrivine que les réformes en cours se poursuivraient sur le plan de la gestion contractuelle des entreprises, mais, en même temps, a laissé entendre que des réformes plus osées, comme l'introduction de l'actionnariat, restantiat à l'état d'arrivérance pileter. teraient à l'état d'expériences pilotes pour le moment. Comme le premier ministre Li

Peng dans son rapport d'ensemble sur l'action du gouvernement depuis un an, M. Yao a assuré que les obli-gations contractées par la Chine en matière d'investisse materie à myesussements ciralgents seraient respectées, à l'exception de « quelques » contrats auxquels les signataires étrangers auraient accepté de surseoir. Pour l'avenir, cependant, Pékin examinera en priorité les projets dans lesquels des firmes étrangères souhaitent fournir la totalité des investissements. Toutes les mises en garde aux autorités locales le prouvent : l'année 1988 aura été, pour le gouvernement central de la République populaire, l'année de sa plus grande frayeur devant l'effilochage de son autorité. FRANCIS DERON.

(1) 1 yean-remimbi = 1,7 FF.

Lapidus père et fils

célèbres ont généralement des difficultés à se faire un prénom. fils du couturier Ted, a dû, kui, batailler pendant des années pour utiliser son patronyme. Grâce à un bel achamement et à l'aide financière de M. Frantz Braha, il vient de prendre sa

L'histoire avait bien mai commencé. Avec son allure de jeune pramier et sa tête bien pleine (préparation à l'Ecole normale supérieure et Sciences-Po. M. Olivier Lapidus découvre très tôt qu'il rêve lui aussi de manier les ciseaux et les épingles. En 1983, à l'âge de vingt-quatre ans, il sort premier de sa promotion en stylisme de la Chambre syndicale de la couture. Un joli début qui se heurte à l'opposition de son père lorsqu'il songe à créer sa propre maison. Pas question pour Ted que deux Lapidus sa concurrencent dans le petit monde de la mode. Au point qu'il traîne son fils devant ies tribunaux pour l'empêcher d'utiliser professionnellement son patronyme.

Dans un premier temps, Olivier cède et tente sa chance ailleurs. Après un passage chez Balmain, il décide de créer sa propre société sous le pseudone d'Olivier Mont à la conquête du marché japonais. Entre 1985 et 1988, le chiffre d'affaires de cette société qui fabrique vêtements et accessoires passe de 7 millions à 30 millions de dollars.

En fait, M. Olivier Lapidus fera son chemin dans le sens contraire des autres couturiers : il utilise sa réussite en Asie pour s'imposer en France. Quand il revient à Paris. Il est bien décidé

table nom. Installé sur 400 m² dans les anciens locaux de Balenciaga, il présente, le 14 mars dernier, sa première collection. Car M. Olivier Lapidus a aussi

trouvé un financier en la per-sonne de M. Frantz Braha, PDG de Paris Eco, qui accepte d'investir 50 millions de francs dans les trois prochaines années sur ce jeune créateur. Fondée en 1949, Paris Eco, une affaire familiale spécialisée dans la maroquinerie et les acces de mode sous licence de couturiers (Courrèges, Smalto, Ted Lapidus), a l'intention de rassembler sous sa houlette la totalité des activités signées Lapidus. Elle vient de racheter pour un montant de 25 millions de francs (plus le passif de 15 millions environ) la SA Ted Lapidus au canadien Erich Fayer, qui avait oris le contrôle de cette maison de haute couture en 1986. Par ailleurs, M. Braha poursuit sa négociation avec les responsa-bles de la Belle Jardinière, filiale de la Financière Agache de M. Bernard Arnault, qui détient la propriété de la marque. Le chiffre d'affaires total réalisé sous la marque Ted Lapidus a atteint notamment grâce au système des licences. Un secteur que M. Braha compte bien améliorer, en particulier en direction des Etats-Unis, de l'Australie et de quelques pays d'Europe.

En attendant, il a réconcilié un père et son fils. Désormais, Olivier et Ted sont condamnés à travailler ensemble et à partager l'utilisation de leur patronyme. Dans la heute couture, l'histoire d'Œdipe se termine en douceur.

FRANÇOISE CHIROT.

SOCIAL

Un sursis d'un mois pour les 1 300 salariés de Dassault à Toulouse

décidé, la semaine dernière, de retarder d'un mois sa décision de fermer ou non son usine de Colomiers (Haute-Garonne), dans le cadre d'une politique, entreprise il y a un an, de restructuration de ses activités sur un nombre plus réduit

Au cours d'un comité central An cours d'un comme centrar d'entreprise, la direction du groupe aéronautique a expliqué qu'il hi manquait 50 000 heures de produc-tion pour équilibrer son plan de

Pour maintenir le plein emploi à Colomiers, la solution passe par la conclusion de nouvelles commandes ou par le rapatriement des soustraitances que, depuis un accord de 1965, Dassault a consenties à la société Aérospatiale.

Comme les nouvelles commandes en question, en particulier des ventes de Mirage-2000 à l'Irak ou à l'Emirat d'Abou-Dhabi, pourraient ne pas se matérialiser avant un mois. le groupe Dassault souhaite le retour dans ses usines de tout ou partie des 106 000 heures de sous-traitance (Mirage-2000 et Falcon) qu'il confie, chaque année, à l'Aérospatiale. A elle scule, la sous-

Le groupe Dassault-Bregnet a 70 000 heures de production

En l'absence de commandes on de rapatriement de sous-traitances, Dassault envisage la fermeture de son usine de Colomiers, près de Toulouse, où l'Aérospatiale s'est lancée dans d'importants investissements pour agrandir ses installations actuelles devant le succès commercial de l'Airbus.

< Ni hasardeux zi izkumain »

Dans l'hypothèse où le site de Dassault serait fermé, huit cent cin-quante salariés se verraient proposer un autre emploi dans des usines du groupe, à Bordeaux ou dans la région parisienne notamment, pendant que les quatre cent cinquante autres salariés seraient ou placés en pré-retraite ou repris par de nouveaux employeurs, comme l'Aéro-

La réaction des syndicats ayant conduit récemment les ouvriers de Dassault à manifester violemment lors du passage à Toulouse du premier ministre. M. Serge Dassault les a assurés que son plan de réorganisation de l'entreprise se devait d'être traitance sur le Mirage-2000 repré-sente en moyenne de l'ordre de main » pour l'empioi. Fonction publique

La négociation sur la formation pourrait s'engager fin avril

M. Michel Durafour, le ministre de la fonction publique, a mené à son terme, la semaine dernière, une concertation avec les sept fédéra-tions de fonctionnaires à partir du plan de « renouveau du service public » de M. Michel Rocard (le Monde daté 19-20 mars). A l'issue de ces entretiens, une négo-ciation devrait s'engager l'in avril on début mai en vue de la conclusion d'un «accord-cadre» sur la formation continue qui, après avoir été négocié pour l'ensemble de la fonc-tion publique d'Etat, serait discuté ministère par ministère. Avant rengagement de ces discussions — qui devraient être suivies d'autres sur la mobilité professionnelle et géographique, — M. Durafour adressera aux syndicats une note d'orientation sur la formation.

La CFDT et la FEN - qui out été les plus positives — mais anasi la CFTC, la CGC et les autonomes de la FGAF sont d'accord pour rendre la formation plus efficace à condila formation puis cilicace a constituir que des moyens soient dégagés en conséquence. FO est réservée sur le principe même d'un accord-cadre, craignant une résurgence des thèses néo-libérales et ne voulant pas « constituir pas » constituir pas gérer » le personnel de l'Etat. Plus hostile encore, la CGT redoute que les orientations du gouvernement n'aboutissent à e jeter par-dessus bord les garanties statutaires e dans la perspective de l'Europe de 1993.

......

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 La situation au Liban. 4 « Etat de grâce » pour le président mexicain. Les élections en URSS.
- 5 Yougoslavie : affronte ments au Kosovo. Corée du Sud : grogne chez les militaires contre la pré-sident Roh Tae-woo.

ANKARA

de notre correspondant ·

Un raz de marée anti-

ampleur, qui a, d'ores et déjà, conduit dirigeants de l'opposition et

commentateurs politiques à deman-der des élections générales antici-

Avec environ 22 % des suffrages

(sur près de 50 % des résultats

connus lundi matin 27 mars), loin

derrière le Parti populiste social-démocrate (PPSD) d'Erdal Inonu

(29 %) et le Parti de la juste voie

(PJV) de Suleyman Demirel

(26 %), l'ANAP se situe non seule-

ment bien en deçà des 36 % qui lui

avaient permis de remporter les

deux tiers des sièges au Parlement lors des élections de novembre 1987,

mais elle pulvérise à la baisse les

sondages les plus pessimistes qui

plaçaient la barre de la crise politi-

Devenu troisième parti du pays, le

parti gouvernemental perd au profit du PPSD, comme prévu, les villes

d'Ankara et d'Izmir, mais égale-

ment Istanbul, dont le maire, M. Bedrettin Dalan, comptait sur la

popularité personnelle que lui assure

sa politique de rénovation pour sur-

monter le handicap de son apparte-nance à l'ANAP. Résultats

annoncés comme « seuls à être vrai-

ment significatifs » par M. Ozal lui-

même au vu des premières estima-

tions, sur vingt-sept préfectures dont

les résultats sont connus, l'ANAP

alors que le PPSD en gagne seize et le PJV neuf! Traditionnellement en

Turquie, une défaite à des élections

que à 28 %

6 La situation en Corse après l'échec des négo-Des Verts deviennent

POLITIQUE

maires adjoints. « Livres politiques », pas André Laurens.

SOCIÉTÉ

- 7 Le message pascal du Des chercheurs français et
- britanniques vont tester l'efficacité de l'AZT dans le traitement du sida. 8 Sports : la victoire de

Ferrari au Grand Prix

scrutin, et le Parti de la juste voie. Ces élections ont été émaillées d'incidents. Dans la région de

9 Lorenzaccio, d'Alfred de Musset, au Théâtre Renaud-Barrault. La Passion, selon Schütz et Bach aux Pâques musi-

Une exposition Paladino à

la galerie Daniel Tempion.

15 La relance des négociations de l'« Uruguay round ». Indosuez renou cales d'Aix-les-Bains.

En Chine, seule l'agricul ture áchappe à l'austérité budgétaire.

ÉCONOMIE

SERVICES

Abonnements 2 Carnet 8 Légion d'honneur 12 Loto, Loto sportif 11 Météorologie 11 Mots croisés11

Radio-télévision 11

Spectacles10

TÉLÉMATIQUE

e Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ultats complets, les réections, les commentaires de la rédection du Monde ...ELEC Chaque matin le mini-journal de la réduction JOUR

e L'ectuelité 24 heures sur 24AP 3615 tapez LM

TURQUIE: les élections municipales

Menace de crise politique à Ankara après la sévère défaite du premier ministre

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, et son parti, le Parti de la mère patrie (ANAP) ont subi un revers cinglant aux élections municipales qui se sont déroulées dimanche 26 mars. Selon des résultats encore partiels du scrutin, l'ANAP n'arrive qu'en troisième position, derrière le Parti populiste social-démocrate, grand vainqueur du

Kars, au nord-ouest du pays, une rixe a opposé des familles de candidats rivaux. Plusiems coms de feu ont été tirés et deux personnes ont été tuées. La police a procédé à vingt-quatre arrestapartielles ou municipales a réguliè-

ninistre perdant et l'organisation de egislatives anticipées. Devant le siège du Parti populiste social-démocrate, les voitures célè-brent la victoire dans les bruits de gouvernemental : si la défaite du premier ministre, Turgut Ozal et du Parti de la mère patrie (ANAP) klaxon et les appels à la démiss du premier ministre. Rappel des thèmes de la campagne, les affiches électorales placardées dans l'escalier était attendue, elle a surpris par son donnent les raisons de la chute : les femmes, dont le rôle dans ces élections a été décisif selon la presse, sont appelées à « éteindre l'incendie dans la cuisine », allusion à une inflation qui a atteint 80 %, et que M. Ozal se propose sans succès de

Le PPSD premier parti do pays

freiner depuis son arrivée au pouvoir en 1983.

Sur une autre affiche, des élec-teurs armés d'un balai sont invités à en donner un bon coup « dans la dynastie », celle de M. Özal, dont le style de gouvernement de plus en plus familial, faisant de sa femme et de son fils aîné ses principaux conseillers, a provoqué un méconten-tement généralisé, y compris dans son propre parti. On dénonce anssi les prévarications au profit d'entre-preneurs liés à l'ANAP engendrées au moment de l'acquisition par les municipalités, en 1984, d'une auto-nomie financière qu'elles n'avaient DAS AUDRIAVENT.

Pour le président du PPSD, M. Inonu, c'est « l'incroyable manque de respect du premier ministre à l'égard de la nation » qui est cause de son échec : « On ne peut pas impunément dire aux gens que tout va bien alors qu'ils s'appauvrissent de jour en jour. » Le chantage au départ utilisé lors de toutes les élections sur le thème *après moi le*

retour au chaos d'avant le coup rement entraîné la chute du premier d'Etat de 1980 - semble avoir cette fois exaspéré les électeurs. Les déclarations de M. Ozal quelques jours avant la consultation, refusant en cas d'échec le rôle de leader de l'opposition, sont apparues à l'homme de la rue comme « un man-que de courage politique » érodant encore le capital de confiance du

> L'ANAP avait pu canaliser à son profit, lors de son arrivée au pouvoir en 1983, et en l'absence d'une concurrence alors bloquée par les militaires, les différentes compo-santes de l'électorat de droite : la droite libérale, la droite islamique, enfin la droite ultranationaliste.

Cette fois, à des degrés divers, ces électeurs sont revenus à leur préférence première : non seulement le Parti de la juste voie (droite libé-rale) de Suleyman Demirel angmente de plus de 30 % les suffrages qu'il avait obtenus lors des élections législatives de 1987, mais, en augmentant sensiblement leur nombre de voix et en gagnant des municipa-lités, le Parti de l'action nationaliste de l'ex-colonel Turkesh (qui passe de 2 % à 4 %) et surtout le Parti de la prospérité (islamiste) de M. Nec-mettin Erbakan (qui passe de 7 % à près de 10 %) s'affirment à nouveau comme des pôles d'attraction pour les dégus de l'ANAP.

C'est dire que si le PPSD de M. Inonu est sans conteste le pre-mier parti du pays, la succession qu'il se propose d'assurer à lui seul comme - parti de gouvernement », parce que les électeurs auraient clairement indiqué le parti qu'ils pays », n'ira pas sans se heurter à torat de droite. En dépit de la division des partis qui le représentent. MICHEL FARRÈRE.

Après l'échouage de l'« Exxon-Valdez»

Les experts redoutent que la marée noire

12 kilomètres carrés, 80 et peut-être même 130... Des millions de litres de pétrole flottent dans le sud de l'Alaska à la surface des eaux froides du détroit du Prince-William. Moins de quarante-huit heures après l'échouage sur un hautfond du super-pétrolier Exxon-Valdez, bâtiment ultra-moderne de plus de 300 mètres de long qui venait de se ravitailler en brut à

Deux scénarios sont envisageables comme le déclarait au Figaro M. Lucien Laubier, de l'Institut français de recherche pour l'exploi-tation de la mer et spécialiste des marées noires. Si la côte est touchée, « la pollution sera beaucoup plus grave et plus durable. Le pétrole trouvant à se fixer sur les algues, sur les animaux se concentrera, entraînant de nombreuses victimes. Et là ce seront de longs mois d'atteintes aux écosystèmes, la dépollution étant alors assez lente ». Si, en revanche, « les vents

> Reste que la zone en danger est « une région maritime sermée, la seule voie pour la nappe de pétrole d'en sortir est de traverser l'ensemble du détroit du Prince-William avec toutes ses lles, ses fjords, ses bales et ses canaux. Or, durant ce transit, il ne fait aucun doute qu'une large partie des côtes sera contaminée ». En fait, estime Dennis Kelso, « cette situation était le cauchemar secret de tout le monde sur ce qui risquait d'arriver avec le trafic pétrolier existant dans le détroit ». Une opinion que le secrétaire d'Etat français à l'envi-

ronnement, M. Brice Lalonde, partage. Les moyens sont toujours insuffisants, constate t-il, quand on a des pétroliers géants qui ont un

Les grandes pollutions maritimes

le « Torrey-Canyon » - 18 mers 1967 : l'accident du pétrolier libérien Torrey-Canyon (123 000 tonnes) poltue 180 km de plages, anglais

depuis

- 21 août 1972 : la collision de deux pétroliers libériens – le *Texanit*a et l'*Oswego*-Guardian - libère 100 000 tonnes de pétrole au large de

- 12 mai 1978 : le pétroller 100 000 tonnes de pétrole

- 16 mars 1978 ; ichouage du pétrolier libérien

- 5-6 août 1983 : incendie de Beliver au large des côtes du Cap. La partie arrière du navire coule avec près de 100 000 tonnes de brut dans ses soutes.

 Manche : les recherches du conteneur de lindane continuent Les opérations de recherche du conteneur de lindane (pesticide très toxique) perdu dans la Manche au large de Cherbourg, étalent toujours infrustrueuses, kundi marin 27 mars. Elles se poursuivent dans des condi-tions climatiques favorables. Trois bătiments de la marine nationale et deux remorqueurs de haute mer explorent les fonds. Selon un responsable du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les poliutions accidentelles de eaux (CEDRE), « une forte probebilité de récupération du conteneur existe pour les tous prochains jours ».

GUATEMALA

Six cents personnes prises en otage dans une prison

Guatemala. - Six cents personnes, des détenus et des visiteurs ont été prises en otage, dimanche 26 mars, par quelque trois cents pri-sonniers mutinés de la prison de Pavon, à 20 kilomètres à l'est de la capitale guatémaltèque. Les mutins exigent des réductions de peine et de meilleures conditions de détention.

Deux mille hommes de la police nationale sont mobilisés autour du pénitencier, le plus important du pays, et six personnes — deux gardes, trois détenus et une visiteuse - auraient été tuées lors du déclenchement de la rébellion. Une quinzaine d'autres blessées ont été évacuées par les pompiers. -

● «L'Humanité» s'installe à Saint-Denis. - Decuis dimanche 26 mars, le quotidien communiste l'Humanité a emménagé dans ses nouveaux locaux de Saint-Denis, construits par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, à proximité de la basilique royale. Les cent vingt journalistes auront désormais à leur disposition un système rédactionnel informatisé, et le bâtiment, dont le coût est estimé à 60 millions de francs, abritera aussi les deux cents autres salariés du quotidien, l'impression continuant d'être effectuée à La Plaine Saint-Denis. En quittant l'immeuble du faubourg Poissonnière, cù la journal était installé depuis 1956, l'Humanité participe au mouvement général de la presse s'éloignant du centre de Paris : le Parisian est à Saint-Ouen, l'Equipe à lasy-lea-Moulineaux, France-Soir à Bercy, le groupe Expansion sur les terrains Citroën du quinzième amon-

Le mméro du « Monde » daté 26-27 mars 1989

a été tiré à 489 840 exemplaires

La pièce de 100 francs devance le préservatif

Les dépenses publicitaires du gouvernement ont augmenté de 3 %

Référendum pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie; campague pour le recrutement des prolesseurs; prévention de l'alcool au volant ; lutte contre le sida... : en 1988, le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour sensibiliser le grand public à sa politique ou aux « grandes causes nationales ».

Le Service d'information et de diffusion (SID) du premier ministre, chargé d'orchestrer la politique médiatique du gouvernement, indique dans un bilan récent que trente-quatre campagnes de publicité, de relations publiques ou d'édition — fabrication et diffusion de brochures, de livrets, etc. — ont été menées par vingt et un ministères ou administrations durant l'année 1988 (contre trente-sept en 1987). Parmi ces trente-quatre campagnes, vingt-huit sont nouvelles, les autres comme la lutte contre les accidents de la route – font partie d'une politique de communication à long terme instituée depuis plusieurs amées et régulièrement program-

L'ensemble des investissements récessités par ces treute-quatre campagnes représente 244,1 millions de rancs. Il s'élevait à 236,7 millions de francs en 1987, soit une augmen-tation de 3 %. Mais en francs constants, cette augmention est minime. En 1980, les investissements du 2007ementent en matière de publicité s'établissaient à 111 millions de francs; en 1982, à 133 millions; en 1987, à 144 millions, et, en 1988, à 145 millions. Les vingt-huit nouvelles campagnes mises en place en 1988 ont été moins colitenses que leurs devancières leur budget moyen s'élève en effet à 5,3 millions de francs, tandis qu'il tait de 7,1 millions de francs en 1987, soit une baisse de 26 %.

Une campagne du gouvernement on celle qui sert une « grande cause

nationale » est traditionnellement un « plus » pour les agences publici-taires. Celles-ci lui concèdent d'ailleurs une réduction de leurs tarifs. Vingt-quatre agences ont bénéficié, en 1988, des vingt-huit nouvelles campagnes lancées. La palme revient aux agences indépendantes des groupes et des réseaux, comme Dyade, Dassas et associés, Opus-Dyade, Dassas et associes, Opus-Hintzy, Quadrillage, etc., qui ont remporté dix-sept budgets sur vingt-huit. Les grandes enseignes, comme Eurocom, Roux-Séguéla-Cayzac-Goudard (RSCG), Publicis ou FCA, ont aussi tiré leur épingle du jeu : RSCG a ainsi gagné quatre-budgets (bilan de l'action gouverne-mentale, recrutement des profesmentale, recrutement des professeurs, accidents domestiques, référendum Nouvelle-Calédonie) représentant le volume budgétaire le plus important, soit 57,1 millions de

Du côté des médias, l'investis ment a augmenté de 14 % - l'achat d'espaces pour les trente-quatre campagnes de 1988 représente 162,2 millions de francs, le reste des investissements se répartissant entre les frais techniques, l'édition et les relations avec la presse. Télévisions et affichage en sont les grands bénéficiaires avec une hausse respective

• RFI maintient son émission matingle en poloneis en direction de Varsovie. - Radio-France internationale a décidé de maintenir son émission matinale en polonais (de 7 h 45 à 8 heures). Sa suppression avait été envisagée avec l'entrée en vigueur, dimanche 26 mars, d'une réorganisation des programmes de RFI vers les pays de l'Est (le Monde du 23 mars). Devant « l'extrême attachement de la rédaction » à ce journal, la direction a décidé de le conserver, tout en maintenant la réforme envisagée pour les autres tranches horaires de la journée.

de 14 % et de 19 %. En revanche, la presse quotidienne, le cinéma et la radio ont moins été sollicités en 1988 qu'en 1987 : ils perdent chacun entre 1 % et 2 %. Seule la presse magazine a été à la fête : les campagnes du ministère de la poste et des télécommunications (téléphone, poste avec « Bougez avec la poste ») lui ont largement échu. Ainsi, sur plus de 39 millions consacrés par France-Télécom à l'achat d'espaces, plus de 14 millions sont allés aux

rable à l'environ

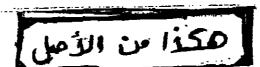
An total d'ailleurs, selon le récent bilan du SID, c'est la campagne publicitaire pour France-Télécom qui a englouti la plus grande part des dépenses publicitaires gouverne-mentales avec 58,6 millions de francs. Le bilan de l'action gouver-nementale et le référendum sur la Nouvelle-Calédonie la talonnent avec 22,9 millions et 20,3 millions de francs. Les campagnes pour le recrutement des professeurs ou sur l'usage du préservatif font figure de parents pauvres avec 5,2 et 5,5 mil-lions de francs investis. Soit un pen moins que la promotion dégagée pour la pièce de 100 francs qui béné-ficiait d'un budget de 6 millions de

YVES-MARIE LABÉ.



LE TITRE DU JOUR Suivez les événements heure par heure

ACTUALITÉ 36.15 LEMONDE







Port-Valdez, le terminal du pipe-line pétrolier naviguait dans une zone de l'Alaska, les premières victimes encore difficile et encombrée de de cette pollution catastrophique glaces dérivantes. Aussi ne faut-il sont apparues. Poissons mazoutes, pas s'étonner que le service des oiseaux morts. Les côtes ne sont pas earde-côtes américains ait envoyé encore touchées, mais chacun une assignation à comparaître au redoute que la nappe ne dérive vers capitaine du Exxon-Valdez et demandé à deux membres d'écui page de rester à disposition pour répondre aux enquêteurs fédéraux. Et il ne faut pas s'étonner non plus

Mais, à l'heure où s'organisent les premiers secours, beaucoup se

que des alcootests aient été pratiqués sur trois membres de l'équi-Cette fermeté administrative ne doit pas cependant masquer la gra-vité du sinistre et l'apparente lenteur des secours, très critiquée par les

gnent pour la faune et la flore particulièrement riches de cette région. La première réaction à la marée noire a été inadéquate et inaccepta-ble », a affirmé, samedi 25 mars, le responsable du département de la protection de l'environnement de 'Alaska, Dennis Kelso. « L'Alaska, a-t-il précisé, s'est dotée d'un plan d'action avi. en cas de marée noire. prévolt une intervention dans un délai de cina heures après la catastrophe. Or il a fallu aux équipes de secours quelques heures de plus, et deux seulement des sept appareils de pompage disponibles ont été uti-

Une colère partagée par les 12 000 membres de l'association des pécheurs de l'Alaska qui ont « le sentiment que cette marée noire aurait dû être la plus facile du monde à nettoyer ». Mais le calme des eaux et les bonnes conditions météorologiques ont apparemment empêché les produits utilisés pour disperser et couler le pétrole flottant en surface de produire leur effet. Ils out en effet besoin pour être efficaces que les eaux soient agitées. Aussi, maigré les barrages flottauts, l'épandage de matières antipollution, et le pompage des pro-duits pétroliers restants dans les soutes de l'Exxon-Valdez par un

l'Afrique du Sud. - 19 décembre 1972 : le pétrolier Sea Star coule dans le goife d'Oman et répand 115 000 tonnes de pétrole. - 7 Juin 1975 : le pétrolies japonais Showe-Maru (237 000 tonnes) s'échoue dans le détroit de Malacca (océan indien). - 24 janvier 1976 l'*Olympic-Bravery,* pétrolier neuf de 250 000 tonnes, s'échoue sur la côte nord d'Ouessant (nord-ouest de la France), et se orise en deux sur les rochers. Il a fallu trois mois pour nettoyer la

Urquiola explose en baie de Corogne (Espagne) et libère dans la mer.

Amoco-Cadiz sur les côtes de la Bretagne, 230 000 tonnes de pétrole se répandent en mer et sur les côtes françaises. du pétrolier espagnol Castillo-